
Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT)

Résultats de la consultation relative au rapport final du 30 juin 2006 portant sur la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

Rapport de l'organisation de projet commune du
Département fédéral des finances (DFF) et de la
Conférence des gouvernements cantonaux (CdC)

3003 Berne, le 13 novembre 2006

Table des matières

Liste des abréviations	3
1 Introduction	5
1.1 Contexte.....	5
1.2 Contenu du rapport mis en consultation	5
1.3 Données concernant la procédure de consultation	6
2 Détail des positions reçues.....	7
2.1 Remarques générales.....	7
2.2 Dotation des instruments de péréquation (question 1 à 3 posées aux participants)	19
2.3 Aménagement de la compensation des cas de rigueur (question 4 posée aux participants).....	35
2.4 Subventions routières générales (question 5 posée aux participants).....	43
2.5 Part de la Confédération aux dépenses de l'AVS et de l'AI (question 6 et 7 posées aux participants)	49
2.6 Problèmes liés à la transition, notamment dans le domaine de l'AI (question 8 et 9 posées aux participants)	55
2.7 Suite des travaux (question 10 posée aux participants).....	68

Liste des tableaux

Tableau 0	Remarques générales.....	8
Tableau 1	Propositions pour la dotation des instruments de péréquation: répartition de la contribution entre la péréquation des ressources et la compensation des charges	20
Tableau 2	Propositions pour la dotation des instruments de péréquation: rapport entre la contribution des cantons à fort potentiel de ressources et celle de la Confédération à la péréquation des ressources	24
Tableau 3	Propositions pour la dotation des instruments de péréquation: rapport dans la compensation des charges entre facteurs géo-topographiques et facteurs sociodémographiques	29
Tableau 4	Propositions concernant l'aménagement de la compensation des cas de rigueur	36
Tableau 5	Propositions pour la compensation du surcroît de charges de la Confédération dans le domaine des routes	44
Tableau 6	Propositions pour le nouveau calcul de la part de la Confédération aux dépenses de l'AVS.....	49
Tableau 7	Propositions pour le nouveau calcul de la part de la Confédération aux dépenses de l'AI	52
Tableau 8	Propositions sur les mesures visant à résoudre les problèmes de transition liés à l'AI	56
Tableau 9	Propositions concernant les contributions que la Confédération devra verser a posteriori au titre de la réduction des primes d'assurance-maladie, de la vulgarisation agricole et des aides à la formation.....	64
Tableau 10	Propositions concernant la suite des travaux	69

Liste des abréviations

Abréviations des participants

Abréviation	Organisation
KdK / CdC	Konferenz der Kantonsregierungen / Conférence des gouvernements cantonaux
ZH	Kanton Zürich
BE	Kanton Bern
LU	Kanton Luzern
UR	Kanton Uri
SZ	Kanton Schwyz
OW	Kanton Obwalden
NW	Kanton Nidwalden
GL	Kanton Glarus
ZG	Kanton Zug
FR	Canton de Fribourg
SO	Kanton Solothurn
BS	Kanton Basel-Stadt
BL	Kanton Basel-Landschaft
SH	Kanton Schaffhausen
AR	Kanton Appenzell Ausserrhoden
AI	Kanton Appenzell Innerrhoden
SG	Kanton St. Gallen
GR	Kanton Graubünden
AG	Kanton Aargau
TG	Kanton Thurgau
TI	Kanton Tessin
VD	Canton de Vaud
VS	Canton du Valais
NE	Canton de Neuchâtel
GE	Canton de Genève
JU	Canton du Jura
ch gemeinden / communes suisses	Schweizerischer Gemeindeverband / Association des Communes Suisses
SSV / UVS	Schweizerischer Städteverband / Unions des Villes Suisses
SAB	Schweizerischer Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete / Groupement suisse pour les régions de montagne
FDP / PRD	Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz / Parti radical-démocratique suisse
CVP / PDC	Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz / Parti démocrate-chrétien suisse
SVP / UDC	Schweizerische Volkspartei / Union Démocratique du Centre
SP / PS	Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Parti socialiste suisse
LPS / PLS	Libérale Partei der Schweiz / Parti libéral suisse
EVP / PEV	Evangelische Volkspartei der Schweiz / Parti évangélique suisse
economiesuisse	economiesuisse
Arbeitgeber	Schweizerischer Arbeitgeberverband / Union patronale suisse

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

Abréviation	Organisation
SBV / USP	Schweizerischer Bauernverband / Union suisse des paysans
SGV / USAM	Schweiz. Gewerbeverband / Union suisse des arts et métiers
SGB / USS	Schweizerischer Gewerkschaftsbund / Union syndicale suisse
KV Schweiz / SEC Suisse	Kaufmännischer Verband Schweiz / Société suisse des employés de commerce
Wthur	Stadt Winterthur
StZH	Stadt Zürich
CP	Centre Patronal
IG Umsetzung NFA / CI mise en oeuvre RPT	Interessengemeinschaft Umsetzung NFA (Projekt von DOK, CURAVIVA, INSOS, Integras) / Communauté d'intérêts mise en oeuvre RPT
FDK / CDF	Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren / Conférence des directeurs cantonaux des finances
ZWK	Zuger Wirtschaftskammer
ZTV	Zuger Treuhändervereinigung
FER	Fédération des Entreprises Romandes
TCS	Touring Club Schweiz
FinDir BS/GE/ZH	FinanzdirektorInnen der Kantone BS, GE und ZH

1 Introduction

1.1 Contexte

Dans le cadre du premier projet, le Parlement a adopté, le 3 octobre 2003, l'arrêté fédéral concernant la RPT, qui a introduit diverses modifications constitutionnelles. Le Parlement a avalisé en même temps la nouvelle loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC)¹. En novembre 2004, le peuple et les cantons se sont prononcés à une nette majorité en faveur du projet relatif aux bases constitutionnelles..

Le deuxième projet (législation d'exécution de la RPT) portait sur la mise en œuvre du désenchevêtrement des tâches, sur l'abolition de l'échelonnement actuel des moyens en fonction de la capacité financière des cantons et sur de nouvelles formes de collaboration entre la Confédération et les cantons. Le vote final des Chambres fédérales sur la loi fédérale concernant l'adoption et la modification d'actes dans le cadre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons a eu lieu le 6 octobre 2006.

Entre-temps le Conseil fédéral a mis en consultation, le 5 juillet 2006, l'avant-projet du troisième volet de la RPT, soit le rapport final relatif à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur.

Les dispositions constitutionnelles, les lois fédérales et les ordonnances seront mises en vigueur simultanément, vraisemblablement au 1^{er} janvier 2008.

1.2 Contenu du rapport mis en consultation

Le rapport final présenté mis en consultation traite de la péréquation financière au sens strict. Il livre en particulier les bases concernant:

- la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur
- l'assurance-qualité et les contrôles qualitatifs des calculs relatifs à la péréquation des ressources et à la compensation des charges (loi sur le Contrôle des finances)
- la fixation définitive de la part de la Confédération aux dépenses de l'AVS et de l'AI

¹ RS 613.2

- la détermination de la part future des cantons, destinée au financement de mesures autres que techniques, au produit de l'impôt sur les huiles minérales à affectation obligatoire («participation générale aux frais des routes»).

Par ailleurs, le rapport final contient une disposition transitoire relative à la loi fédérale sur l'assurance-invalidité, visant à régler les contributions a posteriori de l'AI aux établissements pour handicapés qui sont encore dues au moment du passage à la RPT. Enfin, il donne un aperçu des dispositions nécessaires au niveau des ordonnances pour la nouvelle péréquation financière au sens strict.

1.3 Données concernant la procédure de consultation

Le rapport final relatif à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur a été transmis par lettre du 5 juillet 2006 aux cantons, aux associations faîtières des villes, des communes et des régions de montagne, aux partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale ainsi qu'aux associations faîtières de l'économie afin qu'ils donnent leur avis. La consultation durait jusqu'au 13 octobre 2006.

2 Détail des positions reçues

2.1 Remarques générales

Au total, 52 participants se sont exprimés sur le projet, soit la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC), les 26 cantons, l'Union des villes suisses et l'Association des communes suisses, le Groupement suisse pour les régions de montagne, six partis politiques, six organisations faîtières des milieux économiques et dix participants non officiels (dont la Conférence des directeurs des finances [CDF], les directions cantonales des finances de Bâle-Ville, Genève et Zurich qui ont présenté une position commune, ainsi que les villes de Zurich et Winterthur). Le résultat de la consultation peut être qualifié dans l'ensemble de positif.

La CdC a exprimé en son propre nom un avis globalement positif. Elle souligne que les cantons continuent à soutenir l'ambitieux projet de réformes de la RPT. Les travaux de mise en œuvre sont en cours au niveau cantonal et les cantons tiennent beaucoup à l'entrée en vigueur de la RPT le 1^{er} janvier 2008. Etant donné l'importance majeure du projet pour l'Etat fédéral, la CdC demande que la contribution consentie par la Confédération au-delà de la neutralité budgétaire soit augmentée au moins à concurrence du montant promis aux cantons dans le cadre des négociations du programme de stabilisation 1998 pour les concessions qu'ils ont faites à l'époque. Cette solution tiendrait mieux compte des cas de rigueur et des inégalités découlant du passage au nouveau système. La CdC avance comme argument que la Confédération a tout intérêt à ce que la mise en vigueur de la RPT se déroule autant que possible sans conflit.

Tous les gouvernements cantonaux se sont aussi exprimés. Beaucoup ont pleinement souscrit à l'avis de la CdC. Les cantons ont naturellement aussi formulé sur divers points des critiques divergentes.

Les associations faîtières des communes et des villes, les partis politiques et les associations faîtières de l'économie ont réservé au projet un accueil en majorité favorable, avec des nuances toutefois. L'UDC fait exception, puisqu'il rejette le troisième train de mesures sous sa présente forme tout en continuant d'approuver la RPT dans son ensemble. Ses critiques concernent en particulier le projet de compensation des cas de rigueur et les aménagements transitoires prévus dans l'assurance-invalidité (AI). En outre, l'UDC déplore l'absence de présentation transparente des économies réalisables à l'aide de la RPT.

Un canton (JU) s'étonne que les contributions allouées par la Confédération à la péréquation des ressources soient soumises au frein aux dépenses, le fédéralisme et la solidarité intercantonale étant des valeurs qu'il considère comme intangibles.

A la rubrique des généralités, l'UDC exige que le troisième message précise les économies réalisables grâce à la RPT.

D'autres opinions générales figurent parmi les remarques sur la suite des travaux (avis concernant la question 10).

Tableau 0 Remarques générales

Participant	Proposition
KdK	Von Beginn weg haben die Kantone das Reformprojekt NFA mitgetragen und im Rahmen der paritätischen Projektorganisation mitgestaltet. Dabei stand stets das Bestreben im Vordergrund, das geltende Finanzausgleichssystem mit seinen zahlreichen Mängeln und den verschiedenen Fehlanreizen zu ersetzen und mit der NFA eine eigentliche Reform unseres föderalistischen Staatssystems einzuleiten. In Anbetracht der grossen staatspolitischen Bedeutung, welche der mit der NFA angestrebten Erneuerung unseres föderalistischen Staatssystems zuzumessen ist, muss eine möglichst konfliktfreie Inkraftsetzung der NFA auch im Interesse des Bundes liegen. --> Antrag: Die Kantone stellen deshalb den Antrag, den Beitrag, den der Bund über die Haushaltsneutralität hinaus zu leisten bereit ist, mindestens auf jenen Betrag zu erhöhen, der den Kantonen im Rahmen der Verhandlungen zum Entlastungsprogramm 1998 für ihr damaliges Entgegenkommen zugesichert worden ist. Damit könnten die mit dem Übergang zum neuen Ausgleichssystem entstehenden Härten und Unebenheiten noch besser ausgeglichen werden. Die Kantone stehen nach wie vor hinter dem ehrgeizigen Reformvorhaben der NFA. Die Umsetzungsarbeiten auf kantonaler Ebene sind im Gang und es ist den Kantonen ein grosses Anliegen, dass die NFA auf den 1. Januar 2008 in Kraft gesetzt werden kann.
ZH	- Zum Vernehmlassungsverfahren grundsätzlich: Der Kanton Zürich stellt in Übereinstimmung mit der Konferenz der NFA-Geberkantone (Kantone BL, BS, GE, NW, SZ, TI, ZG, ZH) den Antrag, der Bundesverwaltung mehr Zeit für die gesetzeskonforme Auswertung der Vernehmlassung einzuräumen. Begründung: Gemäss Zeitplan der NFA-Projektleitung stehen nur zwei Wochen für die Auswertung der Vernehmlassung zur Verfügung. In dieser kurzen Zeit ist eine gesetzeskonforme Auswertung aller Stellungnahmen nicht gewährleistet. - Zur Globalbilanz (Pauschale für die Verwaltungskosten im Bereich Ergänzungsleistungen): Antrag: Die Höhe der Verwaltungskostenentschädigung im Bereich Ergänzungsleistungen ist noch einmal zu überprüfen. Begründung: Gestützt auf Art. 24 des neuen Bundesgesetzes über die Ergänzungsleistungen richtet der Bund Verwaltungskostenentschädigungen an die Kantone aus. In der die Grundlage für den Schlussbericht bildenden definitiven Globalbilanz 2004/2005 sind die Mittel dafür gegenüber der vorherigen zur Plausibilisierung unterbreiteten Fassung um rund 9 bis 25 Mio. Franken gekürzt worden. Mit der neu berechneten Abgeltung werden die anteilmässigen Kosten des Kantons Zürich für den Vollzug der Ergänzungsleistungen nicht gedeckt. - Zur Berechnung des Ressourcenpotenzials: Eine Schwachstelle des Konzepts der aggregierten Steuerbemessungsgrundlage (ASG) ist die Nichtberücksichtigung der Kaufkraftunterschiede innerhalb des Landes. Ein identisches Einkommen ermöglicht beispielsweise in Appenzell einen höheren Lebensstandard als in der Stadt Zürich.

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	- Zum Wirksamkeitsbericht: Da der vorliegende Schlussbericht über die Festlegung des Ressourcen-, Lasten- und Härteausgleichs weitgehend von politischen statt sachlichen Erwägungen geprägt ist, legen wir besonderen Wert auf einen fundierten Wirksamkeitsbericht. Er soll auf objektiven, nachvollziehbaren Kriterien beruhen, und die sich aufdrängenden Anpassungen sind auch tatsächlich umzusetzen.
BE	Der Kanton Bern schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
LU	Der Kanton Luzern schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
UR	Der Kanton Uri schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
SZ	Der Kanton Schwyz schliesst sich bezüglich der allgemeinen Bemerkungen der Stellungnahme der KdK an.
OW	Grundsätzlich unterstützt der Kanton Obwalden die Stellungnahme der KdK.
NW	Anträge: 1. Der Bundesverwaltung ist deutlich mehr Zeit für die gesetzeskonforme Auswertung aller Vernehmlassungen einzuräumen. 2. Die Projektgruppe 14 ist nach der Auswertung der Vernehmlassungen in die Bereinigung der 3. NFA-Botschaft einzubeziehen. Begründungen: inhaltlich analog jenen der Konferenz der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug).
GL	Der Kanton Glarus hat die NFA von Beginn weg unterstützt. Die NFA ist von ausserordentlicher finanz- und staatspolitischer Bedeutung. Die Vernehmlassungsvorlage ist seriös erarbeitet und bietet solide Entscheidungsgrundlagen. Die vorgeschlagenen Regelungen erfolgen aus einer Gesamtsicht und sind grundsätzlich ausgewogen. Gewichtige Korrekturen an der Vorlage wären daher klar abzulehnen.
ZG	Der Kanton Zug hat gegenüber dem Vernehmlassungsbericht eine ganze Reihe grundsätzlicher Vorbehalte: - Sowohl die Vernehmlassungsfrist als auch die der Verwaltung für die Auswertung der Vernehmlassung zur Verfügung stehende Zeit ist zu kurz. --> Antrag: Die Inkraftsetzung der NFA ist nötigenfalls auf den 1. Januar 2009 zu verschieben. - Weiterer Antrag: Die Projektgruppe 14 ist nach der Auswertung der Vernehmlassungen in die Bereinigung der 3. NFA-Botschaft einzubeziehen. Das Fachwissen der Vertreterinnen und Vertreter von Bund und Kantonen soll nach der Auswertung der Vernehmlassungen wieder zum Tragen kommen. - Der Kanton Zug wird voraussichtlich in einer Standesinitiative die Limitierung der NFA-Belastung für ressourcenstarke Kantone fordern (Festlegung einer Belastungsobergrenze). - Antrag: Der "Gesamtindex der Steuerbelastung" (Steuerbelastungsindex) ist beizubehalten. Begründung: Fiele dieses Arbeitsinstrument weg, wären wertvolle Vergleiche zwischen den Kantonen kaum beziehungsweise nicht mehr möglich. Dies wäre insofern bedauerlich und ineffizient, als unter dem System der NFA alle vier Jahre ein Wirksamkeitsbericht erstellt wird. - Antrag: Streichung der finanzkraftabhängigen Kostenteiler in der gesamten Systematischen Rechtssammlung. Dabei verweist der Kanton Zug auf die Beispiele des Bundesgesetzes über die gebrannten Wasser (Alkoholgesetz) und des Bundesgesetzes über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte (Wasserrechtsgesetz), für die auch die 2. NFA-Botschaft keine Elimination der Finanzkraft beantragt hat.
FR	Malgré les critiques formulées ci-dessous, notamment au sujet du dernier bilan global, le Conseil d'Etat du canton de Fribourg reste persuadé de la nécessité d'abandonner le système de péréquation actuel. Il soutient toujours les principes fondamentaux de la RPT,

	largement acceptés lors de la votation fédérale du 28 novembre 2004. Les Directions et Services de l'Etat de Fribourg déploient actuellement tous les efforts nécessaires aux adaptations législatives et organisationnelles requises par le passage au nouveau système. Remarques relatives au bilan global 2004/2005: Le Conseil d'Etat souligne tout d'abord que le bilan 2004/2005 est partie intégrante des documents mis en consultation et qu'il peut à ce titre encore être modifié en fonction des remarques formulées dans le cadre de la consultation. Les différentes versions du bilan, partielles ou complètes, communiquées entre la fin avril et le début juillet 2006, ont toujours été présentées comme des versions provisoires. Il en va de même de celle intégrée dans le Rapport final qui doit être encore corrigée d'ici à la publication du 3ème message. Le Conseil d'Etat considère ensuite qu'il est exagéré de prétendre (Rapport final, section 1.2.3.2, p. 27), que les cantons ont déjà « validé » les données relatives au désenchevêtrement des tâches. La direction de projet RPT justifie les modalités de calcul retenues par les nouvelles exigences posées par la LIPPI (art. 5 al. 1 let. A) en matière de formation du personnel des institutions spécialisées. Cette argumentation a été contestée par le canton dans le cadre de sa prise de position sur les données soumises pour « Plausibilisierung ». Il a été demandé que les critères de calcul soient modifiés de manière à ce que la répartition entre les cantons se fasse sur la base du critère du canton siège (« Standortkanton ») des organismes subventionnés. Cela se traduirait pour le canton de Fribourg par la mention d'une charge supplémentaire d'environ 4,3 millions dans le bilan global, plutôt que d'environ 2,1 millions comme dans les versions calculées par la DP/RPT. Nous réitérons avec insistance cette demande de corrections, qui n'a pas été prise en compte jusqu'ici. Remarques de détail sur les documents mis en consultation - Les versions françaises des documents mis en consultation contiennent encore quelques imprécisions et/ou erreurs de frappe, mentionnées ici à toutes fins utiles. - En ce qui concerne le Rapport final tout d'abord, une erreur semble s'être glissée dans le cadre de la section 1.2.7.2 quant au niveau des « futurs montants péréquatifs ». Ces montants s'établiront à 3,085 milliards, conformément à ce qui figure par exemple dans le tableau 2, en page 18, et pas à 3,2 milliards, comme mentionné en page 51 du Rapport final. Une autre erreur apparaît dans la section 2.5 (commentaire des modifications de la LAI) qui mentionne un montant de 239 millions au lieu des 245 millions figurant pour les prestations collectives dans les tableaux 14 et 15 (pp. 54 et 56). - Pour ce qui est de l'OPFCC, deux erreurs se sont glissées dans les titres du premier tableau (potentiel de ressources) de l'annexe 1, en page 21. Pour la 3ème colonne du tableau, la population résidente mentionnée correspond à la valeur moyenne de 2000 à 2002, et pas à celle de 1996 à 1998. Le potentiel de ressources par habitant que l'on retrouve dans la colonne 4 est celui de 2006, et non de 2002. Des imprécisions apparaissent également dans l'annexe 18, point 5, au niveau des titres des colonnes 2 et 4 du tableau. L'indice moyen des ressources est celui de 2004/2005, et pas de 2001/2002. Le résultat net du bilan global est également celui de 2004/2005, et pas de 2001/2002.
SO	Der Kanton Solothurn schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
BS	Der Kanton Basel-Stadt unterstützt die NFA. Als Geberkanton ist er sich bewusst, dass die wachsenden Disparitäten zwischen den Kantonen nur mit einem guten horizontalen Finanzausgleich ausgeglichen werden können. Dabei sind aber die steuerliche Wettbewerbsfähigkeit der Kantone im nationalen und internationalen Verhältnis zu gewährleisten und insbesondere die zentrale Funktion der Städte für die wirtschaftliche Entwicklung der gesamten Schweiz nicht zu vernachlässigen. Hier konstatiert der Kanton Basel-Stadt ein gewisses Ungleichgewicht im vorliegenden Vorschlag der Dotierung der Ausgleichsgefässe. Währenddem mit dem Ressourcenausgleich und dem Härteausgleich für ressourcenschwache Kantone in jedem Fall eine Verbesserung resultiert, werden die wissenschaftlich abgestützten Erkenntnisse über die rela-

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	tiven Lasten für Städte und Agglomerationen aus Sicht von Basel-Stadt ungenügend berücksichtigt. Trotz dieser kritischen Note steht Basel-Stadt nach wie vor hinter dem ehrgeizigen Reformvorhaben der NFA. Die Umsetzungsarbeiten auf kantonaler Ebene sind im Gang und es ist dem Kanton ein grosses Anliegen, dass die NFA auf den 1. Januar 2008 in Kraft gesetzt werden kann.
BL	Bei den Fragen 1 bis 4 schliesst sich der Kanton Basel-Landschaft der Haltung der Konferenz der NFA-Geberkantone an, bei den Fragen 5 bis 7 sowie 9 bis 11 jener der KdK. Bei der Frage 8 ergänzt Basel-Landschaft die Position der KdK.
SH	Der Kanton Schaffhausen schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
AR	Der Kanton Appenzell Ausserrhoden schliesst sich integral der Stellungnahme der KdK (Mehrheitsbeschlüsse) an.
AI	Der Kanton Appenzell Innerrhoden schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
SG	Der Kanton St. Gallen schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
GR	Die Zusammenarbeit und der Finanzausgleich in unserem Bundesstaat können mit der NFA auf eine wirksame und faire Basis gestellt werden. Doppelspurigkeiten und Fehlanreize lassen sich eliminieren. Die Kantone können die zusätzlichen Handlungsspielräume indessen nur effizient nutzen, wenn die neuen Finanzausgleichsinstrumente in Bezug auf das Gesamtvolumen und die Verteilungswirkungen auf einer plan- und berechenbaren Basis stehen. Andernfalls bliebe die Abhängigkeit der Kantone von der Bundespolitik und der jeweiligen Finanzlage des Bundes auch künftig sehr gross. Im Übrigen gilt es, die NFA vorgabekonform umzusetzen. Grössere Änderungen bzw. nachträgliche Verschiebungen drängen sich weder aus konzeptioneller noch aus politischer Sicht auf und wären in keiner Weise zu legitimieren. Sie würden im Gegenteil das fein austarierte System ins Wanken bringen und den Volkswillen missachten. Vorzunehmen sind hingegen noch Bereinigungen in einzelnen Bereichen wie sie in der konsolidierten Stellungnahme der KdK vom 29. September 2006 beantragt werden. Die Bündner Regierung unterstützt diese Stellungnahme, soweit sie von der Kantonsmehrheit getragen wird, in allen Punkten. Die Stellungnahme des Kantons Graubünden enthält teilweise weitere Argumente sowie vereinzelt auch spezielle Anliegen im Hinblick auf die Erläuterungen in der zu erarbeitenden 3. NFA-Botschaft. Der Kanton Graubünden legt Wert darauf, dass in dieser Botschaft die zentralen Bestandteile der Vorlage sehr gut begründet sind.
AG	Der Kanton Aargau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TG	Der Kanton Thurgau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TI	Die Berechnungen in den Vorlagen beruhen noch weitgehend auf Schätzungen. Das gewählte Vorgehen, bereits jetzt die Dotierung der Ausgleichsgefässe und namentlich des Härteausgleichs vorzunehmen, ist deshalb als fraglich zu bezeichnen. Weitere grundsätzliche Bemerkungen finden sich in den Antworten zu den einzelnen Fragen.
VD	Le Canton de Vaud se voit dans l'impossibilité d'approuver le rapport final de l'organisation RPT. En effet, les incertitudes et les points contestés sont encore trop nombreux pour permettre une validation politique des commentaires et des propositions figurant dans le rapport final. Il s'agit plus particulièrement des solutions présentées pour résoudre les problèmes transitoires qui ne sont pas satisfaisantes; pour l'IFD, il n'y a pas de raison de ne pas intégrer dans l'analyse les montants dus par la Confédération; et pour l'AI, les propositions concernant les problèmes transitoires ne paraissent pas suffisamment étayées sur les plans juridiques et financiers pour être adoptées en l'état. En revanche, le Conseil d'Etat pourrait entrer en matière sur un projet de 3ème Message RPT qui intégrerait les demandes de la CdC, sous réserve que les propositions suivantes

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	formulées par le Canton de Vaud soient prises en considération : - les montants dus au titre des arriérés des rentes individuelles seront calculés en fonction des rentes individuelles qui seront effectivement versées. La contribution des cantons devra figurer dans le 3ème Message RPT; - la Confédération calcule, sur la base de son plan financier, le bilan global 2008 pour chaque canton pris individuellement. Ce bilan doit pouvoir être vérifié par les cantons, comme cela a été le cas avec le bilan global 2004/2005 ; - les montants alloués à la compensation des charges excessives sont répartis à raison de 60% à la compensation des charges socio-démographiques et 40% à la compensation des charges géo-topographiques; - que 30% et non 17% de la recette fiscale de l'IFD 2007 soient versés aux cantons, même si ce montant est payé en 2008. - que la problématique de la dynamique des charges dans les domaines des prestations complémentaires AVS/AI - très clairement défavorable aux cantons - sera dûment prise en compte dans l'examen en cours par les Chambres fédérales du projet de loi sur le nouveau régime de financement des soins.
VS	Comme il l'a fait lors des consultations précédentes, le Conseil d'Etat du canton du Valais réaffirme son soutien de principe au projet de réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Le Gouvernement valaisan est cependant préoccupé par le déséquilibre structurel important que le projet semble devoir amener pour notre canton. Dans ce contexte, les évaluations périodiques prévues revêtent une importance capitale. Elles devront absolument démontrer que les effets recherchés par la réforme de la péréquation (renforcement de l'autonomie financière, réduction des disparités, dotation minimale en ressources financières, compensation des charges excessives...) se vérifient à moyen et long terme pour l'ensemble des cantons.
NE	1. Détermination du potentiel de ressources: Proposition: Le Conseil d'Etat demande formellement que les bénéfices des personnes morales bénéficiant à la fois d'un allègement de l'impôt cantonal, en vertu de la législation fondée sur les articles 5 et 23, alinéa 3 LHID, et de l'IFD, en vertu de l'arrêté Bonny, soient exclus du potentiel de ressources en proportion des allègements consentis. Le Conseil d'Etat souligne que cette question peut être réglée dans le cadre de l'ordonnance du Conseil fédéral (OPFCC) - comme c'est le cas aussi pour les sociétés holdings et de domicile - et demande que celle-ci soit complétée dans ce sens. Motif: La prise en compte des allègements fiscaux accordés aux seules sociétés holdings ou de domicile crée une inégalité de traitement manifeste. Elle pénalise les cantons qui axent leur promotion économique sur les entreprises industrielles et les entreprises de services proches de la production (Neuchâtel en particulier), plutôt que sur les sociétés holdings ou de domicile et les services financiers. 2. Problèmes liés à la transition (cf. aussi réponse à la question 8): Propositions: - Le principe d'échéance (ou du fait générateur) doit également être appliqué pour le versement des parts cantonales aux recettes fédérales (IFD, impôt anticipé, droits sur les carburants, bénéfice de la BNS). Les rapports mis en consultation n'abordent pas cette question. Ils ne contiennent aucun commentaire ni aucune disposition particulière au sujet des paiements différés des recettes fédérales. - Le Conseil d'Etat estime que les cantons ne peuvent être tenus à aucune contribution envers l'AI allant au-delà de leur participation de 12,5% aux paiements différés résultant des prestations collectives et individuelles précitées. Motif: Le problème des charges résiduelles de l'AI relève de l'assainissement financier de

	cette assurance qui n'est d'aucune manière liée à la RPT. Il doit trouver une solution en dehors de la RPT. 3. Prise en compte du bénéfice distribué par la BNS: Proposition: Le Conseil d'Etat propose qu'une solution plus proche de la réalité soit retenue dans ce domaine. Durant la première période quadriennale à tout le moins, il convient à notre avis de prendre en compte les montants effectivement versés aux cantons en vertu de la convention de 2002 (1'666 millions) et de calculer la compensation des cas de rigueur sur cette base. Une correction de ce montant pour les périodes suivantes et une adaptation de la compensation des cas de rigueur pourrait être fixée d'emblée dans l'arrêté concernant la dotation de la compensation des cas de rigueur, ou être proposée dans le rapport d'évaluation dressé au terme de la première période quadriennale. Motif: Le Conseil d'Etat met en doute le bien-fondé de la proposition faite dans le rapport, car elle a une incidence directe sur la compensation des cas des rigueurs. Elle a pour effet de minimiser au départ les charges supportées par les cantons à faible potentiel de ressources en raison de l'abandon des suppléments péréquatifs, et en conséquence de réduire d'autant la compensation des cas de rigueur versée aux cantons qui y ont droit. 4. Autres remarques générales: - L'une des difficultés auxquelles se heurtera l'application de la RPT résultera certainement du décalage très important existant entre les années de calcul du potentiel de ressources et l'année de péréquation. Les trois années de calcul nécessaires selon la PFCC se situent en effet entre 4 et 6 ans avant l'année de péréquation. Le Conseil d'Etat suggère qu'une étude sur les moyens permettant de réduire ce décalage soit menée au plus tard dans le cadre du premier rapport d'évaluation. - Les projections financières faites par la Confédération pour le bilan global 2008 ne sont pas disponibles sous la forme de chiffres détaillés pour chaque canton. Nous attendons de la Confédération qu'elle affine les données disponibles par canton et les leur soumette pour évaluation, comme cela a été fait pour le bilan global 2004-2005. - A ce propos, le Conseil d'Etat souligne la fragilité des chiffres fournis dans le bilan global 2004-2005 quant aux charges de l'AI qui seront transférées aux cantons (prestations individuelles pour formation scolaire spéciale, prestations collectives aux ateliers, homes et écoles spéciales). L'organisation de projet s'est en l'occurrence fondée non pas sur les charges effectives, mais sur les charges théoriques découlant de l'enquête sur les taux d'occupation. Selon l'appréciation des services de l'administration neuchâteloise, les données prises en compte sont peu représentatives. Le Conseil d'Etat attend des services fédéraux qu'ils évaluent ces charges de manière plus précise dans le cadre du bilan global 2008. - En conclusion, le Conseil d'Etat réitère son attachement politique à la RPT. Il ne pourra toutefois soutenir sa mise en oeuvre que si les propositions de fond qu'il avance dans la présente consultation trouvent une solution satisfaisante.
GE	Dans les préliminaires, le Canton de Genève souligne les points suivants expliqués en détail dans les réponses aux questions y relatives: - manière d'inclure l'impôt à la source; - symétrie des problèmes transitoires de l'AI et de l'IFD; - contributions aux charges socio-démographiques et géo-topographiques; - calcul de la compensation des cas de rigueur.
JU	1. Au-delà du financement partiel de la compensation des cas de rigueur, la Confédération devrait renoncer au principe de la neutralité budgétaire en sa faveur, dans la mesure où elle souhaite mettre en place un nouveau système ayant principalement pour objectif de renforcer le fédéralisme et la cohésion entre les différentes régions du pays. Nous avons acquis la conviction que celle-ci a atteint à ce stade ses limites et que le projet ne pourra être introduit avec succès que si la Confédération consent à fournir un soutien supplémen-

	taire aux cantons. 2. Les moyens financiers doivent être en priorité affectés à la péréquation des ressources, mécanique centrale du nouveau système permettant d'atteindre au mieux l'objectif de réduction des disparités. Limiter le montant à allouer à la compensation des charges permettrait de dépassionner les débats et d'éviter un recours trop conséquent au système exogène de compensation des cas de rigueur. 3. En ce qui concerne plus particulièrement ce mécanisme, nous sommes inquiets de constater que 11 cantons sur 26 doivent en bénéficier du fait du changement de système. Ce constat rend le 3e volet du projet RPT difficilement défendable. Par ailleurs, on ne peut pas justifier que le droit à la compensation des cas de rigueur soit arrêté sur la base du bilan global 2004/2005 sachant que la situation effective de chacun des cantons, et spécialement les cantons financièrement faibles, peut évoluer sensiblement jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau système. C'est à ce moment qu'une nouvelle calculation de cette compensation devrait être effectuée en prenant en considération nos requêtes détaillées figurant en annexe. Il faut se baser ainsi sur un bénéfice BNS distribué aux cantons de 1,7 milliard, conformément aux conventions en vigueur. Le soutien doit de plus se concentrer uniquement sur les cantons faibles défavorisés par le changement de système. Finalement, le financement de cette compensation ne peut être assumé, même partiellement, par les cantons qui en ont justement besoin, sans quoi l'objectif quantitatif visé ne pourra jamais être pleinement atteint. 4. Les mesures proposées pour résoudre les problèmes transitoires (AI, IFD, impôt anticipé, etc.) méritent d'être revues en respectant la symétrie des principes et des règles. Nous demandons que cette problématique fasse l'objet d'un rapport portant sur l'ensemble des flux financiers touchés par la RPT. Il devrait par ailleurs attester que les parts cantonales à l'IFD et à l'impôt anticipé seront versées au début 2008 selon la clé péréquative actuelle. 5. Les explications qui nous ont été fournies n'ont pas permis de nous convaincre totalement de la qualité des données qui seront utilisées, ni de la pertinence de facteurs (notamment pour la fortune) à notre avis bien trop réducteurs des réalités sensiblement différentes vécues dans chacun de nos cantons. Les efforts doivent être poursuivis pour améliorer la perception de ces différences en cherchant à réduire le décalage temporel entre les années de calcul et de référence. 6. Une disposition légale devrait clairement établir l'indépendance de la péréquation des ressources face au frein fédéral aux dépenses. Nous rappelons qu'un des buts du projet est de permettre une gestion politique de la problématique afin de renforcer le fédéralisme et la solidarité intercantonale. Conclusions et propositions: Au vu de ce qui précède, les incertitudes, les points de divergences et le manque d'engagement financier de la Confédération ne permettent pas d'envisager la forte validation politique que le projet mérite. Ainsi, un nouveau bilan global doit être établi. Celui-ci prendra par ailleurs en considération les charges accrues que doit supporter la Confédération, tel que prévu dans le message du 28 septembre 1998 concernant le programme de stabilisation 1998 (page 123). Cet engagement résultait des onze conditions-cadres fixées en janvier 1998 par la Conférence des Gouvernements cantonaux pour apporter le soutien de l'ensemble des cantons à ce programme d'assainissement des finances fédérales.
ch gemeinden	Grundsätzliche Zustimmung zur Vorlage. Die NFA soll auf 1.1.2008 in Kraft treten können.
SSV	Der SSV ist mit der Stossrichtung der NFA und den drei Ausgleichsgefässen grundsätzlich einverstanden. Insbesondere wird eine Entschädigung für die Sonderlasten der Kernstädte begrüsst. Der SLA muss aber den tatsächlichen Sonderlasten der Kernstädte entsprechen, was mit dem vorliegenden Vorschlag nicht gewährleistet ist.
SAB	Der Vernehmlassungsbericht stellt ein ausgewogenes Dokument dar. Nachträgliche Korrekturen an Berechnungsfaktoren und an Verteilschlüsseln sind unbedingt zu vermeiden, da sie unweigerlich zu Veränderungen am gesamten Zahlenwerk führen würden.

FDP	In grundsätzlicher Hinsicht verringert der Finanzausgleich die Verteilungsprobleme ohne die Vorteile des Steuerwettbewerbs aufzuheben. Die NFA stärkt den schweizerischen Föderalismus. Das mit der NFA vorgeschlagene neue Finanzausgleichssystem ist ein fein austarierter Kompromiss und als solcher zügig umzusetzen. Bevor nicht Erfahrungswerte einiger Jahre vorliegen, sind neue Verhandlungen über Gewichtsverschiebungen im finanziellen Ausgleichssystem im Interesse der Inkraftsetzung der NFA strikt abzulehnen. Ziel muss die Inkraftsetzung der Vorlage auf den 1. Januar 2008 bleiben.
CVP	Für die CVP ist es wichtig, dass die Vorlage ohne Verzug umgesetzt werden kann. Die Inkraftsetzung vom 1. Januar 2008 ist unbedingt einzuhalten. Verzögerungen schaffen Unsicherheiten und bedingen auch wieder Neuberechnungen und Änderungen. Ziel der dritten NFA-Vorlage muss es sein, die verschiedenen Ausgleichsgefässe so zu dotieren, dass die in Art. 135 BV festgelegten Ziele des neu gestalteten Finanz- und Lastenausgleichs erreicht werden können: Insbesondere sollen die Unterschiede in der finanziellen Leistungsfähigkeit zwischen den Kantonen verringert, den Kantonen ausreichende finanzielle Ressourcen gewährleistet, übermässige finanzielle Lasten der Kantone auf Grund ihrer geografisch-topografischen oder soziodemografischen Bedingungen angeglichen sowie die steuerliche Wettbewerbsfähigkeit der Kantone im nationalen und internationalen Verhältnis möglichst erhalten werden. An dieser Stelle ist festzuhalten, dass die NFA wesentlich dazu beiträgt, die Argumente für eine materielle Steuerharmonisierung zu entkräften. Die CVP erachtet die im Schlussbericht vorgeschlagenen Massnahmen grundsätzlich als geeignet, um diese Ziele zu erreichen. Bei der Dotierung der verschiedenen Ausgleichsgefässe sollte für den Start des neuen Ausgleichssystems grundsätzlich an der ursprünglichen Gewichtung festgehalten werden, die auch der Abstimmungsvorlage vom 28. November 2004 zu Grunde lag. Eine Abweichung von dieser Aufteilung und damit eine Veränderung der damaligen Entscheidungsgrundlagen ist zu vermeiden. Gleichzeitig müssen die Dotierungen der Ausgleichsgefässe bei Bedarf angepasst werden können. Dafür ist ein Wirksamkeitsbericht vorgesehen, in dessen Rahmen die Verhältnisse alle vier Jahre überprüft und falls erforderlich angepasst werden. Den Bedenken der Geberkantone ist hier nach vier Jahren besonders Rechnung zu tragen. Nur mit einer solch dynamischen Weiterentwicklung der NFA kann der schweizerische Föderalismus langfristig gestärkt werden.
SVP	Die SVP unterstützt die generelle Zielsetzung der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA). Sie lehnt allerdings den 3. Teil der NFA-Vorlage in der vorliegenden Form ab und verlangt, dass der Bund die Einsparungen transparent macht und die Härteausgleichs- sowie IV-Übergangsregelung überarbeitet. Anträge: Die SVP verlangt insbesondere, dass der Bundesrat und die Kantone die Einsparungen der NFA-Vorlage transparent auf den Tisch legen. Das Parlament soll nicht über die Katze im Sack beschliessen müssen. Weitere Anträge stellt die SVP im Rahmen der Beantwortung der Fragen 4 und 8.
SP	- In der Botschaft (z.B. im Anhang) ist so viel Transparenz über die statistischen und finanziellen Grundlagen wie möglich zu schaffen. In diesem Zusammenhang muss die Botschaft allfällige divergierende Auffassungen von Interessierten (Kantone, Institutionen) transparent machen, wie sie dies etwa in Kapitel 1.2.7.3.6 bei den nachschüssigen Verpflichtungen der IV tut. Dies würde die Beurteilung erleichtern und die Glaubwürdigkeit der Vorlage erhöhen. - Die nachschüssigen Zahlungen müssen in einen Zusammenhang mit der im Parlament hängigen Beratung einer Entschuldungs- und Finanzierungsvorlage für die IV gestellt werden. Eine weitere Belastung der IV muss vermieden werden. Noch zur Verordnung: Mit einiger Verwunderung hat die SP festgestellt, dass sich das Ausgleichssystem - anders,

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	als es doch eigentlich beabsichtigt war - zum Teil nicht auf das Ressourcenpotenzial, sondern auf die tatsächliche Steuerbelastung abstützt. Auch wenn es sich um die schweizweite durchschnittliche Steuerbelastung handelt und nicht um jene eines einzelnen Kantons, muss sichergestellt und vom Bundesrat explizit bestätigt werden, dass der Ressourcenausgleich durch die tatsächliche Steuerbelastung nicht beeinflusst wird. Der Bundesrat wird gebeten, in der Botschaft diese Zusicherung abzugeben und zudem aufzuzeigen, weshalb der "standardisierte Steuerertrag" bzw. der "standardisierte Steuersatz" als Hilfsgrössen unverzichtbar sein sollen und nicht einzig auf das Ressourcenpotenzial abgestellt werden kann.
LPS	Le Parti libéral suisse s'est toujours déclaré favorable, et il le réaffirme ici, aux principes défendus par le projet de nouvelle péréquation financière (RPT) entre la Confédération et les cantons. Le système permet de différencier clairement les ressources à disposition des cantons d'une part et les compensations de charges à effectuer d'autre part. Il permet aux cantons de mener une politique fiscale concurrentielle tout en assurant la nécessaire solidarité verticale et horizontale entre la Confédération et les cantons. Force est de constater, dans ce contexte, que la nouvelle répartition des charges entre Confédération et cantons transfère un certain volume de charges dynamiques aux cantons - celles liées à la démographie tout particulièrement. Il importe donc que ce processus ne s'accélère pas sans contrôle ni transparence. Ceci étant posé, nous partons du principe que dans la troisième phase, les principes énumérés ci-dessus doivent être respectés. Il nous faut remarquer enfin que certains problèmes apparaissent aujourd'hui, qui ne devraient pas remettre en cause les principes adoptés mais qui devraient faire l'objet de corrections. Ainsi en va-t-il des cantons frontaliers dont les recettes fiscales tirées de l'impôt à la source portent sur une population plus large que les seules limites cantonales pour laquelle ils assument néanmoins des charges relativement importantes, sans parler des rétrocessions fiscales qui en résultent. Cette problématique n'a pas été du tout prise en compte dans le projet soumis au vote en 2004. Aujourd'hui, les effets de bord de cette problématique méritent d'être pris en compte dans l'adoption des calculs de l'indice des ressources si l'on veut respecter une certaine équité.
EVP	Die EVP stimmt der Vorlage zu.
economiesuisse	economiesuisse a soutenu la RPT tout au long de son élaboration. De cette réforme, economiesuisse espère notamment une revitalisation du fédéralisme, une réponse aux aspirations régionales, des gains d'efficacité de l'Etat, le renforcement de la concurrence fiscale par la mise en place de mécanismes péréquatifs solides et transparents et - autant que possible - le respect de la neutralité budgétaire entre les différents échelons de l'Etat. Globalement, le projet présenté répond à ces attentes. Cependant, certains points précis ne remportent pas la pleine adhésion. En particulier, economiesuisse ne trouve pas de justification à l'accroissement disproportionné des moyens financiers alloués à la compensation des cas de rigueur. Cet instrument, contraire à l'esprit de la RPT, coûte en effet nettement plus cher que prévu avec, pour conséquence, une hausse considérable des dépenses fédérales.
Arbeitgeber	Der Schweiz. Arbeitgeberverband hat den Neuen Finanzausgleich (NFA) immer unterstützt. Er tut dies auch weitestgehend bezüglich der Festlegung des Ressourcen-, Lasten- und Härteausgleichs. Er macht jedoch einen Vorbehalt bei der Neufestlegung der Bundesbeiträge an die AHV und an die Invalidenversicherung (IV) und verlangt deren Überprüfung. Thematisch gehört der NFA zu den Dossiers von economiesuisse. Unsere Stellungnahme bezieht sich daher im Folgenden nur auf die uns direkt betreffenden Fragestellungen, welche sich insbesondere auf die AHV und die IV beziehen - Sozialwerke, die stark mit Arbeit-

	geberbeiträgen finanziert sind
SBV	Aus der Sicht der Landwirtschaft sind die Ziele der NFA sehr zu begrüßen. Sowohl die Reform ineffizienter Strukturen in der Aufgabenteilung und im Transfersystem Bund/Kantone und der Kantone untereinander als auch der Abbau der wachsenden kantonalen Disparitäten sind für das zukünftige wirtschaftliche und gesellschaftliche Wohl der Schweiz entscheidend. Im Hinblick auf die Entwicklung des ländlichen Raums und strukturell benachteiligter Regionen ist insbesondere eine Verbesserung der Umverteilungswirkung der heutigen Massnahmen zum Ausgleich der unterschiedlichen kantonalen finanziellen Leistungsfähigkeit von Bedeutung. Dazu ist auch eine Stärkung des Subsidiaritätsprinzips und damit der interkantonalen Zusammenarbeit sowie der regional differenzierten und eigenverantwortlichen Aufgabenerfüllung von grosser Wichtigkeit. Wie aus vorgängigen Stellungnahmen hervorgeht, hat der SBV deshalb bereits die erste (Verfassungsänderungen, Bundesgesetz über den Finanz- und Lastenausgleich FiLaG) und zweite (NFA-Ausführungsgesetzgebung) Vorlage unterstützt und steht dem aktuell zu beurteilenden Bericht positiv gegenüber. Als Teil der dritten Etappe des Reformprojekts NFA behandelt letzterer die Dotierung der neuen Ausgleichsinstrumente (Ressourcen-, Lasten- und Härteausgleich) sowie verschiedene, durch den Systemwechsel bedingte Anpassungen auf Bundesgesetzebene. Im Folgenden sind die entsprechenden Positionen des SBV jeweils als Antworten unter den an die Vernehmlassungsteilnehmer gerichteten Fragen aufgelistet.
SGV	L'USAM soutient dans ses grandes lignes le rapport mis en consultation car il respecte l'esprit, les principes et les objectifs qui ont présidé jusqu'ici à l'élaboration de la RPT. L'Union préconise par ailleurs que les indicateurs servant à la détermination des montants destinés à la péréquation des ressources et à la compensation des charges soient à la fois simples et transparents. Or, certaines associations membres de l'USAM avouent avoir été surprises par la complexité des nouveaux instruments péréquatifs. Ceux-ci exigent en effet la récolte et l'intégration d'un nombre très important de données économiques et financières, la définition de nombreux coefficients techniques, la création d'organes de contrôle chargés de vérifier en permanence la validité des choix techniques et d'évaluer l'efficacité de l'ensemble du système. Cette complexification semble dictée par la crainte de commettre la moindre «injustice» et donc par la recherche obsessionnelle de l'équité à travers la prise en compte d'un nombre toujours plus élevé de paramètres. Ce perfectionnisme, si on ne lui fixe pas des limites, risque à terme de bloquer la machine, ou de la rendre incompréhensible et non maîtrisable. Les représentants des arts et métiers souhaitent dès lors que les organes chargés d'évaluer l'efficacité de la RPT prennent cette préoccupation au sérieux. Il sera certainement opportun, après l'introduction du nouveau système, d'étudier la possibilité de simplifier certaines formules de calcul. Il s'agira aussi, en particulier, d'exposer clairement les coûts administratifs liés à ce nouveau système de péréquation.
KV Schweiz	Grundsätzlich kann der Kaufmännische Verband Schweiz dem vorliegenden Schlussbericht und der darin vorgeschlagenen Dotierung der Ausgleichsgefässe zustimmen. Die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen ist ein wichtiges Reformprojekt, das vom Kaufmännischen Verband Schweiz in der Stossrichtung immer unterstützt worden ist. Allerdings haben wir auch stets darauf hingewiesen, dass bei der Neuverteilung der Aufgaben die Eigenschaften und die Wirkungskreise der betreffenden Aufgaben realistisch zu berücksichtigen sind. Wir sind nach wie vor der Ansicht, dass in der kleinräumigen Schweiz mehr und mehr Aufgaben auf nationaler Ebene gelöst werden müssen und dass beispielsweise gerade in der Sozialpolitik der "Einheitlichkeit der Lebensverhältnisse" hohe Beachtung geschenkt werden muss. Wie weit alle heutigen Aufgaben auf der richtigen Ebene angesiedelt sind und wie weit sich auch der (Ersatz-) Weg der interkantonalen Zusammenarbeit bewährt, ist eine Frage, zu der sich die Antworten erst nach und nach einstellen werden. Auch die Diskussion um die im neuen System zwar gemilderten, gleichwohl aber nach wie vor verbleibenden Steuerbelastungs-

	unterschiede wird sich auch aus Angestelltensicht mit der Neuregelung zweifellos nicht von selbst erübrigen. Mit dem vorliegenden Schlussbericht werden die neu geschaffenen Ausgleichsgefässe - vertikaler und horizontaler Ressourcenausgleich, geografisch-topografischer und soziodemografischer Lastenausgleich sowie Härteausgleich - quantifiziert. Der Handlungsspielraum wird durch die Spielregeln des Finanz- und Lastenausgleichsgesetzes (FiLaG) vorstrukturiert. Der Bundesrat will die Grundbeiträge für die erste Vierjahresperiode nach Inkrafttreten des NFA sodann "haushaltsneutral" festlegen, d.h. die finanziellen Be- und Entlastungen, die durch den Systemwechsel entstehen, sollen sich für Bund und Kantone, aber auch für die Sozialwerke insgesamt ausgleichen. Diese "Startvorgabe" scheint uns sinnvoll, allerdings gilt es die unterschiedliche Dynamik einzelner Aufgaben und des Fortschreibungsmechanismus für die Dotierung der Ausgleichsinstrumente im Auge zu behalten. Die Entwicklungen in diesen Bereichen müssen in die Wirkungsanalyse eingehen und in der nächsten Beschlussetappe in vier Jahren entsprechend berücksichtigt werden.
Wthur	Die Stadt Winterthur verweist auf die von der Projektorganisation NFA in Auftrag gegebene Studie der Firma ECOPLAN, gemäss welcher die soziodemografischen Lasten als bedeutend gewichtiger einzustufen sind als die geografisch-topografischen. Damit fällt der Verteilmechanismus der NFA klar zu Ungunsten der Kernstädte aus. Winterthur selbst ist ressourcenschwach und weist hohe Zentrumslasten auf. Die Stadt ist somit von der einseitigen Bevorzugung von ressourcenschwachen Kantonen und von topografisch belasteten Regionen doppelt betroffen.
StZH	Inhaltlich analoge Bemerkungen wie der Schweiz. Städteverband (SSV).
CP	Le Centre Patronal souligne qu'il a toujours soutenu le principe de la RPT, entre autre pour que les instruments péréquatifs en vigueur jusqu'ici soient simplifiés. C'est pourquoi le Centre Patronal est surpris par la complexité des nouveaux instruments. Ce perfectionnisme, si on ne fixe pas des limites, risque à terme de bloquer la machine, ou de la rendre incompréhensible et non maîtrisable. Il sera certainement opportun, après le "rodage" du système, d'étudier la possibilité de simplifier certaines formules de calcul. Il s'agira aussi, en particulier, d'exposer clairement les coûts administratifs liés à ce nouveau système de péréquation.
FDK	Zum Grundsätzlichen keine Bemerkungen.
ZWK	Die Zuger Wirtschaftskammer befürwortet vom Grundsatz her die NFA; die Vorteile der Reform überwiegen. Die NFA darf für die Geberkantone jedoch nicht zur unerträglichen Belastung werden, auch nicht zu unplanbaren Auswirkungen und zum Verlust der steuerlichen Wettbewerbsfähigkeit und damit zu einem Verlust an Wirtschaftswachstum führen.
ZTV	Die ZTV Zuger Treuhändervereinigung befürwortet vom Grundsatz her die NFA, fordert aber - mehr Transparenz mit Blick auf die Finanzausgleichsleistungen, - eine Überprüfung der Basisdaten zur Ermittlung des Ressourcenausgleichs, - eine frühzeitige Bekanntgabe der Beiträge für den Ressourcenausgleich (seriöse Budgetierung, Finanzplanung der Kantone; Vermeidung einer Verunsicherung namentlich von ausländischen Investoren), - die Festschreibung einer Belastungsobergrenze für die Geberkantone.
FER	- Potentiel de ressources: Lorsque l'on sait les grandes disparités intercantionales qui existent dans le domaine de l'estimation des bien immobiliers, on ne peut que douter de la pertinence et de la justesse de ce critère de l'indicateur "fortune". - Les frontaliers sont pris en considération pour la détermination des ressources mais sont en revanche exclus du calcul lorsqu'il s'agit de fixer les charges.
TCS	Voir réponse à la question 5.
FinDir BS/GE/ZH	Keine Bemerkungen.

2.2 Dotation des instruments de péréquation

(questions 1 à 3 posées aux participants)

1. *Etes-vous d'accord avec la façon prévue de répartir la contribution fédérale entre la péréquation des ressources et la compensation des charges?*
2. *Approuvez-vous le rapport proposé entre la contribution des cantons à fort potentiel de ressources et celle de la Confédération dans le domaine de la péréquation des ressources?*
3. *Pensez-vous que la contribution de la Confédération à la compensation des charges doit être allouée à parts égales aux charges dues à des facteurs géo-topographiques et aux charges dues à des facteurs socio-démographiques?*

La CdC approuve aussi bien la *répartition entre la péréquation des ressources et la compensation des charges* que le *rapport entre la contribution de la Confédération et celle des cantons à fort potentiel de ressources dans le domaine de la péréquation des ressources*. Elle cautionne également la *compensation à parts égales des charges dues à des facteurs géo-topographiques et des charges dues à des facteurs socio-démographiques*. La CdC renvoie toutefois aussi aux propositions minoritaires de certains cantons exposées ci-dessous.

Parmi les avis individuels des cantons, les cantons à fort potentiel de ressources reprochent notamment à ces diverses dotations de manquer de clarté. Concrètement, ils demandent que leur contribution à la péréquation des ressources soit limitée à deux tiers de celle de la Confédération. De son côté, le canton du Jura demande que les fonds fédéraux alloués à la péréquation des ressources augmentent et que la contribution de la Confédération aux deux instruments de compensation des charges diminue d'autant. A l'opposé, le PS exige du Conseil fédéral, comme option, une variante où la contribution des cantons à fort potentiel de ressources serait fixée à 73,5 %, taux correspondant au milieu de la fourchette fixée dans la Constitution. Par ailleurs, une majorité des cantons à fort potentiel de ressources (BS, ZH, GE, ainsi que VD) proposent, en s'appuyant sur l'expertise d'Ecoplan², d'augmenter sensiblement la dotation de la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS) aux dépens de la compensation des charges géo-topographiques (CCG).

Une exigence analogue émane de l'Union des villes suisses (UVS), du PS, du PLS ainsi que des villes de Zurich et de Winterthur. L'UVS demande en outre, avec les cantons de Zurich

² Ecoplan, "Kostenrelevanz und Gewichtung von Indikatoren im Lastenausgleich", Bern 2004

et Bâle-Campagne et les deux villes susmentionnées, une pondération beaucoup plus forte des charges des villes-centres dans la CCS, aux dépens des charges résultant de la structure de la population.

Tableau 1 Propositions pour la dotation des instruments de péréquation: répartition de la contribution entre la péréquation des ressources et la compensation des charges

Participant	Proposition
KdK	Zustimmung. Die vorgeschlagene Aufteilung entspricht der ursprünglichen Aufteilung, die auch der Abstimmungsvorlage vom 28. November 2004 zu Grunde lag. Es erscheint deshalb angezeigt, für den Start des neuen Ausgleichssystems an dieser Grundaufteilung festzuhalten, weil diese Aufteilung der damaligen Meinungsbildung zugrund gelegt wurde und eine Abweichung eine Veränderung der damaligen Entscheidungsgrundlagen bedeuten würde. Die Verhältnisse werden wie vorgeschlagen jeweils im Rahmen der alle vier Jahre zu erstellenden Wirksamkeitsberichte zu überprüfen und allenfalls anzupassen sein. Eine Minderheit der Kantone verlangt eine sachlich fundierte und transparent nachvollziehbare Dotierung der Ausgleichsgefässe.
ZH	Zustimmung. Allerdings verweist der Kanton Zürich bezüglich der Dotierungen der beiden Lastenausgleichsgefässe auf seine Stellungnahme zu Frage 3.
BE	Der Kanton Bern schliesst sich der Stellungnahmen der KdK und der FDK an.
LU	Der Kanton Luzern schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
UR	Der Kanton Uri schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
SZ	Der Kanton Schwyz schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
OW	Antrag: Das Verhältnis und die Aufteilung sollen den Aussagen der Abstimmungsvorlage vom 28. November 2004 entsprechen. Es ist nicht angebracht, zum jetzigen Zeitpunkt von diesen abzuweichen. Eine Abweichung zu Ungunsten der ressourcenschwachen Kantone würde nicht verstanden.
NW	Zustimmung, da es für den Start des neuen Ausgleichssystems angezeigt erscheint, an jener Aufteilung festzuhalten, die der Abstimmungsvorlage vom 28. November 2004 zu Grunde lag.
GL	Analog zur Vernehmlassung der KdK, ausser der Bemerkung zu den Forderungen der Minderheit.
ZG	Antrag: Im Rahmen der 3. NFA-Botschaft ist eine sachlich fundierte und transparent nachvollziehbare Dotierung der Ausgleichsgefässe vorzunehmen. Aus den Erläuterungen zu diesem Antrag ist zu schliessen, dass die Dotierung des sozio-demografischen Lastenausgleichs auf Kosten des Bundesbeitrags in den Ressourcenausgleich zu erhöhen sei. Begründung: Die vorgeschlagene Aufteilung wurde von der Projektleitung NFA in einer früheren Phase des Projekts zufällig festgesetzt, um erste Berechnungen zu ermöglichen. Diese zufällig gewählte Aufteilung soll nun aber unverändert in die 3. NFA-Botschaft einfließen. Angesichts der finanziellen und volkswirtschaftlichen Tragweite der Ausgleichsgefässe kann ein solches Vorgehen nicht unterstützt werden.
FR	D'une manière générale, il est essentiel que les clés de répartition annoncées dans les 1er et 2ième messages sur la RPT et évoquées dans les documents élaborés dans la perspective de la votation fédérale du 28 novembre 2004 soient maintenues. Tout ajustement de ces clés de répartition équivaldrait aujourd'hui à une modification inacceptable des bases de décision. En fonction de ce principe, qui s'applique aussi aux questions 2 et 3, nous approuvons les modalités de répartition de la contribution fédérale entre la péréquation (verticale) des ressources (72,5 %) et la péréquation des charges (27,5 %) annoncées dans le Rapport final (p. 17) pour la première période de mise en œuvre de la RPT. Il est entendu que cette répartition

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	pourra être réexaminée après 4 ans sur la base du « rapport sur l'évaluation de l'efficacité » (art. 46 al. 1 let. a OPFCC).
SO	Der Kanton Solothurn schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
BS	Anträge: Basel-Stadt fordert, dass die Dotierung des sozio-demografischen Lastenausgleichs auf Kosten des Bundesbeitrags in den Ressourcenausgleich erhöht wird. Und: Im Rahmen der 3. NFA-Botschaft soll eine sachlich fundierte und transparent nachvollziehbare Dotierung der Ausgleichsgefässe vorgenommen werden. Begründung inhaltlich analog der Konferenz der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug).
BL	Antrag: Der Kanton Basel-Landschaft beantragt, dass im Rahmen der 3. NFA-Botschaft eine sachlich fundierte und transparent nachvollziehbare Dotierung der Ausgleichsgefässe vorgenommen wird. Begründung: inhaltlich analog jener der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug).
SH	Der Kanton Schaffhausen schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
AR	Der Kanton Appenzell Ausserrhoden schliesst sich integral der Stellungnahme der KdK (Mehrheitsbeschlüsse) an.
AI	Der Kanton Appenzell Innerrhoden schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
SG	Der Kanton St. Gallen schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
GR	Zustimmung. Die vorgeschlagene Aufteilung des Bundesbeitrages trägt den Ausgleichszielen der NFA Rechnung und entspricht der ursprünglichen Aufteilung, die auch der Abstimmungsvorlage vom 28. November 2004 zu Grunde lag. Es gibt daher keine Veranlassung, von der vorgeschlagenen Aufteilung abzuweichen. Änderungen an diesem Verhältnis sind erst im Rahmen des ersten Wirksamkeitsberichts zu prüfen.
AG	Der Kanton Aargau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TG	Der Kanton Thurgau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TI	Zustimmung. Es gibt keine wirklich objektive Grundlage für diese Aufteilung, so dass die vorgesehene Lösung, die sich auf die bislang bekannten Berechnungen abstützt, befürwortet wird.
VD	Approbation.
VS	Approbation. Il n'y a pas lieu de remettre en cause cette répartition. A ce stade du projet, une éventuelle modification pourrait être considérée comme un changement des bases mêmes de tout le mécanisme de la RPT.
NE	Approbation. A l'avis du canton de Neuchâtel, il faut éviter de modifier les éléments fondamentaux du projet RPT, en particulier la répartition des enveloppes financières entre les divers instruments de la péréquation financière.
GE	Approbation, étant entendu que le nouveau système de péréquation sera examiné dans le cadre du rapport d'efficacité et qu'il devra être adapté au besoin.
JU	Propositions: 1. Le canton du Jura propose la proportion de 85 % et 15 % pour la première période. Cela reviendrait à doter les deux fonds de compensation de charges à environ 200 millions, comme cela était prévu initialement (données du 31 mars 1999: 210 millions). Motifs: Réserver le maximum de moyens financiers à la péréquation de ressources permet de corriger plus aisément les disparités financières, d'équilibrer plus facilement les transferts issus des désenchevêtrements, de limiter le recours au système exogène de compensation des cas de rigueur et de dépassionner le débat entre les cantons sur la répartition des montants entre la compensation des charges liées à des facteurs socio-démographiques et celles liées à des paramètres géo-topographiques.

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	2. Par ailleurs, le canton du Jura estime que la dotation du fonds pour la compensation socio-démographique est liée à la conjoncture économique qui peut être considérée comme bonne à l'heure actuelle. Il nous semblerait donc logique de la limiter à un niveau encore plus bas à ce stade pour disposer d'une marge de manœuvre future en cas de tendance défavorable, tout en respectant toujours du reste la délimitation maximale de dotation identique pour les deux fonds.
ch gemeinden	Der Gemeindeverband plädiert mit Nachdruck für die in der Botschaft vorgeschlagene Aufteilung, da diese der ursprünglichen Aufteilung entspricht und auch der Abstimmungsvorlage vom 28.11.2004 zu Grunde lag.
SSV	Die ursprüngliche Aufteilung von 72.5% (Ressourcenausgleich) und 27.5% (Lastenausgleich) wird vom SSV nicht in Frage gestellt. Er verweist jedoch auf die von der Projektorganisation NFA in Auftrag gegebene ECOPLAN-Studie, die aufzeigt, dass der Ressourcenausgleich 22% der Deckungslücke ausgleicht, der Lastenausgleich aber nur 10% der Sonderlasten deckt.
SAB	Die dem Vernehmlassungsbericht zu Grunde liegenden Verteilschlüssel dürfen im Interesse der Kontinuität gegenüber den früheren NFA-Vorlagen und des Vertrauens in die NFA nicht nachträglich geändert werden.
FDP	Zustimmung. Die FDP begrüsst ausdrücklich, dass der Bundesrat im Gefüge des Finanzausgleichssystems gegenüber seinen früheren Absichten keine Änderungen mehr vorgenommen und die Verhältnisse zwischen dem vertikalen und horizontalen Ausgleich, zwischen dem Ressourcen- und dem Lastenausgleich sowie auch das Verhältnis zwischen den Lastenausgleichsgefässen unangetastet gelassen hat. Nachdem die NFA auf allen Ebenen ein Umdenken erfordert, sind Kontinuität und Vertrauensbildung wichtig.
CVP	Gemäss Vernehmlassungsvorlage soll der zur Verfügung stehende Gesamtbetrag des Bundes zu 72.5 Prozent in den vertikalen Ressourcenausgleich (1.815 Mrd. Franken) und zu 27.5 Prozent in den Lastenausgleich (0.688 Mrd. Franken) fliessen. Diese Aufteilung entspricht den Modellrechnungen der ersten und zweiten NFA-Botschaft. Daran ist für die anfängliche Dotierung festzuhalten.
SVP	Keine Bemerkungen.
SP	Zustimmung.
LPS	Approbation.
EVP	Die EVP stimmt der Aufteilung zu.
economiesuisse	Approbation. La part plus importante allouée à la péréquation des ressources répond au souhait d'accroître la marge de manoeuvre financière des cantons faiblement dotés en ressources. Ces cantons pourront ainsi disposer librement d'une contribution fédérale de 1,8 mrd de francs et affecter cette somme selon leurs propres priorités de politique financière. Le nouvel engagement financier au titre de la péréquation financière doit toutefois s'accompagner d'une stabilisation durable des flux fédéraux vers ces régions. La compensation des charges excessives est un instrument important de la nouvelle péréquation financière qui permettra de tenir compte des charges particulières assumées par les régions urbaines et de montagne.
Arbeitgeber	Der Schweizerische Arbeitgeberverband schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme von economiesuisse an.
SBV	Zustimmung. Der Anteil des VRA am gesamten, dem Bund zur Verfügung stehenden Ausgleichsvolumen beträgt 72.5%, der des Lastenausgleichs 27.5%. Diese Aufteilung entspricht einem im Rahmen der NFA-Projektorganisation erarbeiteten Konsens zwischen Bund und Kantonen sowie den Annahmen für die Modellrechnungen der Globalbilanz 2001/02, welche wiederum auf den Parametern der Globalbilanz 1998/99 beruhen. Letztere veranschaulichen

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	die finanziellen Auswirkungen der NFA, wenn sie 1998 resp. 2001 in Kraft getreten wäre und dienten als wichtige Entscheidungsgrundlage für die Beurteilung der ersten und zweiten NFA-Botschaft. Eine Veränderung der prozentualen Aufteilung der dem Bund für die Entlastung der Kantonshaushalte zur Verfügung stehenden Mittel würde entsprechende, bereits gültige Bestimmungen (bspw. FiLaG) nachträglich in Frage stellen. Aus diesem Grund dürfen die Anteile des VRA und des Lastenausgleichs am Beitrag des Bundes zum Ressourcen- und den Lastenausgleich nach Ansicht des SBV nicht verändert werden.
SGV	L'USAM accueille favorablement la répartition proposée. Elle demande toutefois que tant la péréquation des ressources que la compensation des charges entre la Confédération et les cantons respectent le principe de la neutralité budgétaire.
SGB	Zustimmung.
KV Schweiz	Zustimmung. Der vorgeschlagene Verteilschlüssel von 72,5% der Mittel für den vertikalen Ressourcenausgleich und 27,5% der Mittel für den Lastenausgleich (GLA und SLA) entspricht den Annahmen, welche der im Mai 2004 erstellten Globalbilanz 2001/2 zu Grunde lagen und dem im Rahmen der NFA-Projektorganisation erarbeiteten Konsens zwischen Bund und Kantonen. Wir erachten es als sinnvoll, diesen Verteilschlüssel nicht mehr zu ändern.
Wthur	Inhaltlich analoge Bemerkung wie der Schweiz. Städteverband (SSV).
StZH	Inhaltlich analoge Bemerkungen wie der Schweiz. Städteverband (SSV).
CP	Approbation. La compensation des charges constitue un appareil compliqué dont il est difficile de mesurer la pertinence et l'efficacité; il est justifié de n'y consacrer qu'une partie réduite des fonds à disposition.
FDK	Zustimmung. Für die Finanzdirektorenkonferenz ist es wichtig, dass die Ausgestaltung des Ressourcen- und Lastenausgleichs sowie die Höhe dieser Ausgleichstöpfе auf jener Berechnungsmechanik beruhen, die dem Volk am 28. November 2004 mit der Verfassungsabstimmung zur NFA unterbreitet wurde. Das Volk hat die Verfassungsänderung mit grossem Mehr angenommen, dies in Kenntnis der Finanzstromänderungen, welche das System bringt. Es scheint der FDK erst nach Vorliegen des ersten Wirksamkeitsberichts möglich, allenfalls Akzentsetzungen zu verschieben, was dannzumal aber politisch breit ausdiskutiert werden müsste. In diesem Zusammenhang ist auf die Zusicherungen hinzuweisen, welche der Bund den Kantonen im Rahmen der Verhandlungen zum Entlastungsprogramm 1998 für ihr damaliges Entgegenkommen abgegeben hat. Mindestens in diesem Umfang ist der Beitrag zu erhöhen, den der Bund über die Haushaltsneutralität hinaus zu leisten bereit ist.
ZWK	Ablehnung. Die Aufteilung wurde zufällig vorgenommen und ist nicht nachvollziehbar. Beantragt wird eine sachlich fundierte und nachvollziehbare Aufteilung.
ZTV	Keine Zustimmung, da die Aufteilung zufällig festgesetzt und nicht nachvollziehbar ist.
FER	La répartition proposée paraît tenir insuffisamment compte de la compensation des charges à laquelle ne seraient allouées que 688 mio, soit 27.5% de la contribution de la Confédération.
TCS	Pas de remarques.
FinDir BS/GE/ZH	Keine Bemerkungen.

Tableau 2 Propositions pour la dotation des instruments de péréquation: rapport entre la contribution des cantons à fort potentiel de ressources et celle de la Confédération à la péréquation des ressources

Participant	Proposition
KdK	Zustimmung. Die vorgeschlagene Aufteilung entspricht der ursprünglichen Aufteilung, die auch der Abstimmungsvorlage vom 28. November 2004 zu Grunde lag. Es erscheint deshalb angezeigt, für den Start des neuen Ausgleichssystems an dieser Grundaufteilung festzuhalten, weil diese Aufteilung der damaligen Meinungsbildung zugrund gelegt wurde und eine Abweichung eine Veränderung der damaligen Entscheidungsgrundlagen bedeuten würde. Die Verhältnisse werden wie vorgeschlagen jeweils im Rahmen der alle vier Jahre zu erstellenden Wirksamkeitsberichte zu überprüfen und allenfalls anzupassen sein. Zusätzlich weist die KdK darauf hin, dass sich einerseits eine Erhöhung des Anteils der ressourcenstarken Kantone nicht aufdrängt, weil das Ziel einer Mindestausstattung der ressourcenschwachen Kantone von 85 Prozent der standardisierten Steuererträge annähernd erreicht wird, und andererseits eine Senkung auf den verfassungsmässigen Mindestanteil von zwei Dritteln der Bundesleistungen keinen Spielraum für künftige Anpassungen nach unten lassen würde. Eine Minderheit der Kantone schlägt vor, den Beitrag der Geberkantone anfänglich auf zwei Drittel des Bundesbeitrags festzusetzen. Die Festlegung des Beitragssatzes müsse zudem aufgrund seiner Bedeutung für die soziale Kohärenz und die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit der Kantone sachlich begründet sein.
ZH	Antrag: Zürich als Geberkanton beantragt, dass der Beitrag der Geberkantone auf 66 Prozent der Bundesleistung festgelegt wird. Begründung: inhaltlich analog jener der Konferenz der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug).
BE	Der Kanton Bern schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
LU	Der Kanton Luzern schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
UR	Der Kanton Uri schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
SZ	Antrag: In Übereinstimmung mit den übrigen Geberkantonen beantragt der Kanton Schwyz, dass der Beitrag der Geberkantone an den Ressourcenausgleich anfänglich auf zwei Drittel der Bundesleistung festgesetzt wird.
OW	Antrag: Das Verhältnis und die Aufteilung sollen den Aussagen der Abstimmungsvorlage vom 28. November 2004 entsprechen. Es ist nicht angebracht, zum jetzigen Zeitpunkt von diesen abzuweichen. Eine Abweichung zu Ungunsten der ressourcenschwachen Kantone würde nicht verstanden.
NW	Antrag: Nidwalden als Geberkanton beantragt, dass der Beitrag der Geberkantone auf 66 Prozent der Bundesleistung festgelegt wird. Begründung: inhaltlich analog jener der Konferenz der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug).
GL	Analog zur Vernehmlassung der KdK, ausser der Bemerkung zu den Forderungen der Minderheit.
ZG	Antrag: Der Beitragssatz der Geberkantone ist auf 66% der Bundesleistung festzulegen. Begründung: Auch die Aufteilung der Beiträge zwischen dem Bund und den ressourcenstarken Kantone ist von der Projektleitung NFA in einer früheren Phase des NFA-Projekts zufällig festgesetzt worden, um erste Berechnungen zu ermöglichen. Auch der Beitrags-

	satz von 70% dürfte kein Präjudiz bilden und müsste im Rahmen der 3. NFA-Botschaft diskutiert werden. Dabei ist sicherzustellen, dass die Mehrbelastung der Geberkantone in einem Rahmen liegt, welcher deren Funktion als wirtschaftliche Motoren des Landes nicht untergräbt. Ansonsten kann auch das Finanzausgleichsziel einer Mindestausstattung der Kantone mit 85% des schweizerischen Durchschnitts nicht mehr erreicht werden. Auch angesichts dessen, dass eine nachträgliche Korrektur von Verteilungsmechanismen nach unten kaum mehr möglich ist, muss der bestehende Handlungsspielraum nach oben möglichst gross gehalten werden. Ein weiterer Antrag: Für die Durchführung einer effizienten Wirksamkeitsüberprüfung und der darauf folgenden Festsetzung des Beitragssatzes der Geberkantone sind Methodik und Indikatoren der Wirksamkeitsprüfung des Ressourcenausgleichs bereits heute in einem Erlass festzulegen.
FR	Approbation. Le Rapport final (p. 18) prévoit que la contribution des cantons à fort potentiel de ressources (péréquation horizontale des ressources) correspondre à 70 % de la contribution fédérale (péréquation verticale des ressources). Dans la mesure où il est conforme à ce qui a été annoncé jusqu'ici et respecte les dispositions de l'art. 4 al. 2 de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC), nous approuvons ce rapport.
SO	Der Kanton Solothurn schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
BS	Antrag: Der Beitragssatz der Geberkantone ist auf 66 Prozent festzulegen. Begründung inhaltlich analog der Konferenz der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug).
BL	Antrag: Der Kanton Basel-Landschaft beantragt, den Beitrag der ressourcenstarken Kantone bei Inkrafttreten der NFA auf 66.67% des Beitrags des Bundes festzusetzen. Begründung: inhaltlich analog jener der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug).
SH	Der Kanton Schaffhausen schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
AR	Der Kanton Appenzell Ausserrhoden schliesst sich integral der Stellungnahme der KdK (Mehrheitsbeschlüsse) an.
AI	Der Kanton Appenzell Innerrhoden schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
SG	Der Kanton St. Gallen schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
GR	Zustimmung. Das Ziel einer Mindestausstattung der ressourcenschwachen Kantone von 85 Prozent der standardisierten Steuererträge wird annähernd erreicht. Zudem belässt dieser Anteil noch einen Spielraum für spätere Anpassungen nach oben wie nach unten. Diese Flexibilität soll im Hinblick auf die in Art. 4 Abs. 2 des FiLaG) festgelegten Bandbreiten von mindestens 66,7 Prozent und maximal 80 Prozent möglichst gewahrt werden.
AG	Der Kanton Aargau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TG	Der Kanton Thurgau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TI	Antrag: Das Verhältnis zwischen den Leistungen der ressourcenstarken Kantone und jenen des Bundes ist zumindest in den ersten vier Jahren nach Inkrafttreten der NFA bei 2/3 anzusetzen, entsprechend der unteren Grenze im neuen FiLaG. Begründung: inhaltlich analog jener der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug).
VD	Approbation.
VS	Approbation. Il n'y a pas lieu de remettre en cause cette répartition. A ce stade du projet, une éventuelle modification pourrait être considérée comme un changement des bases mêmes de tout le mécanisme de la RPT.
NE	Approbation. A l'avis du canton de Neuchâtel, il faut éviter de modifier les éléments fondamentaux du projet RPT, en particulier la répartition des enveloppes financières entre les divers instruments de la péréquation financière.

GE	Proposition: Le canton de Genève demande de limiter la contribution des cantons à fort potentiel de ressources à 2/3 de la part fédérale, au lieu des 70% proposés à l'article 1 du projet d'arrêté fédéral relatif à cette question. Les motifs sont ceux exprimés par la Conférence des cantons contributeurs (voir réponse du Canton de Zoug). Par ailleurs, le canton déplore qu'aucune variante n'ait jamais été calculée avec le pourcentage minimum figurant dans la Constitution. Propositions supplémentaires: 1. Le canton de Genève s'exprime également sur l'imposition à la source: La problématique globale de l'imposition à la source doit être revue dans le cadre du modèle RPT proposé. Manifestement, tous les indicateurs entrant dans le cadre de la RPT sont conçus dans l'optique de la résidence nationale (ou cantonale), et non dans l'optique intérieure (de création de la valeur). Par souci de cohérence, c'est une raison supplémentaire de ne pas inclure le revenu des frontaliers dans le calcul de l'indice des ressources. 2. En ce qui concerne l'indice des ressources, le canton de Genève demande que 100% des frontaliers actifs soient pris en compte au dénominateur de l'indice, car tous sont des contributeurs nets de création de richesses, contrairement aux personnes inactives, sans rente ou fortune, incluses dans la population résidente. Le calcul de l'indice des ressources doit refléter la situation réelle des cantons basée sur les ressources et sur les générateurs de ces ressources. Le canton de Genève a ajouté à sa prise de position un papier détaillé "Calcul de l'indice des ressources prévu dans le cadre de la RPT". 3. Vu les failles et la faiblesse conceptuelle du dispositif proposé et les effets pervers qu'il est susceptible d'engendrer, une expertise neutre semble indispensable. Le canton de Genève propose qu'un organisme indépendant, tel que le Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ, donne un avis impartial sur la question.
JU	- Techniquement, la proportion proposée de 70 % ne pose pas de problème. Le canton du Jura se permet pourtant de relever que la combinaison de la répartition du montant alloué par la Confédération (72,5 % et 27,5 % selon la question no 1) avec la contribution des cantons forts peut constituer pour ces derniers une mécanique incitative ne répondant pas aux objectifs de la RPT. Ainsi, plus la Confédération attribue aux fonds de compensation, plus les cantons financièrement forts sont avantagés par la compensation des charges socio-démographiques, dont ils sont les principaux bénéficiaires. En parallèle, les montants moins importants injectés par la Confédération dans la péréquation des ressources permettent d'alléger l'apport de ces mêmes cantons; ce qui diminue d'autant les effets péréquatifs recherchés. Il faut donc bien limiter au maximum la dotation aux fonds de compensation des charges. - Une injection de moyens de la part de la Confédération dans la péréquation des ressources (voir observations générales) limiterait la nécessité de recourir autant au système de compensation des cas de rigueur (11 cantons sur 26 sont aidés!), rendant la mécanique peu crédible. - Par ailleurs, le canton du Jura rappelle que la Conférence des Gouvernements cantonaux avait fixé 11 conditions-cadres pour apporter son soutien au programme de stabilisation 1998. Il était ainsi clairement posé que la contribution des cantons à ce programme serait bonifiée ultérieurement aux cantons par imputation dans le bilan global RPT. Le message du Conseil fédéral du 28 septembre 1998 relevait que le bilan global tiendrait compte, au moment de l'entrée en vigueur de la RPT, des augmentations de charges effectivement supportées par les cantons. Il était ainsi précisé que cela aurait comme conséquence que, lors de l'introduction de la RPT, l'Etat fédéral devrait supporter des charges accrues (page 123). --> Proposition: Le canton du Jura demande donc qu'un nouveau bilan global respectant cet engagement soit établi.
ch gemeinden	Vgl. Antwort auf Frage 1.

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

SSV	Antrag: Bei Inkrafttreten der NFA soll der Beitrag der ressourcenstarken Kantone 66% des Beitrags des Bundes betragen und nicht, wie vorgeschlagen 70%. Begründung: Eine Schwächung der ressourcenstarken Kantone könnte negative Folgen für die Konkurrenzfähigkeit der gesamten Schweizer Wirtschaft haben. Um das Risiko zu mindern und Erfahrungen zu sammeln, empfiehlt es sich, den Beitrag der Geberkantone bei Inkraftsetzung der NFA auf 66% festzulegen. Eine nachträgliche Korrektur eines anfänglich zu hoch angesetzten Betrages ist politisch sehr schwierig durchsetzbar.
SAB	Zustimmung. Der 70%-Anteil der ressourcenstarken Kantone im Vergleich zur Leistung des Bundes ist identisch mit den Annahmen in der ersten und zweiten NFA-Botschaft (Kontinuität) und liegt im unteren Bereich der möglichen Bandbreite. Im Vergleich zu früheren Berechnungen haben sich die Spitzenbelastungen der Kantone Zürich und Zug verringert, was die korrekte Funktionsweise der NFA-Berechnungsmodelle belegt.
FDP	Zustimmung. Die FDP begrüsst ausdrücklich, dass der Bundesrat im Gefüge des Finanzausgleichssystems gegenüber seinen früheren Absichten keine Änderungen mehr vorgenommen und die Verhältnisse zwischen dem vertikalen und horizontalen Ausgleich, zwischen dem Ressourcen- und dem Lastenausgleich sowie auch das Verhältnis zwischen den Lastenausgleichsgefässen unangetastet gelassen hat. Dass der NFA-Mechanismus funktioniert, belegt im Übrigen die Tatsache, dass sich die Belastungen der Kantone Zürich und Zug gemäss Globalbilanz 2004/05 im Vergleich zur Globalbilanz 2001/02 verringert haben.
CVP	Art. 135 Abs. 3 BV gibt eine Bandbreite für das Verhältnis zwischen horizontalem und vertikalem Ressourcenausgleich vor: Demnach sollen die Leistungen der ressourcenstarken Kantone mindestens zwei Drittel und höchstens 80 Prozent der Leistungen des Bundes betragen. Die CVP ist mit dem vorgeschlagenen Verhältnis von 70 Prozent im Übergangsjahr (1.270 Mrd.) einverstanden. Zum einen entspricht diese Aufteilung den Modellrechnungen der ersten und zweiten NFA-Botschaft. Zum anderen erachtet die CVP 70 Prozent als angemessen, da damit sowohl die angestrebte Mindestausstattung der ressourcenschwachen Kantone von 85 Prozent des schweizerischen Durchschnittes annähernd erreicht werden kann und gleichzeitig Spielraum für allfällige künftige Anpassungen nach unten bestehen bleibt. Angesichts der vergleichbaren Aufgabenlasten aller Kantone darf die Zielgrösse einer Mindestausstattung von 85% auf keinen Fall gefährdet werden.
SVP	Keine Bemerkungen.
SP	Die SP bittet den Bundesrat, - eine Begründung für die gewählten 70% (Leistung der ressourcenstarken Kantone im Verhältnis zu jener des Bundes) zu liefern, und - eine Berechnungsvariante "ressourcenstarke Kantone 73.5%" (= Mitte der von Verfassung und Gesetz vorgesehenen Bandbreite) als Option vorzulegen.
LPS	Le PLS salue la réalisation d'un projet conservant l'équilibre budgétaire. Il soutient donc sans réserve la répartition proposée entre la Confédération et les cantons à fort potentiel de revenus. En revanche, s'agissant de la péréquation des ressources, il convient d'examiner les effets de bord de la prise en compte de l'imposition à la source, ainsi que nous l'indiquons dans les remarques préliminaires.
EVP	Die EVP stimmt dem vorgeschlagenen Verhältnis zu.
economiesuisse	Approbation. Economiesuisse est d'avis qu'un taux initial de 70%, conforme aux hypothèses retenues dans les bilans globaux précédents, constitue la limite supérieure acceptable. Un taux supérieur à 70% n'est pas acceptable car il affaiblirait par trop les cantons financièrement forts, mettant ainsi en péril l'objectif d'autonomie financière et fiscale de ces cantons.
Arbeitgeber	Der Schweizerische Arbeitgeberverband schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	von economiesuisse an.
SBV	Zustimmung. Unter der Annahme eines HRA/VRA-Verhältnisses von 70% resultiert in der Simulationsrechnung 2008 (Indizes 2006) nur in zwei Fällen (mit 84.6 resp. 84.8 Indexpunkten) eine Mindestausstattung knapp unter 85%. Obwohl der Anteil der finanzstarken Kantone mit 70% an der unteren Grenze der vorgegebenen Bandbreite (2/3) liegt, wird das Ziel des Instruments "Ressourcenausgleich" auf diese Weise erreicht. In Anbetracht dieses Ergebnisses sowie der Tatsache, dass diese auch im vorliegenden Fall auf den Parametern der Globalbilanz 1998/99 beruhen (siehe Antwort zu Frage 1), ist der SBV mit dem vorgeschlagenen Verhältnis zwischen dem Beitrag der ressourcenstarken Kantone und jenem des Bundes beim Ressourcenausgleich einverstanden.
SGV	L'USAM approuve le rapport proposé tout en considérant qu'il est impératif de respecter le plafond fixé dans la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC), qui limite la contribution des cantons à fort potentiel de ressources à 80% de la contribution fédérale. Ce garde-fou est indispensable pour empêcher une dérive de la machinerie redistributive intercantonale.
SGB	Zustimmung.
KV Schweiz	Zustimmung. Das Parlament hat den Beitrag der ressourcenstarken Kantone (horizontaler Ressourcenausgleich auf eine Bandbreite von 66 bis 80% des vertikalen Ressourcenausgleichs festgelegt. In der ersten und zweiten NFA-Botschaft war von einem Anteil von 70% die Rede. Mit diesem Satz konnte die Spitzenbelastung der Kantone Zürich und Zug auf ein politisch verträgliches Mass reduziert werden.
Wthur	Inhaltlich analoger Antrag und analoge Begründung wie der Schweiz. Städteverband (SSV).
StZH	Inhaltlich analoger Antrag und analoge Begründung wie der Schweiz. Städteverband (SSV).
CP	Approbation. Le Centre Patronal remarque cependant que la péréquation horizontale - qui est une expression du fédéralisme - se retrouve ainsi plus faible que la péréquation verticale qui exprime plutôt une certaine forme de centralisation.
FDK	Zustimmung. Für die Finanzdirektorenkonferenz ist es wichtig, dass die Ausgestaltung des Ressourcen- und Lastenausgleichs sowie die Höhe dieser Ausgleichstöpfe auf jener Berechnungsmechanik beruhen, die dem Volk am 28. November 2004 mit der Verfassungsabstimmung zur NFA unterbreitet wurde. Das Volk hat die Verfassungsänderung mit grossem Mehr angenommen, dies in Kenntnis der Finanzstromänderungen, welche das System bringt. Es scheint der FDK erst nach Vorliegen des ersten Wirksamkeitsberichts möglich, allenfalls Akzentsetzungen zu verschieben, was dannzumal aber politisch breit diskutiert werden müsste.
ZWK	Ablehnung. Die Aufteilung wurde zufällig vorgenommen und ist nicht nachvollziehbar. Beantragt wird eine sachlich fundierte und nachvollziehbare Aufteilung. Die Begründung lehnt sich stark an jene des Kantons Zug an. Beantragt wird zudem die Verankerung einer verlässlichen, individuellen Belastungsobergrenze in der Bundesverfassung und/oder im FiLaG.
ZTV	Keine Zustimmung, da die Aufteilung zufällig festgesetzt und nicht nachvollziehbar ist.
FER	- Dans les cantons dits à fort potentiel de ressources on travaille d'avantage, plus par nécessité que par goût, que dans d'autres lieux bénéficiant de la péréquation financière. - Ces cantons (dits "forts") contribuent de manière prépondérante au financement de l'AVS/AI et présentent tous un important différentiel entre cotisations perçues et prestations reçues.

	- Le revenu moyen disponible n'est pas plus élevé dans les cantons à fort potentiel de ressources compte tenu de divers facteurs tels que le coût des loyers et des charges, des frais de déplacement, de la progressivité de l'impôt, etc. Il en résulte, dans les cantons susmentionnés, un profond sentiment de malaise face à des mécanismes péréquatifs qui ont, sans aucun doute, atteint voire dépassé leurs limites.
TCS	Pas de remarques.
FinDir BS/GE/ZH	Keine Bemerkungen.

Tableau 3 Propositions pour la dotation des instruments de péréquation: rapport dans la compensation des charges entre facteurs géo-topographiques et facteurs socio-démographiques

Participant	Proposition
KdK	Zustimmung. Die vorgeschlagene Aufteilung entspricht der ursprünglichen Aufteilung, die auch der Abstimmungsvorlage vom 28. November 2004 zu Grunde lag. Es erscheint deshalb angezeigt, für den Start des neuen Ausgleichssystems an dieser Grundaufteilung festzuhalten, weil diese Aufteilung der damaligen Meinungsbildung zugrund gelegt wurde und eine Abweichung eine Veränderung der damaligen Entscheidungsgrundlagen bedeuten würde. An der ursprünglichen Aufteilung soll festgehalten werden, obschon in einer externen Studie Sonderlasten in abweichender Höhe festgestellt wurden, weil nur Spitzenlasten, d.h. übermässige, für einen Kanton nicht mehr verkraftbare Lasten ausgeglichen werden sollen. Es ist in diesem Zusammenhang auch in Erinnerung zu rufen, dass ursprünglich nur der geografisch-topografische Lastenausgleich als Ersatz für den Berggebietsfaktor im bisherigen Finanzkraftindikator vorgesehen war und erst im Laufe der Projektentwicklung der soziodemografische Lastenausgleich eingeführt wurde. Die Verhältnisse werden wie vorgeschlagen jeweils im Rahmen der alle vier Jahre zu erstellenden Wirksamkeitsberichte zu überprüfen und allenfalls anzupassen sein. Eine Minderheit der Kantone verlangt eine Dotierung im Verhältnis 60 Prozent SLA zu 40 Prozent GLA.
ZH	Anträge: 1. Die Dotierung der Ausgleichstöpfle ist im Verhältnis 73% (SLA) zu 27% (GLA) vorzunehmen. Die Artikel 3 und 4 des Bundesbeschlusses zur Festlegung der Grundbeiträge des Ressourcen- und Lastenausgleichs sind entsprechend anzupassen. 2. Zudem sollte die Gewichtung innerhalb des soziodemografischen Lastenausgleichs zwischen soziodemografischen Lasten und Lasten auf Grund der Kernstadtproblematik nicht 2:1, sondern rund 3:5 sein. Begründungen: Die Begründung des Antrags 1 ist inhaltlich analog jener der Konferenz der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug). Zusätzlich führt der Kanton Zürich ins Feld, dass die geografisch-topografische Lage den Bergkantonen auch Vorteile bringt. Die dank des Wasserreservoirs eingehenden Wasserzinsen werden gemäss einem früheren Projektentscheid bei der Ressourcenberechnung nicht als eigene Ressourcen berücksichtigt. Antrag 2 wird wie Antrag 1 zur Hauptsache ebenfalls mit dem Gutachten der Firma ECOPLAN begründet. Danach sollte die Gewichtung innerhalb des soziodemografischen Lastenausgleichs zwischen soziodemografischen Lasten und Lasten auf Grund der Kernstadtproblematik nicht 2:1 sondern rund 3:5 sein. Zu diesem Schluss gelangt auch der Schlussbericht der Projektgruppe 12, wo es in Antrag 12.1 heisst : «Das Leitorgan nimmt das Ergebnis des Gutachtens zur Kenntnis, wonach von den gesamten Sonderlasten 45% bis 47% auf Grund der Kernstadtproblematik, 26% bis 28% wegen geografisch-

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	topografischen Lasten und 27% auf Grund soziodemografischer Lasten im engeren Sinne (Armut, Altersstruktur oder Ausländerintegration) anfallen. Diesen Anteilen ist bei der Dotation der Ausgleichsgefässe des Lastenausgleichs, unter Berücksichtigung der Ausgewogenheit des gesamten Ausgleichssystems, Rechnung zu tragen.» Die tatsächlichen Lasten und nicht politische Mehrheiten sollten als Leitlinie für die Dotierung dienen.
BE	Der Kanton Bern schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
LU	Der Kanton Luzern schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
UR	Der Kanton Uri schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
SZ	Der Kanton Schwyz schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
OW	Antrag: Das Verhältnis und die Aufteilung sollen den Aussagen der Abstimmungsvorlage vom 28. November 2004 entsprechen. Es ist nicht angebracht, zum jetzigen Zeitpunkt von diesen abzuweichen. Eine Abweichung zu Ungunsten der ressourcenschwachen Kantone würde nicht verstanden. Begründung: Der Kanton unterstützt und verweist auf die Ausführungen der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für Berggebiete (SAB), welche eine andere Aufteilung strikte ablehnt.
NW	Zustimmung, denn es sollen nur übermässige, für einen Kanton nicht mehr verkraftbare Lasten ausgeglichen werden. Zudem war ursprünglich nur der GLA vorgesehen, als Ersatz für den Berggebietsfaktor im heutigen Finanzkraftindex; der SLA wurde erst im Lauf der Projektentwicklung in die NFA aufgenommen.
GL	Analog zur Vernehmlassung der KdK, ausser der Bemerkung zu den Forderungen der Minderheit.
ZG	Anträge: Es ist zu prüfen, ob die Dotierung der Ausgleichstöpfe im Verhältnis 73% (SLA) zu 27% (GLA) vorzunehmen ist. Die Artikel 3 und 4 des Bundesbeschlusses zur Festlegung der Grundbeiträge des Ressourcen- und Lastenausgleichs sind entsprechend anzupassen. Begründung: Mittlerweile liegt ein Gutachten der Firma ECOPLAN vor, welches zu den entsprechenden Ergebnissen gelangt ist. Es gibt keinen Grund, nicht diesen Erkenntnissen gemäss zu handeln. Würde die vorgeschlagene Überdotierung des GLA beibehalten, käme dies indirekt einem versteckten vertikalen Ressourcenausgleich - mithin einer unerwünschten Vermischung verschiedener Ziele - gleich. Zudem überzeugt das in der Mustervernehmlassung aufgeführte Argument nicht, wonach an der ursprünglichen Aufteilung festgehalten werden sollte, weil diese auch der Meinungsbildung bei der Volksabstimmung zu Grunde gelegen habe. Es wurde immer klar kommuniziert, dass noch keine gesicherten Angaben bezüglich des Umfangs der Lasten vorliegen würden und darum vorläufig beide Töpfe gleich dotiert würden. Eine allfällige Anpassung würde nach dem Vorliegen einer gesicherten Basis vorgenommen. Mit der Studie von ECOPLAN ist diese Bedingung jetzt erfüllt.
FR	Le Rapport final (p. 17) annonce que la contribution fédérale à la compensation des charges sera répartie de manière égale entre la compensation des charges géo-topographiques et celles des charges socio-démographiques. Nous approuvons cette répartition, qui correspond à ce qui a été annoncé jusqu'ici et insistons pour qu'elle soit respectée. Il ne saurait être question de modifier cette répartition, comme le demande certains cantons urbains, sur la seule base de l'expertise externe, purement technique, réalisée par Ecoplan. Nous rappelons par ailleurs que les cantons confrontés à des charges socio-démographiques particulièrement importantes bénéficient généralement en contre partie aussi de nombreux avantages de centre. Ces avantages ont systématiquement tendance à être ignorés dans la réflexion. Il est également nécessaire de rappeler qu'il était prévu à l'origine de ne compenser que les charges géo-topographiques, pour remplacer le facteur

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	région de montagne que l'on trouve dans l'indice actuel de la capacité financière. La compensation des charges socio-démographiques n'a été introduite qu'en cours de projet, au bénéfice des cantons urbains. Il s'agit déjà d'une importante concession.
SO	Der Kanton Solothurn schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
BS	Antrag: Die Dotierung der Ausgleichstöpfe ist im Verhältnis 73% (SLA) zu 27% (GLA) vorzunehmen. Die Artikel 3 und 4 des Bundesbeschlusses zur Festlegung der Grundbeiträge des Ressourcen- und Lastenausgleichs sind entsprechend anzupassen. Begründung inhaltlich analog der Konferenz der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug).
BL	Anträge: 1. Der Kanton Basel-Landschaft beantragt, die Dotierung der Ausgleichstöpfe im Verhältnis 73% (SLA) zu 27% (GLA) vorzunehmen. Die Artikel 3 und 4 des Bundesbeschlusses zur Festlegung der Grundbeiträge des Ressourcen- und Lastenausgleichs sind entsprechend anzupassen. 2. innerhalb des SLA soll die Gewichtung zwischen soziodemografischen Lasten und Lasten auf Grund der Kernstadtproblematik nicht 2 zu 1, sondern rund 3 zu 5 betragen. Begründungen: zu Antrag 1: inhaltlich analog jener der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug); zu Antrag 2: inhaltlich analog Kanton Zürich
SH	Der Kanton Schaffhausen schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
AR	Der Kanton Appenzell Ausserrhoden schliesst sich integral der Stellungnahme der KdK (Mehrheitsbeschlüsse) an.
AI	Der Kanton Appenzell Innerrhoden schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
SG	Der Kanton St. Gallen schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
GR	Zustimmung. Für den Kanton Graubünden ist die Dotierung und Ausgestaltung des geografisch-topografischen Lastenausgleichs (GLA) von entscheidender Bedeutung. Er erwartet, dass der Bund an seinem Versprechen festhält, diese beiden Töpfe gleich hoch zu bemessen. Verschiebungen namentlich zu Gunsten des soziodemographischen Belastungsausgleichs wären für die Berggebiete inakzeptabel. Die Dotierung dieser beiden Gefässe darf sich nicht ausschliesslich nach den Sonderlasten in absoluten Beträgen richten. Dies ist im Übrigen auch innerhalb des SLA mit Bezug auf die beiden Komponenten "A-Lasten" aufgrund der Bevölkerungsstruktur und "Kernstadt-Lasten" nicht vorgesehen. Gemäss Art. 9 Abs. 1 FiLaG ist bei der Dotierung der Ausgleichsgefässe vor allem die Wirksamkeit zu berücksichtigen. Zu berücksichtigen ist aber auch die Verteilung dieser Mittel auf die Kantone: Vom SLA erhalten insgesamt 8 Kantone namhafte Beiträge von mehr als je 1 Mio. Franken. Die GLA-Mittel verteilen sich demgegenüber auf 17 Kantone, die je über 1 Mio. Franken erhalten. Ein weiteres Kriterium, das für eine ausreichende Dotierung des GLA spricht, ist schliesslich die Tragbarkeit der verbleibenden Lasten. Die Kantone, die vom GLA unterstützt werden, sind in der Regel ressourcen-schwächer als jene, die SLA-Mittel erhalten. Es sollen dabei nur jene Lasten gemildert werden, welche die betroffenen Kantone übermässig stark treffen. Schliesslich darf nicht vergessen werden, dass ursprünglich nur der GLA als Ersatz für den Berggebietsfaktor im bisherigen Finanzkraftschlüssel vorgesehen war und erst im Laufe der Projektentwicklung der SLA eingeführt wurde. Im Gegensatz zu den SLA-Empfängerkantonen erhalten zahlreiche vom GLA begünstigte Kantone zugleich Mittel aus dem Härteausgleich. Bei einer Verschiebung der Dotationen zu Lasten des GLA müssten die Verschlechterungen für die angesprochenen Kantone mit zusätzlichen Härteausgleichs-Mitteln kompensiert werden. Eine derartige Umverteilung würde keinen Sinn machen und auch den Bund zusätzlich belasten. Für den Kanton Graubünden fallen vor allem die ausserordentlichen Belastungen im Ver-

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	kehrsbereich ins Gewicht. Durch den Wegfall der Finanzkraftzuschläge und der Beiträge an interkantonale Alpenstrassen sowie durch die deutliche Reduktion der nicht werkgebundenen Strassenbeiträge auf 10 % der Mineralölsteuererträge des Bundes wie auch durch die Aufgaben- und Finanzverschiebungen im Strassenbereich, die unter Beachtung der Haushaltsneutralität der Strassenrechnung des Bundes vorzunehmen sind, resultieren im Strassenbereich des Kantons Graubünden massive Beitragseinbussen bzw. Mehrbelastungen. Die kantonale Strassenrechnung erfährt aufgrund der NFA eine Mehrbelastung von rund 40 Mio. Franken. Diese Zusatzbelastungen sind nur mit ausreichender Dotierung des GLA überhaupt tragbar. Es dürfen daher an der GLA-Dotierung keine Abstriche vorgenommen werden.
AG	Der Kanton Aargau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TG	Der Kanton Thurgau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TI	Zustimmung; dies aus den gleichen Gründen wie sie in der Antwort zu Frage 1 vorgebracht wurden.
VD	Selon l'étude empirique d'ECOPLAN, seuls 28% des charges excessives seraient imputables aux facteurs géo-topographiques contre 72% pour les charges socio-démographiques (27% pour les charges découlant de la structure de la population et 45% pour la problématique des villes-centres). En conséquence, la répartition des fonds devrait se rapprocher de cette clef de répartition, par exemple 60% pour les charges socio-démographiques et 40% pour les charges géo-topographiques. L'argument selon lequel seule la compensation des charges géo-topographiques était prévue à l'origine est dénué de pertinence; l'opinion publique sur la RPT s'est formée sur le projet complet, tenant compte aussi de la compensation des charges socio-démographiques.
VS	Approbation. Il n'y a pas lieu de remettre en cause cette répartition. A ce stade du projet, une éventuelle modification pourrait être considérée comme un changement des bases mêmes de tout le mécanisme de la RPT.
NE	Approbation. A l'avis du canton de Neuchâtel, il faut éviter de modifier les éléments fondamentaux du projet RPT, en particulier la répartition des enveloppes financières entre les divers instruments de la péréquation financière. Une étude empirique tend certes à montrer que les charges excessives seraient imputables dans une large mesure aux facteurs socio-démographiques plutôt qu'à ceux d'origine géo-topographiques. Il faut souligner cependant que le but de la compensation des charges n'est pas de compenser toutes les charges particulières des cantons, mais seulement celles qui sont excessives. De ce point de vue, force est de constater que la compensation des charges socio-démographiques est attribuée pour l'essentiel à quelques cantons à fort potentiel de ressources, alors que la compensation des charges géo-topographiques concerne principalement des cantons à faible potentiel de ressources. Les premiers sont mieux à même de supporter les charges particulières qui leur incombent, de sorte qu'il n'y a pas lieu, à notre avis, de modifier la répartition initiale entre les deux volets.
GE	Proposition: La répartition des fonds de compensation des charges doit adopter la clé de répartition de l'étude Ecoplan (73% pour les charges socio-démographiques, 27% pour les charges géo-topographiques), ou du moins s'en rapprocher (par exemple deux tiers/un tiers). Il faudrait en conséquence modifier les articles 3 et 4 de l'arrêté fédéral sur la détermination des contributions de base à la péréquation des ressources et à la compensation des charges. Les motifs sont ceux exprimés par la Conférence des cantons contributeurs (voir réponse du Canton de Zoug).
JU	- Le Gouvernement jurassien pense qu'aucune expertise ne pourra démontrer scientifiquement à l'avenir la pertinence des montants à répartir entre les deux fonds. L'allocation à parts égales découle d'une négociation de longue haleine et rouvrir la question débou-

	cherait de façon certaine sur des débats stériles et inutiles. Il faut donc maintenir à tout prix cette proportion. - Le canton du Jura met encore en évidence le fait que les paramètres géo-topographiques sont invariables à court et moyen terme, alors que les facteurs socio-démographiques sont pour une bonne part fluctuants par nature et certainement corrélés à la conjoncture économique. La prise en compte de besoins différents dans le cadre de cette évolution cyclique n'est pas réglée à satisfaction. Par ailleurs, le canton du Jura reste persuadés qu'une bonne part des problèmes socio-démographiques que veut considérer ce type de compensation est déjà reflétée dans l'assiette fiscale agrégée, critère central de la péréquation des ressources. - Comme relevé dans les réponses à la première et à la deuxième question, diminuer à 200 mio le montant alloué à chaque fonds pour la première période permettrait de renforcer les effets péréquatifs du système.
ch gemeinden	Zustimmung. Eine Veränderung des Verteilschlüssels würde die Vorlage ernsthaft gefährden.
SSV	Antrag: Die Dotierung der Ausgleichsgefässe ist im Verhältnis 73% (SLA) zu 27% (GLA) vorzunehmen. Die Artikel 3 und 4 des Bundesbeschlusses zur Festlegung der Grundbeiträge des Ressourcen- und Lastenausgleichs sind entsprechend anzupassen. Zudem ist der Verteilschlüssel innerhalb des SLA auf 38% zugunsten der A-Lasten und 62% zugunsten der Sonderlasten der Kernstädte festzulegen. Begründung: Mittlerweile liegt ein Gutachten der Firma ECOPLAN vor, welches zu den entsprechenden Ergebnissen gelangt ist. Es gibt keinen Grund, nicht diesen Erkenntnissen gemäss zu handeln. Würde die vorgeschlagene Überdotierung des GLA beibehalten, käme dies indirekt einem versteckten vertikalen Ressourcenausgleich - mithin einer unerwünschten Vermischung verschiedener Ziele - gleich. Eine weitere Schwachstelle der vorgeschlagenen Lösung: Einige Indikatoren des SLA werden über Anteile an der Gesamtbevölkerung eines Kantons gebildet. Dadurch sind die grossen Kantone gegenüber Stadtkantonen wie Basel-Stadt oder Genf im Nachteil. Bei einer hypothetischen Aufteilung der grossen Kantone in ein Gebiet "Stadt" und ein Gebiet "Land" würden die grossen Kantone insgesamt bedeutend mehr an SLA erhalten.
SAB	Zustimmung: Der Beitrag des Bundes für den Lastenausgleich muss zwingend je hälftig den beiden Ausgleichsgefässen zufließen. Begründung: Eine Abkehr von diesem Grundsatz würde bedeuten, dass die gesamte NFA-Vorlage neu beurteilt werden müsste. Würde der SLA zu Lasten des GLA aufgestockt, müssten die Ausfälle bei den ressourcenschwachen Kantonen über den Härteausgleich finanziert werden, was den Bund wie die Gesamtheit der Kantone treffen würde. Im Unterschied zum SLA, der neu eingeführt wird, ist der GLA im Wesentlichen ein Ersatz für den Wegfall bestehender Ausgleichszahlungen (z.B. für die Reduktion der Bundesleistung an den öffentlichen Regionalverkehr auf durchschnittlich 50%). Ferner ist zu bedenken, dass die Berggebiete bei der Spezialfinanzierung Strasse durch den Grundsatz der Haushaltsneutralität schmerzliche Einbussen hinnehmen müssen (Streichung des a.o. Mineralölsteuerbeitrags und Reduktion der nicht werkgebundenen Beiträge von 12 auf 10%). Der GLA stellt einen Ersatz für den Wegfall dieser Mittel dar. Schliesslich wurden seitens des Bundesrates während der Projektphase der NFA mehrfach Versprechungen abgegeben, dass der GLA und der SLA gleich hoch dotiert werden sollen.
FDP	Zustimmung. Die FDP begrüsst ausdrücklich, dass der Bundesrat im Gefüge des Finanzausgleichssystems gegenüber seinen früheren Absichten keine Änderungen mehr vorgenommen und die Verhältnisse zwischen dem vertikalen und horizontalen Ausgleich, zwischen dem Ressourcen- und dem Lastenausgleich sowie auch das Verhältnis zwischen den Lastenausgleichsgefässen unangetastet gelassen hat. Nachdem der SLA in Anerkennung der Sonderlasten der Städte als neues Gefäss eingeführt wird, wogegen der GLA Ersatz für den Wegfall bestehender Ausgleichszahlungen

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	bildet, erachtet es die FDP als richtig, dass die Beiträge den beiden Ausgleichsgefässen je hälftig zufließen. Ein erster Wirksamkeitsbericht ist in jedem Fall abzuwarten, ehe eine ungleiche Dotierung von SLA und GLA in Erwägung gezogen werden kann.
CVP	Die CVP befürwortet eine gleichmässige Aufteilung der Beiträge auf den geografisch-topografischen und den soziodemografischen Lastenausgleich, wie dies bereits in den bisherigen NFA-Botschaften vorgesehen war. Bewusst werden damit insbesondere die Spitzenbelastungen der Kantone, die sich aus den Sonderlasten ergeben, abgefedert. Auch wenn damit der effektiven Höhe der Sonderlasten nur teilweise Rechnung getragen wird, erachtet die CVP eine solche Gewichtung mit Blick auf die anderen Ziele des NFA sowie angesichts der Tatsache, dass ursprünglich lediglich ein geografisch-topografischer Lastenausgleich vorgesehen war, als angemessen. Ebenso ist zu beachten, dass Zentrumsleistungen, die von anderen Kantonen bezogen werden, im Rahmen des interkantonalen Lastenausgleichs abgegolten werden (z.B. Fachhochschulen).
SVP	Keine Bemerkungen.
SP	Antrag: Für den GLA soll 1/3 und für den SLA sollen 2/3 der Gesamtsumme von rund 688 Mio. Fr. eingesetzt werden, d.h. 230 Mio. für den GLA und 458 Mio. für den SLA. Begründung: Im Parlament war die Vorlage des FiLaG in Art. 9 Abs.1 so verändert worden, dass eine ungleiche Dotierung von GLA und SLA möglich sein würde. Eine ungleiche Ausstattung ist deshalb angezeigt, weil die Lasten in den beiden Bereichen nachgewiesenermassen sehr unterschiedlich sind. Die vorgeschlagene neue Gewichtung trägt diesem Umstand Rechnung.
LPS	Il serait bon de se référer, sur ce point, à l'étude ECOPLAN effectuée en mars 2004 et qui tend à démontrer qu'en matière de charges excessives, les facteurs sociodémographiques représentent une part de 73% et celles de nature géo-topographiques de 23%. La problématique des cantons et des villes centre ne devrait pas être négligée.
EVP	Die EVP stimmt zu.
economiesuisse	Approbation. Lors de la consultation interne d'economiesuisse, le poids à donner aux différents instruments de compensation des charges a été diversement apprécié. Le sentiment que certaines charges sont insuffisamment compensées a parfois été exprimé, notamment en ce qui concerne les charges particulières supportées par les villes-centres. Cependant, estimant que le projet répond dans l'ensemble aux intérêts des différentes régions du pays et ne voulant pas remettre en question le consensus auquel sont parvenus la Confédération et les cantons, economiesuisse accepte la solution proposée.
Arbeitgeber	Der Schweizerische Arbeitgeberverband schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme von economiesuisse an.
SBV	Zustimmung. Wie der vertikale Ressourcenausgleich unterliegen auch die Kompensationsinstrumente GLA und SLA der Forderung nach Haushaltsneutralität beim Übergang zur NFA (siehe Antwort zu Frage 1). Aus diesem Grund beträgt der Anteil des Lastenausgleichs an den dem Bund zur Verfügung stehenden Mitteln wie in der Globalbilanz 1998/99 resp. in den Modellrechnungen 2001/02 27.5% und soll je zur Hälfte (13.75%) auf den GLA und den SLA aufgeteilt werden. Um die auf den entsprechenden Parametern beruhende Bewertung der ersten und zweiten NFA-Botschaft nicht nachträglich in Frage zu stellen (siehe Antwort zu Frage 1), findet die beschriebene 50%-Verteilung die Zustimmung des SBV. Eine allfällige Aufstockung des SLA auf Basis der Ergebnisse eines von der Eidgenössischen Finanzverwaltung und der Konferenz der Kantonsregierungen in Auftrag gegebenen Gutachtens würde zu Lasten des GLA erfolgen und müsste über den Härteausgleich kompensiert werden. Da dieser zu 1/3 durch kantonale Mittel getragen wird (siehe Antwort zu Frage 4), würde ein solches Vorgehen wiederum auch die Haushalte ressourcenschwacher Kantone belasten, weshalb es vom SBV nicht gutgeheissen werden kann. Auch eine Erhöhung des GLA wird aus diesem Grund abgelehnt. Im Interesse der Erhaltung der dezentralen Besiedlung fordert der SBV jedoch die

	Sicherstellung der Mittel zur Deckung der Sonderlasten von Berg- und Randregionen.
SGV	Approbation.
SGB	Zustimmung.
KV Schweiz	Zustimmung. Der KV Schweiz erachtet auch diesen Schlüssel als sinnvoll. Die früher nicht berücksichtigten Sonderlasten der Städte werden nun zumindest teilweise abgegolten. Längerfristig muss aber auch dieser Schlüssel immer wieder verifiziert werden.
Wthur	Inhaltlich analoger Antrag und analoge Begründung wie der Schweiz. Städteverband (SSV).
StZH	Inhaltlich analoger Antrag und analoge Begründung wie der Schweiz. Städteverband (SSV).
CP	Approbation. Les deux instruments méritent un traitement identique.
FDK	Zustimmung. Für die Finanzdirektorenkonferenz ist es wichtig, dass die Ausgestaltung des Ressourcen- und Lastenausgleichs sowie die Höhe dieser Ausgleichstöpfe auf jener Berechnungsmechanik beruhen, die dem Volk am 28. November 2004 mit der Verfassungsabstimmung zur NFA unterbreitet wurde. Das Volk hat die Verfassungsänderung mit grossem Mehr angenommen, dies in Kenntnis der Finanzstromänderungen, welche das System bringt. Es scheint der FDK erst nach Vorliegen des ersten Wirksamkeitsberichts möglich, allenfalls Akzentsetzungen zu verschieben, was dannzumal aber politisch breit ausdiskutiert werden müsste.
ZWK	Ablehnung. Mit Verweis auf das Gutachten ECOPLAN wird beantragt zu prüfen, ob nicht eine inverse Aufteilung - 73% SLA, 27% GLA - vorzunehmen ist.
ZTV	Keine Zustimmung, da die Aufteilung zufällig festgesetzt und nicht nachvollziehbar ist. Hinweis auf die Ergebnisse des Gutachtens ECOPLAN analog Kanton Zug.
FER	Proposition: Facteurs géo-topographiques: 1/3, facteurs socio-démographiques: 2/3.
TCS	Pas de remarques.
FinDir BS/GE/ZH	Die FinanzdirektorInnen der Kantone Basel-Stadt, Genf und Zürich nehmen in einer separaten, gemeinsamen Eingabe nochmals die Argumente der Konferenz der NFA-Geberkantone und des Kantons Zürich auf, welche für eine höhere Dotierung des soziodemografischen Lastenausgleichsgefässes im Vergleich zu jenem für den geografisch-topografischen Lastenausgleich sprechen (vgl. für die Geberkantone die Stellungnahme des Kantons Zug zu Frage 3 und zusätzlich jene des Kantons Zürich).

2.3 Aménagement de la compensation des cas de rigueur (question 4 posée aux participants)

4. Avez-vous des remarques à formuler sur le calcul de la compensation des cas de rigueur? Approuvez-vous notamment la proposition de la commission de projet, selon laquelle la répartition des moyens financiers entre les cantons se fera en 2007 (année précédant l'introduction de la RPT) sur la base du bilan global pour 2004 et 2005, conformément au rapport mis en consultation?

La CdC approuve l'aménagement proposé de la compensation des cas de rigueur. En même temps, elle mentionne toutefois une proposition minoritaire des cantons à fort potentiel de ressources, qui préconisent de définir comme grandeur cible, au lieu d'un «allègement

financier net» pour les cantons à faible potentiel de ressources, le fait d'éviter simplement un surcroît de charges. Certaines associations faîtières de l'économie expriment un avis semblable. La CdC ajoute qu'une autre minorité des cantons préconise de fixer la compensation des cas de rigueur sur la base d'un nouveau bilan global pour 2008.

Avant tout des cantons romands exigent de partir, à la place d'un montant lissé, des parts des bénéfices de la Banque nationale qui sont effectivement distribuées, ce qui aboutirait à prendre en compte des suppléments péréquatifs plus élevés et donc à consacrer des montants plus élevés à la compensation des cas de rigueur.

L'UDC va plus loin encore. A ses yeux, il faudrait entièrement renoncer à la compensation des cas de rigueur, pour respecter la neutralité budgétaire. Elle exige, comme projet de remplacement, de limiter la compensation des cas de rigueur à quatre ans et de la faire financer par les cantons à hauteur des deux tiers. Enfin, divers cantons exigent un nouveau bilan global avec des données plus récentes pour la fixation de la compensation des cas de rigueur.

Tableau 4 Propositions concernant l'aménagement de la compensation des cas de rigueur

Participant	Proposition
KdK	Zustimmung. Der Härteausgleich ist auf Grundlage der Globalbilanz 2004/2005 zu bemessen, wie wenn die NFA in diesen beiden Jahren in Kraft gewesen wäre. Es dürfen nicht unterschiedliche Bezugsjahre vermischt werden, was der Fall wäre, wenn man für die Aufgabenneuverteilung die Globalbilanz 2004/2005 nehmen würde, für die Instrumente des direkten Finanzausgleichs aber die im Jahre 2008 ausgerichteten Beträge. Bei einer Aktualisierung des Härteausgleichs müssten auch die Zahlen der Globalbilanz auf 2008 hochgerechnet werden, was auch eine Aktualisierung verschiedener altrechtlicher Parameter wie des Finanzkraftindexes bedingen würde. Eine Minderheit der Kantone schlägt vor, anstelle einer "finanziellen Nettoentlastung" aller ressourcenschwachen Kantone nur die Verhinderung einer Mehrbelastung als Zielgrösse festzulegen. Zudem wird von einer Minderheit verlangt, dass für die Festlegung des Härteausgleichs eine neue Globalbilanz 2008 erstellt wird, die von den Kantonen zu verifizieren ist.
ZH	Antrag: Der Härteausgleich ist nur an ressourcenschwache Kantone auszurichten, die durch den Übergang zur NFA erheblich mehr belastet werden. Die anfängliche Höhe des Härteausgleichs in Art. 1 des Bundesbeschlusses zur Festlegung des Härteausgleichs ist entsprechend zu reduzieren. Begründung: inhaltlich analog jener der Konferenz der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug).
BE	Der Kanton Bern schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
LU	Der Kanton Luzern schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
UR	Der Kanton Uri schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
SZ	Der Kanton Schwyz schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
OW	Antrag: Korrektur der Berechnung des Härteausgleichs als auch der Aussagen bezüglich der Nettowirkung/Belastung der Kantone vor/nach NFA.

	Begründung: Der Härteausgleich wurde in den Erläuterungen des Bundesrates zur Abstimmung wie folgt umschrieben: "Der Härteausgleich sorgt dafür, dass kein ressourcenschwacher Kanton beim Übergang zur NFA schlechter gestellt wird als bisher." Im Schlussbericht wird diese Aussage bei der Berechnung der mit Inkrafttreten der NFA wegfallenden Finanzkraftzuschläge beim Gewinnanteil der Schweizerischen Nationalbank (SNB) massgeblich verletzt: Bei der Gewinnausschüttung der SNB werden nicht mehr die ordentlichen Zahlungen der Globalbilanz 2004/2005 mit jenen von 2008 verglichen, sondern es wird nach 2012 von einer gegenüber 2008 effektiv tieferen Gewinnausschüttung ausgegangen.
NW	Antrag: Der Härteausgleich soll nur an ressourcenschwache Kantone ausgerichtet werden, die vom Übergang zur NFA erheblich mehr belastet werden. Anstelle einer "finanziellen Nettoentlastung" gemäss Art. 56 Abs. 1 im Entwurf zur FiLaV soll eine 0%-Mehrbelastung als Grenzwert gelten. Die anfängliche Höhe des Härteausgleichs in Artikel 1 des Bundesbeschlusses zur Festlegung des Härteausgleichs ist entsprechend zu reduzieren. Begründung: inhaltlich analog jener der Konferenz der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug).
GL	Analog zur Vernehmlassung der KdK, ausser der Bemerkung zu den Forderungen der Minderheit.
ZG	Anträge: Der Härteausgleich soll nur an ressourcenschwache Kantone ausgerichtet werden, die vom Übergang zur NFA erheblich mehr belastet werden. Anstelle einer "finanziellen Nettoentlastung" gemäss Art. 56 Abs. 1 im Entwurf zur FiLaV soll eine 0%-Mehrbelastung als Grenzwert gelten. Die anfängliche Höhe des Härteausgleichs in Artikel 1 des Bundesbeschlusses zur Festlegung des Härteausgleichs ist entsprechend zu vermindern. Begründung: Mit dem Härteausgleich sollten eigentlich für ressourcenschwache Verlierer aus dem Übergang zur NFA Härten gemildert werden. Zur Erhöhung der politischen Akzeptanz wird jeder ressourcenschwache Kanton zum Gewinner gemacht. Zudem führt der Kanton Zug die einmalige, finanzkraftabhängige Ausschüttung der Erträge aus den Nationalbank-Goldverkäufen an die Kantone ins Feld. Wäre die Ausschüttung des Golderlöses ähnlich wie beim ordentlichen Nationalbankgewinn mittelfristig über eine Zeitspanne von 10 Jahren erfolgt, hätte die Finanzkraft nur in den ersten Jahren bis 2008 noch eine Rolle gespielt. Schliesslich ist die Datengrundlage der Globalbilanz 2004 und 2005 generell als sehr unbefriedigend zu bezeichnen.
FR	Le fait de calculer la dotation de la compensation des cas de rigueur 2008 et sa répartition entre les cantons sur la base du bilan global 2004/2005 (annexe 11 du Rapport final) n'est certainement pas une solution idéale. Nous considérons cependant qu'elle constitue un moindre mal en pratique et qu'elle est acceptable à ce titre. L'alternative voulant que l'on se base sur un bilan global fictif 2008 exigerait que l'on multiplie les hypothèses et estimations, et donc les risques d'erreurs. Conformément aux explications données à la section 1.2.3.1, p. 27 du Rapport final, le calcul d'un bilan global 2008 impliquerait en effet non seulement que l'on estime les montants des transferts selon le nouveau système, comme c'est le cas pour le bilan 2004/2005, mais aussi ceux de tous les transferts selon le droit actuel. Le bilan 2004/2005 n'est certes pas totalement dénué d'estimations quant aux transferts actuels. Elles se limitent cependant à un nombre relativement limité de rubriques. A tout considérer, le bilan 2004/2005, malgré ses défauts et les réserves qu'ils nous inspirent, semble constituer une base plus solide pour le calcul de la compensation des cas de rigueur que ne le serait un bilan 2008 totalement fictif.
SO	Der Kanton Solothurn schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
BS	Antrag: Der Härteausgleich soll nur an ressourcenschwache Kantone ausgerichtet wer-

	den, die vom Übergang zur NFA erheblich mehr belastet werden. Anstelle einer "finanziellen Nettoentlastung" gemäss Art. 56 Abs. 1 im Entwurf zur FiLaV soll eine 0%-Mehrbelastung als Grenzwert gelten. Die anfängliche Höhe des Härteausgleichs in Artikel 1 des Bundesbeschlusses zur Festlegung des Härteausgleichs ist entsprechend zu vermindern. Begründung inhaltlich analog der Konferenz der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug). Zur unbefriedigenden Datengrundlage fügt Basel-Stadt ferner an, dass nur die Daten der Einkommen der natürlichen Personen tatsächlich ermittelt sind. Alle anderen Werte - Vermögen, quellenbesteuerte Einkommen, Gewinne ordentlicher und privilegierter Gesellschaft - sind geschätzt. (Vgl. S. 35 Technischer Bericht). Die massgebenden Steuerrepartitionen sind gar nicht berücksichtigt. Zudem gilt für die Schätzungen: - Die tatsächliche Erhebung der Werte für die quellenbesteuerten Einkommen des Jahres 2003 zeigt, dass die angewendete Schätzmethode ungenügend ist. Es bestehen grosse Differenzen zwischen den geschätzten und den tatsächlichen Werten. - Die angewendete Schätzmethode für die Gewinne der Gesellschaften überschätzt die Werte systematisch (vgl. S. 32). Die Globalbilanz 2004/05 überzeichnet darum, die Unterschiede zwischen den Kantonen bei den massgebenden Gewinnen der juristischen Personen (ist gerade für die Geberkantone relevant). Angesichts dieser Unsicherheiten ist es höchst fragwürdig, wenn die Daten der Globalbilanz 2004/05 als Grundlage für den Härteausgleich verwendet werden sollen, der - nota bene - allenfalls 28 Jahre lang Bestand haben kann.
BL	Antrag: Der Kanton Basel-Landschaft beantragt, den Härteausgleich nur an ressourcenschwache Kantone auszurichten, die durch den Übergang zur NFA erheblich mehr belastet werden. Die anfängliche Höhe des Härteausgleichs in Art. 1 des Bundesbeschlusses zur Festlegung des Härteausgleichs ist entsprechend zu reduzieren. Begründung: inhaltlich analog jener der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug).
SH	Der Kanton Schaffhausen schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
AR	Der Kanton Appenzell Ausserrhoden schliesst sich integral der Stellungnahme der KdK an.
AI	Der Kanton Appenzell Innerrhoden schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
SG	Der Kanton St. Gallen schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
GR	Zustimmung. Beim Härteausgleich stehen die Transparenz und Berechenbarkeit im Vordergrund. Diesen Hauptanliegen trägt der vorgeschlagene Ansatz Rechnung. Der Härteausgleich erscheint mit einer Summe von 420 Mio. Franken beachtlich hoch. Dieser Betrag ist jedoch allein das Ergebnis der unveränderten Anwendung des ursprünglichen Konzepts. Das Volumen ist vertretbar. Der Härteausgleich führt ausschliesslich zu einer staatsquotenneutralen Umverteilung zwischen Bund und Kantonen. Er beeinträchtigt auch die Systemwirkungen der NFA nicht. Verglichen mit dem gesamten Entflechtungsvolumen der NFA von über 5 Milliarden Franken, dem - sich dynamisch entwickelnden - Volumen des Ressourcenausgleichs von über 3 Milliarden Franken und jenem für den Lastenausgleich von annähernd 700 Mio. Franken (Jahr 2008) ist der Startbeitrag für den Härteausgleich von 420 Mio. Franken nicht überdimensioniert.
AG	Der Kanton Aargau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TG	Der Kanton Thurgau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TI	Zwei Bemerkungen: 1. Der Härteausgleich darf lediglich dazu dienen, die Finanzneutralität der schwächeren Kantone zu gewährleisten. Zudem sind die statistischen Datengrundlagen zu verbessern. 2. Angesichts der Unsicherheit bezüglich der in der Globalbilanz 2004/05 enthaltenen

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	Daten ist es problematisch, die Ermittlung des Härteausgleichs auf eben diese Daten zu stützen.
VD	Le Canton de Vaud regrette que le calcul de la compensation des cas de rigueur se fasse sur les chiffres du bilan global 2004/2005. En effet, ces données ne refléteront pas la réalité de 2008 et créeront inévitablement des injustices entre les cantons. Le calcul de la compensation des cas de rigueur devrait se faire sur le bilan 2008. Par ailleurs, le rapport final devrait exprimer plus clairement que le calcul prévu de la compensation des cas de rigueur se base sur le bilan 2004/2005.
VS	Approbation. Le Conseil d'Etat peut admettre le calcul de la compensation des cas de rigueur sur la base des années 2004 / 2005, compte tenu de la durée escomptée de celle-ci (28 ans). En ce qui concerne la répartition du bénéfice de la BNS, le canton du Valais fait la proposition que l'on s'en tienne pour l'élaboration du bilan global, dans un premier temps, aux chiffres résultant de la convention en vigueur (1,666 milliard) et que l'on reconsidère, en 2011, les montants pris en considération. L'idée d'une telle reconsidération est tout à fait compatible avec le processus d'évaluation continue prévu dans le cadre du rapport quadriennal sur l'exécution et les effets de la RPT (art. 18 al. 1 PFCC) et les mesures correctives qui peuvent en découler (art. 18 2 PFCC, art. 46 al. 1 let. A 2 OPFCC). Motif: Le fait de se baser sur un montant fictif de 1,1 milliard de francs plutôt que sur les versements réels de 1,666 milliard entraîne une diminution de la dotation globale du fonds de compensation des cas de rigueur. Il modifie également la répartition horizontale des effets de la RPT en défaveur des cantons financièrement faibles. Pour le canton du Valais, cette diminution est relativement importante. Remarques complémentaires: - La compensation des cas de rigueur concerne 11 cantons, parfois pour des montants très importants. Il y a lieu de s'interroger sur le nombre élevé de bénéficiaires ainsi que sur les conséquences potentielles pour les cantons concernés. - Pour le canton du Valais, comme pour d'autres du reste, la compensation des cas de rigueur atténue de fait à court terme l'important déficit structurel induit par le passage à la RPT. - La contribution de la Confédération doit tenir non seulement compte de l'« allègement minimum » prévu dans le cadre de la compensation des cas de rigueur mais également des tâches transférées aux cantons dans le cadre des programmes d'allègement budgétaires.
NE	Le canton de Neuchâtel est d'accord avec ce modèle de calcul proposé. En revanche, il faut bien admettre que la fixation définitive de l'enveloppe disponible pour la compensation des cas de rigueur (420 millions) et sa répartition entre les cantons sur la base du bilan global 2004-2005 n'est pas vraiment satisfaisante. La compensation des cas de rigueur reposera de ce fait sur des données obsolètes en 2008, alors que la péréquation des ressources et la compensation des charges seront calculées sur la base des données les plus récentes (indice des ressources, indicateurs de charges). Cette manière de faire créera inévitablement des distorsions entre les cantons. De plus, elle ne permet pas de garantir que l'objectif visé, tel que défini ci-dessus, soit réellement atteint. Le canton de Neuchâtel reconnaît toutefois que l'élaboration d'un bilan global pour les années 2007-2008 exigerait de trop nombreuses approximations pour qu'il puisse être considéré comme représentatif. Une telle mise à jour ne permettrait dès lors guère de réduire l'incertitude quant aux effets financiers réels de la RPT, en particulier pour les cantons à faible potentiel de ressources pour lesquels les fluctuations de la péréquation des ressources peuvent avoir des incidences financières importantes.
GE	Propositions: - Compléter l'article 56 de l'ordonnance en plafonnant les contributions versées aux can-

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	tons à faible potentiel de ressources afin de garantir une stricte compensation des effets de transition liés à la RPT (limite du 0%) et non un allègement net. - Garantir cette limite du 0% aux seuls cantons dont l'indice des produits standardisés de l'impôt après péréquation des ressources et compensation des charges excessives est inférieur à 100 points, ce qui entraîne une adaptation de la formule de calcul. Les motifs sont ceux exprimés par la Conférence des cantons contributeurs (voir réponse du Canton de Zoug). Concernant la deuxième partie de la question 4, le canton de Genève approuve la réponse formulée par la CdC.
JU	- Le canton du Jura regrette que l'introduction du nouveau système de péréquation financière doive, pour 11 cantons sur 26, être assortie d'un élément exogène de compensation des cas de rigueur. C'est, dans les faits, admettre que le nouvel outil ne répond pas à une part importante des attentes, ce qui risque de l'exposer trop aisément à la critique à l'avenir. - Il est également regrettable que le calcul se fasse sur les chiffres du bilan global 2004/2005. En effet, ces données ne refléteront pas la réalité 2008 et seront source inévitable de tensions ou d'injustices entre les cantons. - De plus, le canton du Jura ne peut pas accepter le fait que la calculation se fasse sur une base de bénéfices BNS distribués de 1,1 milliard alors que c'est bien 1,7 milliard qui sera distribué aux cantons jusqu'en 2012. Les explications données ne sauraient satisfaire puisque cet élément constitue pratiquement le seul paramètre réellement planifiable jusqu'en 2012 du point de vue des cantons. --> Propositions: 1. Dans tous les cas, le canton du Jura demande une nouvelle calculation (bénéfices BNS) avant de fixer les montants de la compensation des cas de rigueur. 2. Le canton du Jura demande d'autre part d'examiner en vertu de l'article 19, al. 5 de la loi sur la péréquation financière dans quelle mesure la calculation pourrait être adaptée sur les points suivants : - il semble totalement illogique du point de vue de la solidarité intercantonale et de l'utilisation efficiente des moyens limités que des cantons favorisés par le changement de système reçoivent en plus une aide au titre de la compensation des cas de rigueur; - l'objectif déclaré de correction ne peut être atteint pour chacun des cantons concernés puisque ceux-ci financent par ailleurs le système comme la Confédération et les cantons qui n'ont pas besoin de ce soutien.
ch gemeinden	Zustimmung.
SSV	Antrag: Der Härteausgleich soll nur an ressourcenschwache Kantone ausgerichtet werden, die durch den Übergang zur NFA erheblich mehr belastet werden. Die anfängliche Höhe des Härteausgleichs in Artikel 1 des Bundesbeschlusses zur Festlegung des Härteausgleichs ist entsprechend zu reduzieren. Begründung: Mit dem Härteausgleich sollten eigentlich für ressourcenschwache Verlierer aus dem Übergang zur NFA Härten gemildert werden. Zur Erhöhung der politischen Akzeptanz geht die vorgeschlagene Lösung jedoch viel weiter.
SAB	Zustimmung. Die SAB sieht keine andere Möglichkeit zur Berechnung des Härteausgleichs. Insbesondere wäre es falsch, den Härteausgleich erst später aufgrund neuerer Zahlen aus den Jahren 2005/06 berechnen zu wollen. Denn durch den a.o. Erlös aus dem Verkauf von Nationalbankgold bilden die Rechnungsabschlüsse 2005 der Kantone ihre finanzielle Situation verzerrt ab.
FDP	Zustimmung. Dies insbesondere auch deshalb, weil eine Berechnung gestützt auf spätere Jahre wegen den ausserordentlichen Erlösen der Kantone aus dem Verkauf des Nationalbankgoldes eine Verzerrung zur Folge hätte.

CVP	Ziel des Härteausgleiches muss es sein, ressourcenschwache Kantone zu entlasten, die vom Übergang zur NFA erheblich mehr belastet werden. Der Härteausgleich darf aber nicht zusätzlich zu einer finanziellen Nettoentlastung dieser Kantone führen. Die CVP ist mit dem Vorschlag, bei den Berechnungen zum Härteausgleich auf die Globalbilanz 2004/2005 abzustellen, einverstanden. Eine Hochrechnung der Globalbilanz auf 2007/2008 wäre mit grossen Unsicherheiten verbunden, wodurch deren Aussagekraft deutlich geschmälert würde. Denn nicht nur für die neuen Transfers gemäss NFA müsste auf Schätzungen abgestellt werden, sondern es müssten zusätzlich auch die Transfers nach geltendem Recht für 2007 geschätzt und dafür zahlreiche Annahmen getroffen werden. Zudem würden die entsprechenden Berechnungen erneut viel Zeit in Anspruch nehmen, wodurch ein Inkrafttreten der NFA auf den 1.1.2008 in Frage gestellt wäre. Weiter begrüsst die CVP, dass die Kantonsanteile an den Nationalbankgewinnen bei der Berechnung der Globalbilanz 2004/2005 nach unten angepasst wurden, da die SNB in den Referenzjahren 2004/2005 ausserordentlich hohe Gewinne ausgeschüttet hat. Die SNB geht davon aus, dass sie längerfristig noch ca. 1 Mia. jährlich ausschütten können. Daher muss die Globalbilanz bzw. der langfristig ausgerichtete Härteausgleich von den langfristigen Gewinnaussichten der SNB ausgehen.
SVP	Anträge: - Die SVP fordert, auf den Härteausgleich zu verzichten und damit die Haushaltsneutralität der NFA zu gewährleisten. - Falls entgegen dem Willen der SVP ein Härteausgleich eingeführt werden sollte, müsste dieser zu mindestens zwei Dritteln durch die Kantone finanziert werden, um zu hohe Transferzahlungen auf Kosten der Steuerzahler in Bund und Kantonen zu verhindern. Ausserdem müsste er ohne Verlängerungsoption auf vier Jahre befristet sein und innerhalb dieser Zeit stufenweise auslaufen. Begründung: Der Härteausgleich steht im Widerspruch zur NFA-Zielsetzung, wonach die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen effizienter organisiert werden soll. Auch die im Bericht angefügte Begründung für den Härteausgleich, nach welcher kein ressourcenschwacher Kanton eine Mehrbelastung erfahren soll, vermag keineswegs zu überzeugen. Denn im Bericht wird ebenfalls angefügt, dass gerade diese betroffenen Kantone ein stärkeres staatliches Engagement aufgrund gesteigerter Bedürfnisse der Bevölkerung an den Tag legen. Dies ist jedoch ein politischer Entscheid der jeweiligen Kantonsbevölkerung, weshalb es nicht angehen kann, dass dieses Verhalten mittels eines Härteausgleichs über den Bund subventioniert wird. Noch fragwürdiger als die Nicht-Belastung von ressourcenschwachen Kantonen dank Härteausgleich ist die Härtefall-Entlastung von Kantonen, welche durch die NFA bereits entlastet werden. Solche Kantone können wohl schwerlich als Härtefälle bezeichnet werden. Auch hier stellt der Härteausgleich ein systemwidriges Element in der NFA-Gesetzgebung dar.
SP	Keine Bemerkungen.
LPS	Approbation. Le PLS considère qu'aucun canton à faible potentiel ne doit souffrir de la mise en oeuvre de la RPT; sous peine justement de porter atteinte au fédéralisme, système que nous défendons. La solution apportée aux cas de rigueur peut être soutenue.
EVP	Keine Bemerkungen.
economiesuisse	Approbation. Pour des raisons politiques et pour permettre la mise en oeuvre du projet dans les délais prévus, economiesuisse consente au maintien de l'instrument compensation des cas de rigueur, bien que celui-ci soit contraire à l'esprit de la RPT. Alors que cette réforme aspire à instaurer une péréquation financière reposant sur des critères objectifs et transparents, la compensation des cas de rigueur perpétue les déséquilibres financiers hérités du passé. De plus, cette compensation constitue une entorse à l'objectif de

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	neutralité budgétaire puisque, selon le projet, elle conduira à un surplus de dépenses de 280 mio. de francs pour la Confédération. Enfin, le montant articulé de 420 mio. de francs dépasse largement celui avancé lors de la votation en 2004 (240 mio. de francs).
Arbeitgeber	Der Schweizerische Arbeitgeberverband schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme von economiesuisse an.
SBV	Zustimmung. Obwohl der Härteausgleich auf Saldogrössen der einzelnen Kantone beruht und sich der entsprechende Finanzbedarf bis zum Übergang zur NFA im Jahr 2008 noch ändern kann, unterstützt der SBV den Vorschlag der Projektorganisation, die Verteilung der Mittel auf die einzelnen Kantone auf Basis der Globalbilanz 2004/05 durchzuführen. Auf diese Weise ist sichergestellt, dass sämtliche Berechnungen zur NFA auf denselben Datengrundlagen (Referenzjahre) beruhen und die Indikatoren und Annahmen konsistent und direkt vergleichbar sind.
SGV	Approbation, mais remarque que la durée de la compensation des cas de rigueur - qui se déroule sur 28 ans - ne repose sur aucune base objective.
SGB	Der Härteausgleich als eigentlicher Fremdkörper in der NFA-Landschaft war für die politische Durchsetzbarkeit des gesamten Pakets wohl unumgänglich. Wichtig erscheint uns hier, dass die Zahlungen zeitlich befristet und nominell eingefroren werden. Da dies so vorgesehen ist, sind wir mit der Berechnung einverstanden. Ebenfalls erachten wir es als sinnvoll, als Berechnungsbasis für die Mittelverteilung auf die Globalbilanz 2004/2005 abzustützen.
KV Schweiz	Der Härtefallfonds ist eigentlich ein Fremdkörper im neuen System. Auch hier sind wir aber der Ansicht, dass diese Konzession politisch sinnvoll war und ist. Entscheidend ist, dass die Befristung "durchgezogen" wird und der Fonds real nicht erhöht wird. Unter Beachtung dieser - so vorgesehenen - Kriterien sind wir mit dem Vorschlag einverstanden.
Wthur	Inhaltlich analoger Antrag und analoge Begründung wie der Schweiz. Städteverband (SSV). Als Begründung ihres Antrags führt die Stadt Winterthur zusätzlich die einmalige, finanzkraftabhängige Ausschüttung der Erträge aus den Nationalbank-Goldverkäufen an die Kantone an. Wäre die Ausschüttung des Golderlöses ähnlich wie beim ordentlichen Nationalbankgewinn mittelfristig über eine Zeitspanne von 10 Jahren erfolgt, hätte die Finanzkraft nur in den ersten Jahren bis 2008 noch eine Rolle gespielt.
StZH	Inhaltlich analoger Antrag und analoge Begründung wie der Schweiz. Städteverband (SSV). Als Begründung ihres Antrags führt die Stadt Zürich zusätzlich die einmalige, finanzkraftabhängige Ausschüttung der Erträge aus den Nationalbank-Goldverkäufen an die Kantone an. Wäre die Ausschüttung des Golderlöses ähnlich wie beim ordentlichen Nationalbankgewinn mittelfristig über eine Zeitspanne von 10 Jahren erfolgt, hätte die Finanzkraft nur in den ersten Jahren bis 2008 noch eine Rolle gespielt.
CP	Pas de remarques.
FDK	Zustimmung. Der Härteausgleich ist zur Erleichterung des Übergangs vom alten auf das neue Finanzausgleichssystem notwendig. Die FDK nimmt zur Kenntnis, dass der für den Härteausgleich notwendige Betrag höher ist als früher erwartet. Daran bezahlen die Kantone einen Drittel. Der höher als geplant ausfallende Härteausgleich zeigt klar auf, dass die heute in den einzelnen Aufgabenbereichen verankerte Abstufung der Bundesbeiträge nach Finanzkraft einen Fehlanreiz beinhaltet, welcher insbesondere finanzschwächere Kantone zu einer einseitigen Finanzpolitik veranlassen kann. Letzten Endes brachte dies die finanzschwächeren Kantone, zumal der Bund im Rahmen von Entlastungspaketen seine Subventionen immer etwa wieder kürzte, in finanzielle Bedrängnis und in ein Abhängigkeitsverhältnis. Die FDK begrüsst, dass dies nun korrigiert wird. Der Härteausgleich ist allein schon wegen der erwähnten bisherigen Fehlanreize des Systems notwendig. Es wird den betroffenen Kantonen nämlich nicht möglich sein, ihre

	Verhaltensweisen, die massgeblich durch die Bundespolitik beeinflusst wurden, kurzfristig so zu ändern, dass sie die Wirkungen des alten Systems rasch korrigieren können. In diesem Sinne ist die höhere Summe des Härteausgleichs gut investiert. Der Berechnungsmodus des Härteausgleichs ist gegeben: Massgebend ist die Globalbilanz 2004/2005. Eine Aktualisierung des Härteausgleichs, wie sie etwa verlangt wird, ist nach Ansicht der FDK nicht möglich, da es keine Globalbilanz 2008 geben wird. Eine Vermischung verschiedener Bezugsgrössen und Bezugsjahre zur Berechnung des Härteausgleichs wäre aus Sicht der FDK nicht statthaft.
ZWK	Ablehnung, weil der Härteausgleich als überdimensioniert bezeichnet wird. Beantragt wird, dass der Härteausgleich nur an jene ressourcenschwache Kantone ausgerichtet wird, die vom Übergang zur NFA erheblich mehr belastet werden. Zudem wird - analog dem Kanton Zug - auf die erfolgte, ungestaffelte Ausschüttung der Erträge aus den überschüssigen Goldreserven hingewiesen. Damit hätten insbesondere die Nehmerkantone mehr als genügend Mittel erhalten, um die NFA-bedingten Auswirkungen abfedern und die nötigen Anpassungen in der Einnahmen- und Ausgabenstruktur vornehmen zu können.
ZTV	Keine Zustimmung. Der vorgesehene Härteausgleich ist überdimensioniert. Die Daten der Globalbilanz 2004/05 enthalten eine Menge geschätzter Werte. Es kann nicht sein, dass die Verteilung der Mittel auf die einzelnen Kantone aufgrund von Schätzwerten erfolgen soll.
FER	La notion de "cas de rigueur" pourrait aussi concerner les cantons à fort potentiel de ressources qui devront chacun faire face, dès 2008, à des dépenses supplémentaires de l'ordre de 100 mio par an.
TCS	Pas de remarques.
FinDir BS/GE/ZH	Keine Bemerkungen.

2.4 Subventions routières générales

(question 5 posée aux participants)

5. *Etes-vous favorables à l'intention de ramener des 12 % actuels à 10 % la part minimale des cantons aux recettes de l'impôt sur les huiles minérales prévue dans la loi (contributions au financement de mesures autres que techniques) afin de compenser le surcroît de charges de la Confédération dans le domaine des routes, et de procéder à la compensation restante hors du financement spécial de la circulation routière, par le biais du bilan global de la RPT?*

Le projet de *ramener les subventions routières générales versées aux cantons* de 12 % à 10 % reçoit le soutien aussi bien de la CdC que d'une nette majorité des cantons et des autres participants à la consultation.

Divers cantons romands et le Tessin considèrent toutefois qu'ainsi la neutralité budgétaire entre la Confédération et les cantons n'est pas garantie à long terme dans le secteur routier.

Quelques associations faîtières de l'économie rejettent clairement cette solution, par crainte que les cantons ne diminuent leurs moyens financiers et que la sécurité routière n'en pâtisse.

Tableau 5 Propositions pour la compensation du surcroît de charges de la Confédération dans le domaine des routes

Participant	Proposition
KdK	Zustimmung. Eine volle Kompensation der Mehrbelastung des Bundes bei den Strassen innerhalb der Strassenausgaben des Bundes hätte für einzelne Fachaufgaben und für einzelne Kantone einseitige und ungerechtfertigte Folgen.
ZH	Zustimmung.
BE	Der Kanton Bern schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
LU	Der Kanton Luzern schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
UR	Der Kanton Uri schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
SZ	Der Kanton Schwyz schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
OW	Zustimmung
NW	Zustimmung. Eine volle Kompensation der Mehrbelastung des Bundes bei den Strassen innerhalb der Gefässe der Spezialfinanzierung Strasse hätte für einzelne Fachaufgaben und für einzelne Kantone einseitige und ungerechtfertigte Folgen.
GL	Analog zur Vernehmlassung der KdK.
ZG	Keine Zustimmung. Durch die Herabsetzung des den Kantonen zustehenden gesetzlichen Mindestanteils an den Mineralölsteuererträgen (nicht werkgebundene Beiträge) und die restliche Kompensation über die Globalbilanz ausserhalb der Spezialfinanzierung Strassenverkehr stehen weniger Mittel zur Auszahlung an die Kantone zur Verfügung. Vielmehr befürwortet der Kanton Zug die Absicht, die Mehrbelastung des Bundes bei den Strassen über die Globalbilanz ausserhalb der Spezialfinanzierung zu kompensieren. Der Eigenwirtschaftlichkeitsgrad in der Strassenrechnung des Bundes liegt deutlich über 100%, jener in der Strassenrechnung der Kantone noch deutlicher darunter. Es gibt folglich keinen Grund, die NFA-Auswirkungen auf die Strassenrechnung des Bundes innerhalb dieser Rechnung haushaltsneutral zu gestalten.
FR	Nous constatons tout d'abord que le principe de neutralité interne au financement spécial de la circulation routière (FSCR) n'apparaît expressément que dans le deuxième message sur la RPT. Il a donc été introduit, dans les textes du moins, en cours de projet. Selon l'Administration fédérale des finances (AFF), ce principe aurait cependant déjà été intégré dans le calcul du bilan global 1998/1999 (présenté dans le cadre du 1er message RPT), ce que nous ne sommes pas en mesure de contrôler. De par son apparition tardive, le principe de neutralité du FSCR paraît plus discutable que ne le sont les principes de neutralité générale et de neutralité dans les domaines de l'AVS et de l'AI, déjà mentionnés expressément dans le premier message sur la RPT. Selon les explications données dans le Rapport final (section 1.2.5, p. 45), les résultats du bilan global 2004/2005 font apparaître un découvert moyen d'un peu plus de 50 millions dans le FSCR. Selon l'estimation des subventions fédérales sur la base des chiffres de l'année 2008 du plan financier 2008-2010 de la Confédération, ce découvert atteindrait même 100 millions en 2008, au moment de l'entrée en vigueur de la RPT. La très forte croissance de ce découvert, qui s'expliquerait selon les explications données avant tout par les dépenses croissantes liées à l'élargissement du réseau routier, à l'élimination des goulets d'étranglement et à l'entretien des routes nationales, suscite un certain scepticisme de notre part. Dans la mesure où les explications données sur le calcul de la compensation 2004/2005 restent très générales et en l'absence de données détaillées tirées des budgets 2006 et 2007 de la Confédération, nous ne comprenons pas véritablement comment on arrive aux

	chiffres 2008 mentionnés dans l'annexe 13. Nous craignons dans ce contexte que les prévisions de l'Office fédéral des routes exagèrent les charges futures de la Confédération et donc les besoins de compensations à l'intérieur du FSCR. À défaut des éléments qui nous permettraient de confirmer ou d'infirmer le bien fondé de cette crainte, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la véritable existence du besoin de compensation invoqué et donc de répondre à la question posée. Afin de lever l'incertitude actuelle, nous demandons que les projections établies pour 2008 et les années suivantes par les services fédéraux compétents fassent l'objet d'un examen par un organe mandaté par la Conférence des Directeurs cantonaux des finances. Dans le cadre des calculs actuels, les services fédéraux et, plus généralement, la Confédération ont un intérêt évident à alourdir l'addition 2008 concernant les prestations dont ils reprennent l'entière responsabilité dans le cadre de la RPT et à minimiser les montants des prestations reprises par les cantons. Il ne s'agit pas de prétendre ici qu'ils ont cédé à cette tentation. Mais il importe, pour la sérénité des débats, de donner aux cantons l'occasion de contrôler la planification financière établie au niveau fédéral, sachant que les hypothèses retenues dans le plan financier 2008 n'ont fait l'objet d'aucune validation alors même qu'elles joueront un rôle décisif jusqu'en 2011. Nous soulignons par ailleurs que les mesures proposées pour combler le découvert annoncé ne se limitent pas à celles évoquées dans la question (réduction de 12 % à 10 % de la part minimale des cantons, compensation du découvert restant dans le cadre du bilan global). Il est en plus prévu de supprimer les parts extraordinaires accordées actuellement (section 1.2.5., p. 46).
SO	Der Kanton Solothurn schliesst sich bei dieser Frage grundsätzlich der Stellungnahme der KdK an. Die vorgesehene Restkompensation über die Globalbilanz ausserhalb der Spezialfinanzierung Strassenverkehr möchte der Kanton aber nicht als Regel, sondern als mögliche Option verstanden wissen. Denn diese grundsätzliche Frage sollte auf der Basis von Erfahrungswerten beantwortet werden.
BS	Basel-Stadt lehnt eine Herabsetzung des gesetzlichen Mindestanteils an Mineralölsteuererträgen (nicht werkgebundene Beiträge) von heute 12 auf 10 Prozent ab. Begründung: Der Eigenwirtschaftlichkeitsgrad in der Strassenrechnung des Bundes liegt heute deutlich über 100%, jener in der Strassenrechnung der Kantone noch deutlicher darunter. Es gibt deshalb keinen Grund dafür, die NFA-Auswirkungen auf die Strassenrechnung des Bundes innerhalb dieser Rechnung haushaltsneutral zu gestalten. Hingegen befürwortet Basel-Stadt die Absicht, die Mehrbelastung des Bundes bei den Strassen über die Globalbilanz ausserhalb der Spezialfinanzierung zu kompensieren.
BL	Bei dieser Frage schliesst sich der Kanton Basel-Landschaft der Stellungnahme der KdK an. Zusätzlich wird verlangt, dass die Kantone vom Bund baldmöglichst Klarheit erhalten sollen, wie sich all die vorgeschlagenen Massnahmen (allfällige Änderung der Beitragssätze und Verteilschlüssel) konkret auf die Budgets der Kantone auswirken.
SH	Der Kanton Schaffhausen schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
AR	Der Kanton Appenzell Ausserrhoden schliesst sich integral der Stellungnahme der KdK (Mehrheitsbeschlüsse) an.
AI	Der Kanton Appenzell Innerrhoden schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
SG	Der Kanton St. Gallen schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
GR	Zustimmung, auch wenn der Vorschlag die Gebirgskantone und namentlich den Kanton Graubünden sehr hart trifft. Eine weitere Reduktion des gesetzlichen Mindestanteils an den Mineralölsteuererträgen wäre auf keinen Fall zu tolerieren. Sie hätte für einzelne Fachaufgaben und für einzelne Kantone einseitige und ungerechtfertigte Folgen. Wie

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	bereits zu Frage 3 ausgeführt, ist die beabsichtigte Reduktion des kantonalen Mindestanteils an den Mineralölsteuererträgen nur bei ungekürzter Dotierung des GLA akzeptierbar.
AG	Der Kanton Aargau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TG	Der Kanton Thurgau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TI	Anträge: 1. Der Kanton Tessin lehnt die vorgesehene Herabsetzung des den Kantonen zustehenden Mineralölsteueranteils von 12 auf 10% ab. 2. Der Bund soll seine restlichen Verpflichtungen im Bereich der Verkehrstrennung über Zusatzkredite vollumfänglich selbst finanzieren. Begründungen: zu Antrag 1: Die Mehrbelastung des Bundes im Strassenbereich resultiert nicht unbedingt aus den künftigen Aufwendungen im Nationalstrassenunterhalt, sondern aus jenen im Nationalstrassenbetrieb. Dort will der Bund künftig jedoch bedeutende Einsparungen erzielen. Demgegenüber werden die allgemeinen Strassenbeiträge an die Kantone (mit NFA noch 10% der Mineralölsteuererträge) anteilmässig nicht mehr erhöht. Dadurch entsteht ein künftiges Lastenungleichgewicht. zu Antrag 2: Bei der Verkehrstrennung gibt es ab 2008 noch fertigzustellende Projekte. Der Bund soll dabei seinen altrechtlichen Verpflichtungen wie in allen analog gelagerten Bereichen nachkommen.
VD	Le Canton de Vaud peut adhérer à ce mécanisme de compensation. Il note toutefois que la Confédération s'assure une neutralité financière de l'opération dans un domaine spécifique de la RPT, alors que les cantons financent, selon les anciennes clefs de répartition, l'achèvement du réseau des routes nationales. Les cantons transfèrent également sans contrepartie la propriété du réseau des routes nationales à la Confédération.
VS	Il apparaît que la diminution de 12% à 10% de la part cantonale minimale aux recettes de l'impôt sur les huiles minérales sera entièrement compensée par les montants mis à disposition dans le cadre des nouveaux instruments de péréquation. Ceci étant, le canton du Valais pourrait admettre la réduction proposée. Il convient toutefois de relever que la neutralité budgétaire du passage à la RPT étant admise pour l'année 2008 uniquement, les cantons abandonnent au profit de la Confédération des recettes qui leur sont aujourd'hui dues en vertu de la loi, sans garantie aucune quant aux compensations futures. Aussi, les évaluations devront clairement montrer que la réduction de la part cantonale aux recettes de l'impôt sur les huiles minérales est pleinement compensée à court et long terme par les mécanismes de péréquation.
NE	Le canton de Neuchâtel accepte cette proposition qui vise à garantir l'application du principe de la neutralité financière non seulement pour la Confédération et les cantons dans leur ensemble, mais aussi pour le financement spécial du secteur routier. Ce principe avait déjà été énoncé dans le deuxième message. Il est proposé d'une part, d'abandonner les contributions extraordinaires versées actuellement aux cantons et, d'autre part, de ramener la part des recettes versées aux cantons au titre des mesures autres que techniques de 12% à 10%. Ces allègements ne compensant pas entièrement le découvert présumé du financement spécial en 2008, le solde non couvert (estimé à 28 millions) sera mis à la charge du bilan global. Il est toutefois à relever que la Confédération calcule la compensation mis à la charge du bilan global en extrapolant le découvert sur l'année 2008. En revanche, lorsqu'il s'agit de la compensation des cas de rigueur qui concerne les cantons à faible potentiel de ressources, elle s'en tient aux données du bilan global 2004-2005. Cette manière différente de traiter la compensation des charges ne semble guère convaincante.
GE	Le canton de Genève peut se rallier à la position de la CdC sur ce point. Il remarque toutefois que les cantons transfèrent la propriété du réseau des routes nationales à la Con-

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	fédération sans contrepartie.
JU	- Le canton du Jura ne peut partager l'intention de ramener de 12 % à 10 % la part minimale des cantons aux recettes de l'impôt sur les huiles minérales. Le surcroît de dépenses doit être pris en charge par la Confédération. Il en ira de même pour les cantons devant faire face à la dynamique propre des dépenses des secteurs pour lesquels ils auront à assumer seuls à l'avenir la responsabilité. - Il faut à notre avis éviter tout exercice visant à assurer une neutralité budgétaire spécifique à chacun des domaines particuliers touchés par la RPT. - Il convient de lier à cette problématique la cession, vraisemblablement à titre gratuit, des investissements cantonaux en matière de routes nationales, sans transfert des dettes contractées par les cantons à l'époque de la réalisation des ouvrages. Les bilans cantonaux s'en trouveront déséquilibrés avec maintien des dettes à amortir sans les actifs correspondants. En outre, le canton du Jura imagine très difficilement devoir participer au financement du solde de la construction de l'A16 pour la transférer gracieusement à la fin des travaux, tout en conservant les charges financières des dettes contractées pour financer la part cantonale à cet investissement.
ch gemeinden	Zustimmung.
SSV	Der SSV ist mit einer Satzreduktion um 2% (d.h. von 12 auf 10%) einverstanden, mit einer vorsorglichen Satzsenkung um 3% jedoch nicht. Das Grundproblem der heutigen Strassenrechnung ist aber weiterhin ungelöst. Es kann auf die Dauer nicht angehen, dass Städte ihre ausgewiesenen strassenlasten fast ausschliesslich über Steuern decken müssen, Kantone und Bund dagegen aus den Erträgen aus den Strassenabgaben noch Überschüsse erzielen.
SAB	Zustimmung: Im Interesse einer insgesamt ausgewogenen Vorlage werden der Grundsatz der Haushaltsneutralität der Strassenrechnung und damit auch die Reduktion der Mineralölsteuererträge von 12 auf 10% akzeptiert. In diesem Zusammenhang ein Anliegen: Die eidg. Räte haben dem Infrastrukturfonds zugestimmt. Dieser beinhaltet auch einen neuen Verteilschlüssel für die Hauptstrassenbeiträge an die Kantone. Der Grundsatz, dass dieser Verteilschlüssel ab 2008 geändert wird, muss zwingend in die 3. NFA-Botschaft aufgenommen werden, auch wenn er nicht zur Berechnung der Globalbilanz herbeizuziehen ist, da sich die Globalbilanz ja auf die Jahre 2004/05 abstützt. Der neue Verteilschlüssel wird erst für die Jahre 2008/09 zur Anwendung gelangen.
FDP	Zustimmung. Mit Blick auf die angestrebte Haushaltsneutralität ist nichts anderes möglich.
CVP	Die CVP unterstützt die vorgeschlagene Regelung, zumal auch ein Grossteil der Kantone damit einverstanden ist. Wichtig ist aus unserer Sicht, dass die Kantone mit hohen Strassenlasten durch diese Änderungen nicht übermässig belastet werden.
SVP	Keine Bemerkungen.
SP	Zustimmung.
LPS	Cette question permet au PLS de faire part de son mécontentement quant à l'affectation des fonds obtenus par le biais des impôts "routiers" et notamment celui sur les huiles minérales. En effet, le produit de ces derniers devrait être dévolu à 100% à la compensation des charges routières, ce qui n'est manifestement pas le cas aujourd'hui. Le Parti libéral suisse déplore le manque de rigueur caractérisant la gestion des recettes issues des impôts "routiers". Ceci dit, nous répondons favorablement à la question dans la mesure où le projet de réduire la part minimale des cantons aux recettes de l'impôt sur les huiles minérales est imposé par la nécessité de mettre en oeuvre un système de péréquation budgétairement équilibré.

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

EVP	Die EVP stimmt zu.
economiesuisse	Approbation. Cette baisse étant compensée par un engagement accru de la Confédération au niveau des routes nationales, le principe de neutralité budgétaire est respecté. Economiesuisse accepte donc le taux réduit, à condition que la Confédération respecte ses engagements en matière de développement et d'entretien des routes nationales.
SBV	Zustimmung. Um die Erfüllung der Bundes- und/oder der Verbundaufgaben weder qualitativ noch quantitativ einzuschränken, stimmt der SBV einer Reduktion der nicht werkgebundenen Beiträge an die Kantone als einziger vertretbarer Alternative zu. Auf diese Weise wird die Mehrbelastung des Bundes durch einen entsprechenden Minderertrag der Kantone im Sinne eines echten Ausgleichs kompensiert. Mit einer Senkung von zwei Prozentpunkten kann der Bilanzausgleich für die Referenzjahre 2004/05 erreicht und der Fehlbetrag für 2008 zu 2/3 gedeckt werden, ohne dass Kantone mit hohen Strassenlasten übermässige Ertragseinbussen hinnehmen müssen. Die restliche Kompensation der Mehrbelastung des Bundes soll nach Meinung des SBV wie vorgeschlagen über die Globalbilanz ausserhalb der SFSV erfolgen.
SGV	L'USAM rejette la baisse prévue de la part minimale des cantons aux recettes de l'impôt sur les huiles minérales de 12% à 10%. En effet, le risque est réel de voir cette baisse se traduire par une réduction des crédits routiers. A terme, l'on peut ainsi craindre que ces moyens passent dans la caisse générale des cantons au détriment de la sécurité routière (construction et entretien des routes). Les statistiques prouvent que les routes cantonales et principales sont celles qui présentent les plus grandes lacunes au niveau de la sécurité, et sont donc les plus dangereuses pour les usagers. Courir le risque de voir les moyens nécessaires pour réduire ces dangers diminuer, n'est pas admissible. En outre, l'expérience montre que l'entretien régulier de l'infrastructure routière doit être maintenu afin d'éviter des frais supplémentaires dans le futur. Le réseau des routes principales, et donc la sécurité des usagers, ne doivent pas pâtir de la RPT.
SGB	Zustimmung.
KV Schweiz	Zustimmung.
Wthur	Keine Bemerkungen.
StZH	Keine Bemerkungen.
CP	Le Centre Patronal ne voit pas de raisons d'être "favorable" à cette proposition. Mais dans la mesure où il s'agit d'un choix comptable destiné à assurer l'équilibre financier du nouveau système, que les montants en question resteront affectés à des tâches routières et que les cantons ont donné leur accord, le Centre Patronal ne formule aucune objection.
FDK	Zustimmung. Die FDK unterstützt generell die in der Vernehmlassungsvorlage enthaltene mehrfache Haushaltneutralität: jene für den Bundeshaushalt und die Kantonshaushalte, die Sozialversicherungen und die Strassenrechnung. Eine Beibehaltung des Mindestsatzes der Kantone an den Mineralölsteuererträgen des Bundes von 12 Prozent hätte zur Folge, dass eine Summe von rund 75 Millionen Franken bei anderen Instrumenten des direkten Finanzausgleichs (Ressourcenausgleich oder Lastenausgleich) eingespart werden müsste. Es würden mehr zweckgebundene Mittel in die Kantonshaushalte fliessen, dafür weniger zweckfreie. Dies entspräche eindeutig nicht den Zielsetzungen des Projekts, das eine Stärkung der finanziellen Eigenständigkeit der Kantone anvisiert. Eine Belassung des Anteils der Kantone bei 12 Prozent würde auch eine Bevorzugung des Strassenwesens gegenüber anderen Aufgabenbereichen bedeuten. In den anderen Aufgabenbereichen werden die bisherigen Finanzkraftzuschläge aufgehoben. Die Mittel werden in den Ressourcenausgleich und in den Lastenausgleich verlagert. Die Kantone können selbständig entscheiden, wie sie die Ressourcen- und Lastenausgleichsmittel

	Mittel einsetzen wollen. Viele andere Aufgabenbereiche müssen somit ebenfalls mit weniger zweckgebundenen Mitteln auskommen.
ZWK	Ablehnung. Die Herabsetzung des gesetzlich garantierten Mineralölsteueranteils von heute 12 auf 10% hat zur Folge, dass den Kantonen für den Strassenbereich weniger Mittel zur Verfügung stehen. Aus Sicht der Wirtschaft sind die Strassen zügiger auszubauen.
ZTV	Keine Zustimmung. Die Herabsetzung der Mineralölsteuermittel hat zur Folge, dass den Kantonen weniger Mittel für das Strassenwesen zur Verfügung stehen. Aus Sicht der Wirtschaft sind die Strassen zügiger auszubauen.
FER	Approbation.
TCS	Le TCS rejette clairement la baisse de 12 à 10% de la part minimale des cantons aux recettes des impôts affectés à la route. Le TCS craint, à terme, un transfert de moyens dans la caisse générale des cantons, au détriment de la construction et de l'entretien des routes et, partant, au détriment de la sécurité routière. Cette perte n'est pas admissible, compte tenu, d'une part, des difficultés des cantons et des communes à trouver les financements nécessaires pour leurs réseaux routiers et, d'autre part, des défis qu'elles ont à relever au niveau de l'aménagement et du maintien de la substance de ces mêmes routes.
FinDir BS/GE/ZH	Keine Bemerkungen.

2.5 Part de la Confédération aux dépenses de l'AVS et de l'AI

(questions 6 et 7 posées aux participants)

6. Avez-vous des remarques sur le nouveau calcul proposé pour la part de la Confédération aux dépenses de l'AVS?
7. Avez-vous des remarques sur le nouveau calcul proposé pour la part de la Confédération aux dépenses de l'AI?

La CdC n'a rien à signaler sur ce plan. Les cantons et les autres participants approuvent à une large majorité les *nouveaux calculs des parts de la Confédération aux dépenses de l'AVS et de l'AI*. Le canton de Genève exige toutefois une disposition transitoire permettant d'adapter ultérieurement les taux de contribution, en cas de changements financiers majeurs. Le PS partage cette crainte et préconise d'attendre pour définir sur la base de chiffres plus récents les contributions de la Confédération.

Tableau 6 Propositions pour le nouveau calcul de la part de la Confédération aux dépenses de l'AVS

Participant	Proposition
KdK	Keine Bemerkungen.
ZH	Keine Bemerkungen.
BE	Keine Bemerkungen.

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

LU	Keine Bemerkungen.
UR	Keine Bemerkungen.
SZ	Keine Bemerkungen.
OW	Keine Bemerkungen.
NW	Keine Bemerkungen.
GL	Keine Bemerkungen
ZG	Keine Bemerkungen.
FR	Nous constatons que le calcul repose entièrement sur le plan financier de la Confédération et qu'il est donc totalement dépendant de la qualité et des hypothèses de calcul de ce dernier. Il apparaît également à la lecture de l'annexe 12 que le pourcentage de la contribution fédérale varierait selon l'année ou les années prises en considération (19,52 % selon B 2006, 19,54 % selon B 2007, 19,01 % selon PF 2009 et 18,37 % selon PF 2010). À défaut d'alternative clairement meilleure, la solution retenue, consistant à se baser uniquement sur les chiffres du plan financier 2008 pour fixer le taux de la contribution fédérale à 19,55 %, nous paraît néanmoins acceptable. Par analogie à ce qui est stipulé dans le Rapport final pour l'AI (section 2.5, p. 62), nous partons de l'idée que le taux de 19,55 % calculé pour l'AVS entre en vigueur pour une durée indéterminée. Il conviendra de préciser ceci expressément dans le message, en complétant les considérations émises actuellement dans le cadre de la section 2.4, en page 61 du Rapport final.
SO	Keine Bemerkungen.
BS	Keine Bemerkungen.
BL	Keine Bemerkungen.
SH	Keine Bemerkungen.
AR	Keine Bemerkungen.
AI	Keine Bemerkungen.
SG	Keine Bemerkungen.
GR	Zustimmung. Die Neuberechnung ist methodisch und betraglich korrekt. Sie trägt dem Wegfall der Kantonsbeiträge Rechnung. Der auf 19,55 Prozent anzuhebende Bundesbeitrag an die AHV-Gesamtausgaben stellt für die AHV - sowohl im Übergangsjahr als auch langfristig - die erforderliche Haushaltsneutralität sicher. Zu prüfen ist, ob die Berechnung vor der Verabschiedung der Gesetzesrevision durch das Parlament noch aktualisiert werden soll.
AG	Keine Bemerkungen.
TG	Keine Bemerkungen.
TI	Keine Bemerkungen.
VD	Le Canton de Vaud est d'avis qu'il est audacieux de calculer la participation de la Confédération sur la base de projections financières, sans prévoir de possibilité d'adaptation de cette participation, quand bien même les chiffres des comptes de l'année 2008 présenteraient des écarts importants. Le Conseil fédéral devrait prévoir une disposition transitoire permettant une adaptation, pour le cas où les projections financières devaient varier fortement par rapport au résultat des comptes 2008.
VS	Pas de remarques.
NE	Approbation sur le principe. Il est toutefois à relever que le taux de la participation fédérale est établi définitivement sur la base d'une projection des dépenses de l'AVS en 2008. Ces prévisions comportent une certaine marge d'erreur, de sorte que la neutralité budgétaire

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	taire visée pour l'AVS ne peut être garantie pleinement aujourd'hui.
GE	Commentaire général: - Les estimations faites par la Confédération, notamment dans le domaine des prestations complémentaires restent, à ce jour, entachées d'une très grande opacité. - Il faut également souligner que la RPT crée globalement un système pouvant conduire à des effets contre-productifs. En effet, si les cantons seront responsables du financement et de l'organisation des prestations d'aide à domicile, tout comme de celle de l'accueil en institutions, la Confédération exercera néanmoins une influence non négligeable sur les choix individuels au travers des ressources attribuées aux bénéficiaires, notamment par l'octroi d'allocations d'impotence qui seront de sa compétence exclusive. - Il est finalement extrêmement délicat d'apporter une appréciation définitive sur ces domaines de la RPT quant à leur dynamique financière, alors même que deux révisions d'importance sont en cours au niveau national qui peuvent toutes deux avoir des incidences financières très importantes. Il s'agit en particulier de la 5e révision de la LAI et du message relatif au financement des soins de longue durée. Remarque particulière: Le Conseil fédéral devrait prévoir une disposition transitoire permettant une adaptation de la contribution fédérale pour le cas où les projections financières présenteraient des écarts importants par rapport au résultat des comptes 2008.
JU	Pas de remarques.
ch gemeinden	Keine Bemerkungen.
SSV	Keine Bemerkungen.
SAB	Keine Bemerkungen.
FDP	Keine Bemerkungen.
CVP	Die CVP ist mit der Festlegung des Bundesanteils der AHV einverstanden.
SVP	Keine Bemerkungen.
SP	Der Berechnungsmodus, der zu den 19.55% führt, ist nachvollziehbar. Hingegen ist die SP der Meinung, dass der Bundesbeitrag auf Grund von aktuelleren Zahlen, die zum spätestmöglichen Zeitpunkt vor der NFA-Umsetzung vorliegen, berechnet werden sollte und nicht auf Grund der heute hochgerechneten Zahlen des Finanzplans 2008.
LPS	Le PLS soutient les méthodes proposées pour définir la part de la Confédération à l'AVS et à l'AI. Restera à établir, dans le bilan global, l'effet de l'évolution des charges dynamiques sur les finances cantonales.
EVP	Keine Bemerkungen.
economiesuisse	Approbation. Le principe de neutralité budgétaire semble respecté et il n'y a pas lieu de penser à un transfert de charges sur les prélèvements salariaux de l'AVS.
Arbeitgeber	Antrag: Die Festsetzung des Bundesanteils auf 19,55 % nach den selben Gesichtspunkten noch einmal überprüfen. Es geht hier um die Frage, ob sich die eher geringfügige Verschiebung der Betagtenhilfe zu den Kantonen und die daraus abgeleitete Senkung des Beitragsanteiles der öffentlichen Hand von 20 auf 19,55 Prozent tendenziell negativ oder positiv auf den AHV-Haushalt und den Ausgleichsfonds der AHV auswirken. Da dieser Fonds bisher eigentlich nur aus überschüssigen Lohnprozentbeitragsanteilen oder Kapitalerträgen entstanden ist, sollte der geringere Beitragsanteil des Bundes in Zukunft nicht Defizit fördernd sein. Der Beitragsanteil des Bundes gemäss Art. 103 AHVG sollte gemäss unseren Begründungen bei der Beantwortung der Frage 7 nochmals überprüft werden.
SBV	Keine Bemerkungen.

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

SGV	Approbation car, d'une part, le calcul proposé respecte le principe de neutralité budgétaire et, d'autre part, il ne devrait pas se traduire par un transfert de charges sur les prélèvements salariaux de l'AVS.
SGB	Keine Bemerkungen.
KV Schweiz	Keine Bemerkungen.
Wthur	Keine Bemerkungen.
StZH	Keine Bemerkungen.
CP	Pas de remarques.
FDK	Keine Bemerkungen.
ZWK	Keine Bemerkungen.
ZTV	Keine Bemerkungen.
FER	Approbation.
TCS	Pas de remarques.
FinDir BS/GE/ZH	Keine Bemerkungen.

Tableau 7 Propositions pour le nouveau calcul de la part de la Confédération aux dépenses de l'AI

Participant	Proposition
KdK	Keine Bemerkungen.
ZH	Keine Bemerkungen.
BE	Keine Bemerkungen.
LU	Keine Bemerkungen.
UR	Keine Bemerkungen.
SZ	Keine Bemerkungen.
OW	Keine Bemerkungen.
NW	Keine Bemerkungen.
GL	Keine Bemerkungen.
ZG	Keine Bemerkungen.
FR	Par analogie à la réponse précédente, nous constatons que le calcul repose entièrement sur le plan financier de la Confédération et qu'il est donc totalement dépendant de la qualité et des hypothèses de calcul de ce dernier. Il apparaît également à la lecture de l'annexe 12 que le pourcentage de la contribution fédérale varierait selon l'année ou les années prises en considération (38,13 % selon B 2006, 38,08 % selon B 2007, 37,85 % selon PF 2009 et 37,51 % selon PF 2010). À défaut d'alternative clairement meilleure, la solution retenue, consistant à se baser uniquement sur les chiffres du plan financier 2008 pour fixer le taux de la contribution fédérale à 37,62 %, nous paraît néanmoins acceptable.
SO	Keine Bemerkungen.
BS	Keine Bemerkungen.
BL	Keine Bemerkungen.
SH	Keine Bemerkungen.

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

AR	Keine Bemerkungen.
AI	Keine Bemerkungen.
SG	Keine Bemerkungen.
GR	Zustimmung. Auch der auf 37,62 Prozent reduzierte Bundesbeitrag an die Gesamtausgaben der IV ist - auf der Basis der Finanzplanung 2008 - korrekt ermittelt. Die Nettoentlastung der IV - aufgrund der vollständigen Übernahme der bisherigen IV-Beiträge an die Sonderschulung sowie Anstalten, Werkstätte und Wohnheime zur Eingliederung Invalider durch die Kantone - wird damit ausgeglichen. Die Frage nach einer allfälligen Aktualisierung der Berechnung stellt sich hier gleichermassen wie bei den Bundesbeiträgen an die AHV.
TG	Keine Bemerkungen.
TI	Keine Bemerkungen.
VD	Le Canton de Vaud formule la même remarque que celle présentée à la question précédente concernant l'AVS.
VS	Pas de remarques.
NE	Approbation sur le principe. Il est toutefois à relever que le taux de la participation fédérale est établi définitivement sur la base d'une projection des dépenses de l'AI en 2008. Ces prévisions comportent une certaine marge d'erreur, de sorte que la neutralité budgétaire visée pour l'AI ne peut être garantie pleinement aujourd'hui.
GE	Voir réponse à la question 6.
JU	Pas de remarques.
ch gemeinden	Keine Bemerkungen.
SSV	Keine Bemerkungen.
SAB	Keine Bemerkungen.
FDP	Keine Bemerkungen.
CVP	Die CVP ist mit der Festlegung des Bundesanteils der IV einverstanden.
SVP	Keine Bemerkungen.
SP	Der Berechnungsmodus, der zu den 37.62% führt, ist nachvollziehbar. Hingegen ist die SP der Meinung, dass der Bundesbeitrag auf Grund von aktuelleren Zahlen, die zum spätestmöglichen Zeitpunkt vor der NFA-Umsetzung vorliegen, berechnet werden sollte und nicht auf Grund der heute hochgerechneten Zahlen des Finanzplans 2008. Auf jeden Fall muss sichergestellt werden, dass die Senkung des Bundesbeitrages von heute 50 % nicht zu einer weiteren Verschuldung der IV führt.
LPS	Le PLS soutient les méthodes proposées pour définir la part de la Confédération à l'AVS et à l'AI. Restera à établir, dans le bilan global, l'effet de l'évolution des charges dynamiques sur les finances cantonales.
EVP	Keine Bemerkungen.
economiesuisse	Approbation. Le principe de neutralité budgétaire semble respecté et il n'y a pas lieu de penser à un transfert de charges sur les prélèvements salariaux de l'AI. En effet, il ne serait pas acceptable qu'une diminution de la part totale de financement des collectivités publiques entraîne une hausse future des prélèvements salariaux en faveur de l'AI.
Arbeitgeber	Antrag: Die Berechnungsart zur Festlegung des künftigen Bundesanteils der IV ist nochmals zu überprüfen. Bei dynamischer Betrachtung und mit der Belastung durch die Übergangsregelung für die IV nimmt die Verschuldungstendenz der IV ohnehin zu. Der Grundsatz der Haushaltneutralität sollte auch für den AHV- und den IV-Haushalt sowie für den AHV-Ausgleichsfonds soweit als möglich langfristig gewährleistet sein.

	Bei der IV entfällt mit der Verschiebung der Bau- und Betriebsbeiträge an Wohnheime, Werkstätten und Tagesstätten sowie der Sonderschulung ein grosser Kostenblock von 2'484 Mio. Fr. im Jahre 2008. Gleichzeitig fällt 2008 auch der substantielle Beitragsanteil der Kantone von 12,5 % bzw. 1'556 Mio. Fr. an die IV-Ausgaben weg. Gemäss der vorliegenden statischen Berechnungsart soll der Bundesanteil von bisher 37,5 % auf 37,62 % erhöht werden. Damit senkt sich die Kostenbeteiligung der öffentlichen Hand an der künftigen IV-Finanzierung der IV und bei neuen Projekten (z.B. Projekt «Assistenzbudget») erheblich. Dies liegt zum einen daran, dass Bund und Kantone den Haushaltsausgleich nur untereinander abwickeln und an ihrem gemeinsamen bisherigen Aufwandanteil von 50 % an den IV-Ausgaben bemessen. Es liegt zum anderen am Verrechnungsmodus, der eine Aufwandsreduktion mit einer Beitragsreduktion bei der IV verrechnet. So kommt es, dass der Bund den IV-Rechnungsüberschuss von 919 Mio. Fr. (= 2'484-1'556 Mio. Fr.) neu bei seinen bisherigen Beiträgen von 4'695 Mio. Fr. in Abzug bringen will. Daraus ergibt sich dann der vorgeschlagene neue Bundesbeitrag von 37,62 % an den nach NFA reduzierten IV-Aufwand. Dabei wird nicht nur vernachlässigt, dass ein positiver Rechnungssaldo der IV durchaus erwünscht und für unseren Verband mit ein Grund für die ursprüngliche Zustimmung zum NFA war, sondern es wird auch übersehen, dass dem Transfervolumen zu den Kantonen von 2'484 Mio. Fr. bzw. ca. 20 Prozent des gesamten IV-Aufwandes nur ein Anteil von ca. 20 Prozent des entfallenden kantonalen Beitragsvolumens von 1'556 an die IV entspricht. Die anderen ca. 80 Prozent, das heisst rund 1210 Mio. Fr., dienen gemäss Vorlage nun der Verrechnung zwischen Bund und Kantonen. Zu tragen hat den Ausfall aber eigentlich der verbleibende IV-Haushalt. Der so resultierende Bundesanteil von nur noch 37,62 % an die individuellen Leistungen der IV - was immer das dann sein wird - beruht darauf, dass einerseits die ganzen 919 Mio. Rechnungsüberschuss der IV aus dem beschlossenen Verrechnungsverfahren ausschliesslich vom Bund vereinnahmt werden und andererseits der ganze entfallende Beitragsanteil der Kantone von rund 1'210 Mio. Fr. dem IV-Haushalt angelastet werden. Würde a) der Verrechnungssaldo von 919 Mio. Fr. gemäss dem bisherigen Beitragsanteil des Bundes und der Kantone von 50 % im vorgeschlagenen Verrechnungsmodus halbiert und andererseits b) der anteilmässige Ausfall der Kantonsbeiträge von ca. 1'210 Mio. Fr. an die verbleibenden kollektiven IV-Ausgaben im Sinne der Haushaltneutralität für die AHV- und IV-Haushalte berücksichtigt, reduzierte sich der Beitrag der öffentlichen Hand bzw. des Bundes an die künftige IV nicht um ganze 10,38 %. Die in Art. 38 IVG vorgeschlagene Reduktion des IV-Beitrages der öffentlichen Hand bzw. des Bundes von bisher 50 auf neu 37,62 Prozent kommt einem verdeckten Rückzug der öffentlichen Hand aus der IV-Finanzierung gleich. Dies erhöht den Druck auf Beitragszahler und den AHV-Ausgleichsfonds und ist deshalb zu korrigieren.
SBV	Keine Bemerkungen.
SGV	L'USAM accepte le calcul proposé car il n'y pas lieu de penser à un transfert de charges sur les prélèvements salariaux de l'AI.
SGB	Keine Bemerkungen.
KV Schweiz	Keine Bemerkungen.
Wthur	Keine Bemerkungen.
StZH	Keine Bemerkungen.
CP	Pas de remarques.
IG Umsetzung	Die Festlegung eines Bundesanteils von neu 37.62% erweist sich als kostenneutral, was den Vorgaben der NFA grundsätzlich entspricht. Den Beitrag der öffentlichen Hand von 50% auf 37.62% zu sinken, erhöht tendenziell nochmals den finanziellen Druck auf die arg gebeutelte IV. Die Berechnung basiert auf Schätzgrössen für das Jahr 2008, und zwar sowohl hinsichtlich der Gesamtausgaben der IV als auch bezgl. der Ausgaben für jene Leistungen, welche im

	Rahmen der NFA kantonalisiert werden. Wie diese Schätzungen vorgenommen worden sind, entzieht sich unserer Kenntnis. Hier wäre vermehrte Transparenz angezeigt. Beispiele: - Zunahme der Gesamtausgaben der IV im Jahr 2008 um weniger als 1% realistisch? - Wie berechnen sich die Kosten von 2484 Mio. Franken für die mit der NFA wegfallenden Kosten im Einzelnen? Es ist völlig unklar, inwiefern die Vernehmlassung in diesem Punkt noch zu einer anderen Lösung führen soll, nachdem das Parlament soeben im zweiten Paket (NFA-Ausführungsgesetzgebung) beschlossen hat, den Beitragssatz von 37.62% in den Art. 78 Abs. 1 IVG aufzunehmen. "Scheinvernehmlassung"?
FDK	Keine Bemerkungen.
ZWK	Keine Bemerkungen.
ZTV	Keine Bemerkungen.
FER	Approbation.
TCS	Pas de remarques.

2.6 Problèmes liés à la transition, notamment dans le domaine de l'AI

(questions 8 et 9 posées aux participants)

8. Avez-vous des remarques sur les mesures proposées pour résoudre les problèmes transitoires dans le cas de l'AI?
9. Avez-vous des remarques concernant les contributions que la Confédération devra verser a posteriori au titre de la réduction des primes d'assurance-maladie, de la vulgarisation agricole et des aides à la formation?

La CdC constate que les cantons sont prêts à assumer leur part légale d'un huitième au financement de tous les engagements de l'AI accumulés jusqu'au passage à la RPT, y compris leur participation au financement des arriérés de rentes et des autres postes à délimiter. Les cantons exigent toutefois qu'en contrepartie, les recettes fiscales de l'impôt fédéral direct soit délimitée par période fiscale, selon les mêmes principes. En outre, la CdC propose, pour l'assainissement de l'AI, de rechercher des solutions indépendamment du projet de RPT. Par ailleurs, la CdC, la CDF et les cantons individuellement rejettent tant une solution de prêt non rémunéré à l'AI que la prise en compte dans le bilan global de la RPT des charges d'intérêts. Ils exigent en outre un contrôle externe du calcul des contributions devant être versées a posteriori à l'AI.

Le PS et l'UDC, ainsi que l'Union syndicale suisse, exigent expressément une indemnisation de l'AI, l'UDC demandant de surcroît une participation proportionnelle des cantons à la couverture des dettes de l'AI ainsi que le respect par la Confédération, dans sa pratique comptable, du principe de la délimitation dans le temps (y c. pour les fonds des assurances

sociales). Le PDC enfin propose de ne pas utiliser la clé de répartition du financement de l'AI par les cantons datant de 2005, mais de se baser déjà sur le nouvel indice des ressources.

De l'avis des cantons, il faudra soigneusement régler les *problèmes liés à la transition dans chaque domaine concerné*. La CdC critique notamment, en se basant sur l'exemple de la mensuration officielle, le moratoire de fait sur les dépenses proposé par la Confédération.

Tableau 8 Propositions sur les mesures visant à résoudre les problèmes de transition liés à l'AI

Participant	Proposition
KdK	Für die Abgrenzung von Aufwänden und Erträgen werden unterschiedliche Grundsätze angewendet. Bei gleicher Behandlung, wie sie für die nachschüssigen Zahlungen und die abzugrenzenden Positionen der IV vorgeschlagen wird, müssten auch bei der direkten Bundessteuer die Erträge für die Steuerjahre vor 2008 periodengerecht abgegrenzt werden, was zur Folge hätte, dass der Anspruch der Kantone auf 30 Prozent der Steuererträge für die Jahre vor 2008 unabhängig vom Zeitpunkt der Bezahlung der Steuerrechnungen bestehen bliebe. Die Kantone sind sich bewusst, dass diese Problematik im bisherigen Projektverlauf nie thematisiert wurde und eine konsequente periodengerechte Abgrenzung der direkten Bundessteuer für den Bund beim Übergang zur NFA mit einer zusätzlichen Doppelbelastung von rund 2 Milliarden Franken verbunden wäre. Trotzdem sind die Kantone bereit, ihren gesetzlichen Anteil von einem Achtel an allen bis zum Übergang zur NFA auflaufenden Verpflichtungen der IV einschliesslich ihres Anteils an den Rentennachzahlungen und den übrigen abzugrenzenden Aufwandpositionen zu übernehmen. --> Antrag: Die Kantone verlangen aber, dass im Gegenzug auch die Erträge der direkten Bundessteuer nach den gleichen Grundsätzen periodengerecht abgegrenzt werden. Konkret heisst dies, dass den Kantonen von allen ab 1. Januar 2008 eingehenden Steuern für die Steuerjahre 2006 und früher noch 30 statt 17 Prozent zustehen. Dies entspricht der vorgeschlagenen Lösung bei den Rentennachzahlungen und den übrigen abzugrenzenden Positionen bei den individuellen Leistungen der IV. Die Berechnungen sind noch durch eine externe Stelle zu überprüfen. Bezüglich der verbleibenden Nettobelastung der IV weisen die Kantone nochmals darauf hin, dass es sich dabei nicht um ein Problem der NFA handelt, weil bereits heute nachschüssige Verpflichtungen bestehen, die bei einer periodengerechten Abgrenzung nach dem "accrual"-Prinzip in der Rechnung ausgewiesen werden müssten. --> Antrag: Für die Sanierung der IV müssen deshalb Lösungen ausserhalb der NFA-Vorlage gesucht werden. In diesem Zusammenhang weist die KdK noch darauf hin, dass dank der mit der NFA erfolgenden Aufgabenentflechtung die IV zu 5/8 statt wie bisher nur zu 4/8 vom Erfolg der bereits eingeleiteten und allenfalls noch zu beschliessenden Massnahmen zur Reduktion der Ausgaben der Versicherung profitieren wird.
ZH	Nachschüssige Kantonsbeiträge an IV-Leistungen: Die vorgeschlagene Mitfinanzierung der nachschüssigen IV-Zahlungen 2008 an die Heime und weitere Institutionen für 2007 wird befürwortet. Eine Mitfinanzierung der Nachzahlungen für individuelle Massnahmen wird im Sinne eines Entgegenkommens akzeptiert. Allerdings soll eine neutrale Revisionsstelle die Höhe der geltend gemachten nachschüssigen Zahlungen und Nachzahlungen auf ihre Zuverlässigkeit und Angemessenheit überprüfen. Unbefristetes, unverzinsliches Darlehen der Kantone an die IV:

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	Die Forderung, den Kantonen in der Globalbilanz Zinersparnisse anzurechnen oder nach einem unbefristeten, zinslosen Darlehen der Kantone an die IV - faktisch ein à-fonds-perdu-Beitrag an die IV - wird abgelehnt. Die Begründung ist inhaltlich analog jener der FDK.
BE	Der Kanton Bern schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
LU	Der Kanton Luzern schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
UR	Der Kanton Uri schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
SZ	Der Kanton Schwyz schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
OW	Ablehnung. Die Lösung weicht in einem einzigen Teilbereich von der konsequenten Stich-tagsbetrachtung und die Kantone sollen zusätzliche Leistungen nach altem Recht erbrin-gen. Wie die Vernehmlassung der KdK richtig darlegt, stimmt die Betrachtung des Bun-des nicht. Deswegen: Ablehnung oder aber es sind die gleichen Grundsätze bei der Ab-grenzung der Erträge der direkten Bundessteuern anzuwenden, d.h. den Kantonen sind für die nach dem 1. Januar 2008 eingegangenen Zahlungen für Steuern der Jahre 2006 und früher noch 30 statt 17 Prozent anzurechnen.
NW	1. Zu den nachschüssigen Kantonsbeiträgen an IV-Leistungen: Die vorgeschlagene Mitfinanzierung der nachschüssigen IV-Zahlungen 2008 an die Hei-me und weitere Institutionen für 2007 wird befürwortet. Eine Mitfinanzierung der Nachzahlungen für individuelle Massnahmen wird im Sinne ei-nes Entgegenkommens - trotz bisher fehlender Rechtsgrundlage - akzeptiert. Eine neutrale Revisionsstelle soll die Höhe der geltend gemachten nachschüssigen Zah-lungen und Nachzahlungen auf ihre Zuverlässigkeit und Angemessenheit überprüfen. 2. Zum unbefristeten, unverzinslichen Darlehen der Kantone an die IV: Ein solches Darlehen der Kantone wird abgelehnt; es käme faktisch einem à-fonds-perdu-Beitrag an die IV gleich. Begründung: inhaltlich analog jener der FDK.
GL	Die Kantone weisen darauf hin, dass bei der Einführung der NFA für die Abgrenzung von Aufwänden und Erträgen unterschiedliche Grundsätze angewendet werden. Bei gleicher Behandlung, wie sie für nachschüssige Zahlungen und die abzugrenzenden Positionen der IV vorgeschlagen werden, müssten bei der Direkten Bundessteuer die Erträge für die Steuerjahre vor 2008 periodengerecht abgegrenzt werden, was zur Folge hätte, dass der Anspruch der Kantone auf 30 Prozent der Steuererträge für die Jahre vor 2008 unabhän-gig vom Zeitpunkt der Bezahlung der Steuerrechnungen bestehen bliebe. Die Kantone sind sich bewusst, dass diese Problematik im bisherigen Projektverlauf nie thematisiert wurde und eine konsequente periodengerechte Abgrenzung der direkten Bundessteuer für den Bund beim Übergang zur NFA mit einer zusätzlichen Doppelbelastung von rund 2 Milliarden Franken verbunden wäre. Trotzdem sind die Kantone bereit die vorgeschlagene Mitfinanzierung der nachschüssi-gen IV-Zahlungen mit einem geschätzten Kantonsanteil von 245 Millionen Franken zu akzeptieren, weil es sich dabei um nach altem Recht entstandene Verpflichtungen der IV handelt, die nach altem Schlüssel zu finanzieren sind. Die Mehrheit der Kantone ist auch bereit, die Mitfinanzierung der abzugrenzenden Positi-onen bei den individuellen Massnahmen mit einem Achtel oder 175 Millionen Franken zu akzeptieren. Damit beteiligen sich die Kantone mit ihrem heutigen gesetzlichen Anteil von einem Achtel an sämtlichen, zum Zeitpunkt der Einführung der NFA bestehenden effekti-ven und latenten Verpflichtungen der IV. Die Berechnungen dieser beiden Positionen sind noch durch eine externe Stelle zu über-prüfen (Vgl. Antwort 10). Bezüglich der verbleibenden Nettobelastung der IV weisen die Kantone darauf hin, dass es sich dabei nicht um ein Problem der NFA handelt, weil bereits heute nachschüssige

	Verpflichtungen bestehen, die bei einer periodengerechten Rechnungslegung ausgewiesen werden müssten. Mit der Einführung der NFA werden diese Verpflichtungen offen gelegt. Für die Sanierung der IV müssen deshalb Lösungen ausserhalb der NFA-Vorlage gesucht werden. Dabei kann noch darauf hingewiesen werden, dass dank der mit der NFA erfolgenden Aufgabenentflechtung die IV zu 5/8 statt wie bisher nur zu 4/8 vom Erfolg der bereits eingeleiteten und allenfalls noch zu beschliessenden Massnahmen zur Reduktion der Ausgaben der Versicherung profitieren wird. Die Kantone sehen diesbezüglich keinen weiteren Handlungsspielraum: Mit der Bereitschaft, ihren Anteil von einem Achtel sowohl an den nachschüssigen Verpflichtungen als auch an den Rentennachzahlungen und den übrigen abzugrenzenden Positionen zu übernehmen, erfüllen sie ihre gesetzliche Mitfinanzierungspflicht bezüglich sämtlicher, zum Zeitpunkt der Einführung der NFA bestehenden Verpflichtungen der IV. Zudem gilt es zu berücksichtigen, dass die Kantone darauf verzichten, eine periodengerechte Abgrenzung auch bei der direkten Bundessteuer zu verlangen. Die Kantone lehnen deshalb sowohl die diskutierte Darlehenslösung als auch eine Berücksichtigung von Zinsen in der Globalbilanz.
ZG	Zu den nachschüssigen Kantonsbeiträgen an IV-Leistungen: Der Kanton Zug kann sich - im Sinne eines Entgegenkommens - mit einer Mitbeteiligung der Kantone an den nachschüssigen IV-Zahlungen an Heime und Institutionen einverstanden erklären; dies insofern, als diese Lösung materiell den Grundsätzen zur Lösung der Übergangsprobleme der NFA in andern Aufgabenbereichen entspricht. Zug stellt allerdings den Antrag, die Höhe der geltend gemachten nachschüssigen Zahlungen und Nachzahlungen sei auf ihre Zuverlässigkeit und Angemessenheit durch eine neutrale Revisionsstelle zu überprüfen. Zum unbefristeten, unverzinslichen Darlehen der Kantone an die IV: Anträge: Verzicht auf eine zu Lasten der Kantone erfolgende Anrechnung der Zinssparnisse in der Globalbilanz und Verzicht auf ein unbefristetes, zinsloses Darlehen der Kantone an die IV (faktisch ein à-fonds-perdu-Beitrag an die IV). Begründung: Im NFA-Projekt wurden bisher Zinssparnisse und -kosten zusammen mit der Bilanz der Zahlungsflüsse nicht thematisiert und nicht als zu lösendes Problem definiert. Eine besondere, isolierte Beurteilung der IV-Zahlungsströme wird darum abgelehnt. Denn auch der Zahlungsstrom der direkten Bundessteuern wurde nicht thematisiert. Eine periodengerechte Abgrenzung nach dem Fälligkeitsprinzip (accrual) würde verlangen, dass die Kantone weiterhin 30% der Erträge der direkten Bundessteuer, deren Bemessungsperiode vor 2008 (allenfalls 2009) liegt, erhalten würden, unabhängig davon, wann die Zahlungen tatsächlich erfolgen.
FR	Le Conseil d'Etat admet que les cantons doivent participer à hauteur de leur part légale actuelle, soit 12,5 %, au financement des contributions a posteriori relatives aux prestations collectives AI. Il ne conteste pas non plus la participation des cantons au financement des arriérés de rentes et autres postes à délimiter, tout en soulignant qu'aucune base légale actuelle n'exige une telle participation. En d'autres termes, le canton de Fribourg admet les principes de répartition des charges résumés dans les tableaux 14 (p. 54) et 15 (p. 56) du Rapport final. Il est conscient du fait que les montants indiqués dans ces tableaux (245 millions pour les prestations collectives, 175 millions pour les arriérés de rentes et autres postes à délimiter) sont issus d'estimations provisoires, qui doivent encore être vérifiées par un organe externe indépendant. Le Conseil d'Etat refuse en revanche d'entrer en matière sur un éventuel dédommagement de la Confédération et de l'AI pour les prétendues charges d'intérêts qu'elles auraient à supporter en raison des mouvements de liquidités intervenant dans la période transitoire (cf. 3ème paragraphe de la section 1.2.7.3.1). Il rappelle à cet égard que les institutions et certains cantons ont par le passé été confrontés à d'importants problèmes de liquidités dus aux retards de paiement de l'AI et qu'ils n'ont jamais eu droit au moindre dédommagement. Dans le domaine des institutions AI, durant de nombreuses années,

	les retards des services fédéraux ont pénalisé les cantons, les communes et les institutions. Le Conseil d'Etat s'oppose également à l'attribution par les cantons de prêts non rémunérés de durée indéterminées à l'AI, pour un montant total estimé dans le Rapport final à 806 millions de francs. Par extension, il refuse toute participation au financement de la charge d'intérêts de 20 millions à laquelle l'AI devra faire face en raison de la hausse de sa dette envers le fonds AVS (cf. 3ème paragraphe de la section 1.2.7.3, p. 54). Comme la CdC le signale dans sa prise de position, les problèmes financiers de l'AI ne sont pas dus spécifiquement à la RPT et qu'ils doivent être résolus en dehors de cette dernière. Nous constatons que les prêts sans intérêt figurent toujours dans le tableau 16, ce qui est contraire aux explications données dans la section 1.2.7.3.6, selon lesquelles les représentants des cantons au sein du Conseil de direction politique ont refusé ces prêts. Les montants en question doivent être retirés du tableau 16 et la section 1.2.7.5 doit être corrigée en conséquence. Nous demandons de plus qu'un traitement véritablement analogue soit réservé aux problèmes transitoires survenant dans les domaines de l'AI et de l'IFD, présentant d'importantes similitudes d'un point de vue économique. Cela signifie concrètement que les cantons doivent se voir garantir 30 %, et non 17 %, des impôts perçus à partir du premier janvier 2008 pour les années fiscales 2007 et précédentes. Cette proposition va plus loin que celle de la CdC, qui demande que 30 % de l'IFD revienne aux cantons pour les années fiscales 2006 et précédentes.
SO	Der Kanton Solothurn schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
BS	Basel-Stadt schliesst sich hier der Stellungnahme der KdK an.
BL	Bei dieser Frage schliesst sich der Kanton Basel-Landschaft der Stellungnahme der KdK an. Zusätzlicher Antrag: Auf eine zu Lasten der Kantone erfolgende Anrechnung der Zinssparnisse in der Globalbilanz und auf ein unbefristetes, zinsloses Darlehen der Kantone an die IV (faktisch ein à-fonds-perdu-Beitrag an die IV) ist zu verzichten. Begründung: inhaltlich analog jener der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug).
SH	Der Kanton Schaffhausen schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
AR	Der Kanton Appenzell Ausserrhoden schliesst sich integral der Stellungnahme der KdK (Mehrheitsbeschlüsse) an.
AI	Der Kanton Appenzell Innerrhoden schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
SG	Der Kanton St. Gallen schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
GR	Die Kantone sind bereit, ihren Anteil an den nachschüssigen Verpflichtungen der IV im Bereich der kollektiven Leistungen sowie an den Rentennachzahlungen vollumfänglich zu übernehmen. Diese Kostenübernahme erfolgt in der Erwartung, dass der Bund seinerseits die Erträge der direkten Bundessteuer auf Ende des Steuerjahres 2006 ebenfalls periodengerecht abgrenzt. Weiter gehende Kantonsleistungen an die IV werden im Rahmen der NFA-Vorlage entschieden abgelehnt. Die Kantone haben bislang die IV-Beiträge an die kollektiven Einrichtungen bevorschusst oder die Zinskosten getragen. Diese Leistung darf den Kantonen nicht angelastet werden. Die verbleibende Nettobelastung der IV stellt sodann nicht ein Problem der NFA dar. Sie ist die Folge der nicht periodengerechten Bezahlung und Abgrenzung der IV-Leistungen. Für die Sanierung der IV müssen deshalb Lösungen ausserhalb der NFA-Vorlage gesucht werden.
TG	Der Kanton Thurgau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TI	Hier schliesst sich der Kanton Tessin den Stellungnahmen der KdK und der FDK an. Da verschiedene Kantone (wie auch der Kanton Tessin) weder im Politischen Steuerungsorgan NFA noch in der zuständigen Projektgruppe vertreten sind, beantragt der

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	Kanton Tessin, dass bezüglich der Übergangsprobleme bei der IV alle Kantone an der Entscheidungsfindung beteiligt werden.
VD	Par rapport à la prise de position de la CdC, la seule divergence tient au financement des arriérés des rentes individuelles. Sur ce point, le Canton de Vaud n'est pas d'accord de contribuer au financement de créances latentes. En revanche, il accepterait de le faire pour les rentes individuelles effectivement dues. La contribution des cantons devra figurer dans le 3ème Message RPT. Le Conseil d'Etat vaudois considère que les problèmes transitoires de l'AI et de l'IFD doivent absolument être réglés de manière symétrique. En conséquence, le Canton de Vaud demande, comme le fait la Conférence des chefs des départements des finances (CDF), que 30% et non 17% de la recette fiscale de l'IFD 2007 soient versés aux cantons, même si ce montant est payé en 2008. Cette différence de 13% est de l'ordre de CHF 2 mrd, somme équivalente aux effets des problèmes transitoires dans l'AI. Le Canton de Vaud précise également que ce problème n'existerait pas si la Confédération comptabilisait en fonction du principe d'échéance et non du principe de caisse comme aujourd'hui.
VS	Le canton du Valais peut admettre une participation au financement des paiements différés de l'AI dans le domaine institutionnel (financement a posteriori des prestations collectives selon droit en vigueur, soit pour le canton du Valais 1.61% de 1/8 de 245 millions). Concernant la participation au financement d'arriérés de rentes et autres prestations individuelles pour laquelle il n'existe pour l'heure pas de base légale, le Conseil d'Etat s'étonne de la volonté d'appliquer des principes différents pour la délimitation des charges et des revenus. Il se rallie ainsi à la position de la Conférence des gouvernements cantonaux selon laquelle les cantons sont disposés à assumer leur part légale d'un huitième à tous les engagements courant de l'AI jusqu'au passage à la RPT, y compris leur part au versement de rentes (soit pour le canton du Valais 1.61% de 1/8 de 175 mios) pour autant que les produits de l'impôt fédéral direct soient délimités par période d'après les mêmes principes. Le canton du Valais est en revanche fortement opposé à l'octroi d'un prêt non rémunéré de durée indéterminée des cantons à l'AI (soit pour le canton du Valais 1.61% de 806 mios, à savoir 13 mios environ) servant au financement de la charge nette subsistante de l'AI et à la prise en compte dans le bilan global de la RPT des charges d'intérêts « économisés » par les cantons suite au changement des principes comptables induits par le passage à la RPT. L'assainissement de l'AI doit être menée indépendamment de la RPT.
NE	Cf. Point 2 "Problèmes liés à la transition" sous "Remarques générales".
GE	Dans les grandes lignes, le canton de Genève se rallie à la prise de position de la CdC. Par ailleurs, afin d'assurer la symétrie souhaitée entre les problèmes transitoires de l'AI et ceux de l'IFD, le canton de Genève demande que 30% et non 17% de la recette fiscale de l'IFD 2007 soit versés aux cantons, même si ce montant est payé en 2008.
JU	Le canton du Jura - ne conteste pas la participation des cantons au financement des prestations collectives à hauteur de leur part légale, soit 12,5 %, correspondant à un montant de CHF 245 mios (1,5 mio pour le Canton du Jura); - n'est en revanche pas d'accord avec l'argumentation censée justifier la participation des cantons au financement des rentes individuelles à hauteur de 12,5 %, correspondant à un montant de CHF 175 mios (1,0 mio pour le Canton du Jura). En effet, il s'agit d'une charge a priori non monétaire puisqu'elle découle du passage du système de comptabilisation selon le principe de caisse au système selon le principe d'échéance. Cette opération n'implique pas de flux de trésorerie; - adhère à la position des représentants des cantons au sein du Conseil de direction politique de ne pas entrer en matière sur l'octroi d'un prêt de CHF 806 mios à l'AI pour couvrir

	la charge nette résiduelle de cette opération; - ne peut pas accepter que les charges d'intérêts économisées par les institutions subventionnées en raison du paiement des arriérés soient intégrés dans le bilan global. En effet, ces économies sont en fait compensées par les charges d'intérêts payées sur les dettes qui ont été contractées en raison du décalage entre le moment où les factures sont payées par les institutions et le moment où la subvention de l'AI est versée. Par ailleurs, le canton du Jura fait les propositions suivantes: 1. Comme le fait la Conférence des chefs des départements des finances (CDF), le canton du Jura considère que les problèmes transitoires de l'AI et de l'IFD doivent absolument être réglés de manière symétrique. En conséquence, le canton du Jura demande que 30% et non 17% de la recette fiscale de l'IFD 2007 soient versés aux cantons, même si ce montant est payé en 2008. 2. En matière d'impôt anticipé, la transition entre le mécanisme actuel de répartition du produit de cet impôt et le nouveau régime RPT constitue une problématique totalement identique à celle de l'IFD. 3. Par conséquent, un rapport doit être établi sur l'ensemble des flux financiers touchés par la RPT. Il doit démontrer ou proposer des mesures afin d'appliquer dans tous les cas les mêmes principes et les mêmes règles. Il doit finalement aussi apporter la certitude que la perte des suppléments péréquatifs des parts aux bénéfices BNS sera compensée en 2008 par le système de péréquation des ressources, évitant des cumuls d'avantages ou de désavantages entre les cantons lors de l'année de transition.
ch gemeinden	Zustimmung. Für die Sanierung der IV müssen Lösungen ausserhalb der NFA-Vorlage gesucht und gefunden werden.
SSV	Keine Bemerkungen.
SAB	Keine Bemerkungen.
FDP	Keine Bemerkungen.
CVP	Antrag: Die CVP beantragt, dass nicht der Finanzierungsschlüssel der Beiträge der Kantone an die IV von 2005 verwendet wird, sondern bereits der neue Ressourcenindex die Grundlage bildet. Der bisherige Index der Finanzkraft wird wegen dessen Mängel durch den Ressourcenindex ersetzt. Die bisherigen Mängel sollen nicht nochmals einfließen.
SVP	Anträge: 1. Die SVP verlangt, dass sich die Kantone anteilmässig an den IV-Schulden beteiligen, da sie ebenfalls eine Mitverantwortung für das IV-Debakel tragen. Erst nachdem die Altlasten anteilmässig übernommen wurden, sollen die Kantone aus der Verantwortung bei der IV entlassen werden. 2. Die SVP lehnt eine Zusatzbelastung der IV in der Höhe von 1'506 Millionen Franken (statt den angegebenen 806 Millionen Franken) ab und verlangt eine kostenneutrale Regelung für dieses sich ohnehin schon in grossen Finanzierungsproblemen befindliche Sozialwerk. Ausserdem fordert die SVP, dass der Bund nicht nur im Bundeshaushalt, sondern auch in den Sozialversicherungsfonds zu einer periodengerechten Buchhaltungspraxis übergeht, um die Kostenfolgen für die Sozialversicherungen transparent darzustellen. Im Zuge der Einführung des neuen Rechnungslegungsmodells (NRM) beim Bund stellt sich ausserdem die Frage, warum das NRM nicht auch für die Sozialwerke eingeführt werden muss. Begründungen: - zu Antrag 1: Die bestehenden Altlasten der IV, an welchen auch die Kantone eine Mitverantwortung tragen, werden vollständig ausgeklammert. Die Kantone haben bisher zwar ihren gesetzlich festgeschriebenen Anteil bezahlt, allerdings haben sie in den letzten 15 Jahren mit dem Abschieben von zahlreichen Sozialfällen in die IV eine massgebliche Mitschuld am IV-Debakel zu tragen. Daher ist es nicht tragbar, wenn sich die Kantone

	ohne Partizipation aus der Verantwortung stehen. Ende 2007 dürfte der Schuldenstand der IV ca. 11.5 Milliarden Franken betragen. Bisher war der Finanzierungsanteil der Kantone 12.5%. Die Kantone müssten daher rund 2 Milliarden Franken an die IV-Altlasten zahlen. - zu Antrag 2: Bei der Aufschlüsselung der Übergangskosten für die IV bestehen grosse Fragezeichen an der Aufstellung im Bericht. Neben der einmaligen ausgewiesenen Zusatzbelastung der IV von 806 Millionen Franken stellt sich die Frage, ob in Tabelle 13 auf S. 51 des Berichts nicht 700 Millionen an Zusatzbelastungen für den IV-Fonds ausblendet werden. Auch der auf S. 52 aufgeführte Erklärungsversuch, wonach die IV bis auf weiteres keine periodengerechte Abgrenzung vornimmt, vermag aus sachlicher Sicht nicht zu überzeugen, da die 700 Millionen Franken Mehrbelastung offensichtlich nirgends verbucht werden.
SP	Die SP lehnt es ab, dass die IV mit 50 Prozent der nachschüssigen IV-Zahlungen belastet wird. Falls die Kantone beim nachschüssigen Zahlungsmodus verbleiben, entfallen für sie im ersten Jahr nach Einführung der NFA 806 Mio. Fr. Zahlungen an die Institutionen. Die Kantone erfahren in diesem Umfang einen Liquiditätsgewinn. Die SP beantragt, dass der auf diesem Betrag erzielte Zinsgewinn der Kantone von 40 Mio. Fr. p.a. über die Globalbilanz ausgeglichen wird - der vertikale Ressourcenausgleich verringert sich um diesen Betrag - und der Bund der IV diesen Betrag jährlich vergütet. Mit dem Vorschlag, dass der Bund seinen Beitrag an die nachschüssigen IV-Zahlungen aus der Sonderrechnung à-fonds-perdu bezahlen soll, ist die SP einverstanden.
LPS	Le PLS ne peut pas soutenir le montage financier destiné à résoudre les problèmes transitoires de l'AI et relève que cette question n'avait jamais été évoquée auparavant. En particulier il s'oppose à l'idée, pour le moins iconoclaste, de contraindre les cantons à prêter à l'AI une somme des 806 millions de francs. On comprend mal les raisons objectives qui justifieraient que les cantons assument "gratuitement et indéfiniment" le financement de la charge nette subsistante de l'AI après la répartition des charges. Le PLS opterait pour une répartition conforme aux dispositions actuelles, à savoir trois quarts assumés par la Confédération et un quart par les cantons.
EVP	Antrag: Es soll am Grundsatz festgehalten werden, dass die nachschüssigen Zahlungen der IV nach altem Recht zu finanzieren sind, also gemeinsam durch Bund und Kantone. Das Liquiditätsmanagement im Zusammengang mit der Nettobelastung der IV soll jedoch ausschliesslich Sache des Bundes sein.
economiesuisse	Pas d'objection à la solution proposée. Le désenchevêtrement des tâches conduit temporairement à d'importantes doubles charges financières, notamment en raison de systèmes de contributions à posteriori. Afin que l'AI puisse respecter ses engagements financiers hérités de l'ancien système sans augmenter outre mesure son endettement déjà considérable, economiesuisse n'a pas d'objection à la solution proposée, à savoir l'application de l'ancienne clé de répartition du financement de l'AI. Les importantes doubles charges temporaires de 2008 ne mettent pas durablement en péril l'objectif de neutralité budgétaire.
Arbeitgeber	Bei der gewählten Methode der periodengerechten Aufwanderfassung und Verrechnung wird der Ausgleichsfonds der AHV zusätzlich massiv mehr belastet. Die hier gewählte Regelung des Übergangsproblems (Frage 8) ist aus unserer Sicht nicht ganz nachzuvollziehen. Angesichts seiner bekannten Unterdeckung ist zu hoffen, dass sich der Aufwand für den AHV-Fonds im Rahmen der Überprüfungen noch reduziert und der Aufteilungsschlüssel nebst der Haushaltneutralität für Bund und Kantone auch diejenige für die Sozialversicherungshaushalte und den AHV-Ausgleichsfonds beachtet. Anhand des Kommentars S. 26 ff. zur Globalbilanz lässt sich nicht feststellen, ob und wie der Grundsatz der Haushaltneutralität für den AHV- und IV-Haushalt sowie den AHV-Ausgleichsfonds, der in den Referenzjahren Milliardenbeträge zu den IV-Ausgaben beige-

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	tragen hat, in den erwähnten Modellen mitberücksichtigt wurde. Insbesondere zwei unserer kantonalen Mitgliedverbände (AG, VD) verlangen zudem eine nochmalige Überprüfung der Berechnungen inkl. Spitalfinanzierung (Frage 5) aus kantonalen Sicht. Bei der ersten Vernehmlassung zum NFA haben wir schon dem Grundsatz zugestimmt, dass die Kantone die kollektiven AHV- und IV-Leistungen übernehmen und dafür von der Beitragspflicht an die individuellen Leistungen befreit werden. Nur kommen wir in der Folge in unserem Kommentar zur Festssetzung des Bundesanteils an die IV-Finanzierung zu anderen Schlüssen.
SBV	Keine Bemerkungen.
SGV	L'USAM n'a pas d'objection à la solution proposée car les importantes doubles charges temporaires de 2008 ne mettent pas durablement en péril l'objectif de neutralité budgétaire. Certaines Unions cantonales de l'USAM sont plus dubitatives. Elles considèrent que c'est à juste titre que les cantons s'opposent à une «solution» qui les obligerait à prêter 806 millions de francs à l'AI, sans aucune garantie de remboursement. Elles soutiennent sur ce point la position des représentants des cantons, qui affirment que les problèmes financiers de l'AI doivent être résolus en dehors de la RPT.
SGB	Sowohl für die kollektiven Leistungen als auch für die Rentenzahlungen erachten wir es als korrekt, dass die noch ausstehenden Zahlungen nach altem Schlüssel aufgeteilt werden. Durch den Systemwechsel entsteht eine Liquiditätsverschiebung von der IV hin zu den Kantonen. Bei der IV entstehen dadurch Zinskosten, die bei den Kantonen als Zinserträge anfallen. Im Sinne der Haushaltsneutralität müsste die IV um diesen Betrag von den Kantonen entschädigt werden. Jedoch müsste der Zinssatz nicht 2,5% sondern 5 % betragen, daher muss auch der auszugleichende Betrag von 20 auf 40 Millionen korrigiert werden.
KV Schweiz	Sowohl bei den kollektiven Leistungen wie auch bei den Rentenzahlungen halten wir es für richtig, dass die noch ausstehenden Zahlungen nach dem bisherigen Schlüssel aufgeteilt werden. Der Systemwechsel führt zu einer Liquiditätsverschiebung, welche - in Form von Zinserträgen - die Kantone begünstigt. Dies müsste im Sinne im Sinne einer Kompensationsleistung der Kantone an die IV berücksichtigt werden.
Wthur	Keine Bemerkungen.
StZH	Keine Bemerkungen.
CP	D'accord avec les cantons qui affirment que les problèmes financiers de l'AI doivent être résolus en dehors de la RPT.
IG Umsetzung	Antrag: Die IG Umsetzung NFA lehnt die vorgeschlagene Lösung ab, sofern sie zu einer zusätzlichen Belastung der IV führt. Sie stellt den Antrag, es sei von den Kantonen und vom Bund ein unverzinsliches und unbefristetes Darlehen zu gewähren, und zwar je zur Hälfte der Höhe der verbleibenden Nettobelastung der IV (d.h: 403 Mio. von der Gesamtheit der Kantone und 403 Mio. vom Bund).
FDK	Die FDK akzeptiert die vorgeschlagene Mitfinanzierung der nachschüssigen IV-Zahlungen mit einem geschätzten Kantonsanteil von 245 Millionen Franken, weil es sich dabei um nach altem Recht entstandene Verpflichtungen der IV handelt, die nach altem Schlüssel zu finanzieren sind. Die FDK akzeptiert auch die vorgeschlagene Mitfinanzierung der abzugrenzenden Verpflichtungen der IV bei den Rentennachzahlungen und den übrigen abzugrenzenden Positionen bei den individuellen Massnahmen mit einem Achtel oder 175 Millionen Franken. Damit beteiligen sich die Kantone mit ihrem heutigen gesetzlichen Anteil von einem Achtel an sämtlichen, zum Zeitpunkt der Einführung der NFA bestehenden effektiven und latenten Verpflichtungen der IV.

	--> Antrag: Die Berechnungen dieser beiden Positionen sind noch durch eine externe Stelle zu überprüfen, damit der Betrag definitiv festgelegt werden kann. Bei der verbleibenden Nettobelastung der IV handelt es sich nicht um ein Problem der NFA, weil bereits heute solche nachschüssigen Verpflichtungen der IV bestehen, die bei einer periodengerechten Rechnungslegung ausgewiesen werden müssten. Mit der Einführung der NFA werden diese Verpflichtungen offen gelegt. Für die Sanierung der IV müssen deshalb Lösungen ausserhalb der NFA-Vorlage gesucht werden. Dabei kann darauf hingewiesen werden, dass dank der mit der NFA erfolgenden Aufgabenentflechtung die IV zu 5/8 statt wie bisher nur zu 4/8 vom Erfolg der bereits eingeleiteten und allenfalls noch zu beschliessenden Massnahmen zur Reduktion der Ausgaben der Versicherung profitieren wird. Die FDK sieht diesbezüglich keinen weiteren Handlungsspielraum: Mit der Bereitschaft, ihren Anteil von einem Achtel sowohl an den nachschüssigen Verpflichtungen als auch an den Rentennachzahlungen und übrigen abzugrenzenden Positionen zu übernehmen, erfüllen die Kantone ihre gesetzliche Mitfinanzierungspflicht bezüglich sämtlicher, zum Zeitpunkt der Einführung der NFA bestehenden Verpflichtungen der IV. Die Kantone lehnen deshalb sowohl die diskutierte Darlehenslösung als auch eine Berücksichtigung von Zinsen in der Globalbilanz ab. --> Antrag: Auf der andern Seite erwartet die FDK, dass bei der direkten Bundessteuer dieselben Prinzipien wie bei den nachschüssigen IV-Beiträgen und den abzugrenzenden Verpflichtungen angewendet werden. Die Kantons- und Bundesanteile an der direkten Bundessteuer sind demnach periodengerecht abzugrenzen. Das heisst, es sind den Kantonen von allen ab 1. Januar eingehenden Steuern für die Steuerjahre 2006 und früher noch 30 statt 17 Prozent zu überlassen. Dies entspricht der vorgeschlagenen Lösung bei den Rentennachzahlungen und den übrigen abzugrenzenden Positionen bei den individuellen Leistungen der IV.
ZWK	Keine Bemerkungen.
ZTV	Keine Bemerkungen.
FER	Pas de remarques.
TCS	Pas de remarques.

Tableau 9 Propositions concernant les contributions que la Confédération devra verser a posteriori au titre de la réduction des primes d'assurance-maladie, de la vulgarisation agricole et des aides à la formation

Participant	Proposition
KdK	Hier handelt es sich um Restzahlungen des Bundes für Beiträge an Aufwendungen früherer Jahre, die von den Kantonen vorfinanziert wurden. Bezüglich der altrechtlichen Verpflichtungen halten die Kantone fest, dass es ein falscher Ansatz ist, wenn der Bund wegen altrechtlicher Verpflichtungen zur Vermeidung einer vorübergehenden Mehrbelastung von bestehenden Leistungsvereinbarungen abweicht. Es wird auf ein Rundschreiben der Eidg. Vermessungsdirektion vom 24. Mai 2006 verwiesen, worin den Kantonen mitgeteilt wird, dass im Jahre 2007 wegen des Übergangs zur NFA keine neuen Vermessungsoperate eröffnet und keine Bundesbeiträge zugesichert werden können. Die für das Jahr 2007 geplanten Vermessungsarbeiten können wegen der zahlreichen Abhängigkeiten nicht einfach um ein Jahr verschoben werden. Der Bund ist daher nicht berechtigt, für Arbeiten, die in einem bestehenden Leistungsauftrag vereinbart wurden, ein Moratorium auszusprechen.
ZH	Der Kanton Zürich hält fest, dass es sich hier um Restzahlungen des Bundes für Beiträge an Aufwendungen früherer Jahre handelt, die von den Kantonen vorfinanziert wurden.

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	Zur Übergangsproblematik ist allgemein anzumerken, dass es nicht angeht, wenn der Bund wegen altrechtlicher Verpflichtungen zur Vermeidung einer vorübergehenden Mehrbelastung keine neuen Verpflichtungen mehr eingeht (z.B. amtliche Vermessung).
BE	Der Kanton Bern schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
LU	Der Kanton Luzern schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
UR	Der Kanton Uri schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
SZ	Der Kanton Schwyz schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
OW	Es gilt festzuhalten, dass es sich hier um Restzahlungen des Bundes für Beiträge an Aufwendungen früherer Jahre handelt, die von den Kantonen vorfinanziert wurden.
NW	Hier handelt es sich um Restzahlungen des Bundes für Beiträge an Aufwendungen früherer Jahre, die von den Kantonen vorfinanziert wurden.
GL	Analog zum ersten Abschnitt der Antwort der KdK.
ZG	Grundsätzlicher Antrag: Die nachschüssigen Zahlungsverpflichtungen des Bundes sind nach den bisherigen Rechtsgrundlagen abzuwickeln, damit der Aufwand der Verwaltung in einem vernünftigen Rahmen bleibt. Zur Prämienverbilligung in der Krankenkassenversicherung: Antrag: Für die bei Inkrafttreten der NFA pendenden Fälle sind die Bundesbeiträge an die Prämienverbilligung vollumfänglich auszurichten. Diese können entweder pauschal abgegolten werden (basierend auf Erfahrungswerten) oder gemäss bisherigem System nach Aufwand (eventuell befristet für drei Jahre, weil die meisten alten Fälle in diesem Zeitraum abgeschlossen werden können). Begründung: Die Behandlung der pendenden Fälle per 1. Januar 2008 ist unklar. Diese Fälle reichen erfahrungsgemäss bis zu fünf Jahre zurück. Der wichtigste Grund dafür sind fehlende Steuerdaten. Im Rahmen der NFA ist der Anspruch der Kantone auf die Bundesbeiträge unabhängig von der ausbezahlten Prämienverbilligung. Somit entfällt der bisherige Abrechnungsprozess. Es stellt sich deshalb die Frage, wie die Kantone die Bundesbeiträge für die Fälle geltend machen können, welche aus den Jahren 2007 und früher stammen, aber erst nach Inkrafttreten der NFA erledigt werden. Die Zusammenfassung der Mittelflüsse aus den nachschüssigen Zahlungsverpflichtungen im Schlussbericht zeigt, dass der Bund keine entsprechenden Gelder eingeplant hat (Tabelle 16, S. 56). Da es sich um eine altrechtliche Verpflichtung handelt, besteht aber ein entsprechender Anspruch der Kantone. Dabei ist zu berücksichtigen, dass es um einen erheblichen Betrag geht (ca. 2'500 bis 3'000 Fälle à ca. Fr. 800.-; davon Bundesanteil ca. ein Drittel, d.h. ca. Fr. 750'000.-).
FR	La réponse de la CdC rappelle à juste titre qu'il s'agit en l'occurrence de versements résiduels de la Confédération pour des contributions à des dépenses des années précédentes qui ont été préfinancées par les cantons. Au-delà des trois domaines mentionnés dans la question, des engagements en vertu de l'ancien droit existent également dans les domaines présentés dans le tableau 10 et commentés dans le cadre de la section 1.2.7.2. Il est à souligner qu'il s'agit de montants dus, qui ne peuvent être considérés comme une charge supplémentaire pour la Confédération engendrée par la transition vers le nouveau système. Cela d'autant plus que le respect de ces engagements se fera au détriment des crédits de paiement des années suivantes, comme le précise le Rapport final (p. 50). La solution proposée, financièrement neutre pour la Confédération, semble bien devoir se traduire par une diminution des subventions fédérales perçues par les cantons dans l'année ou les premières années suivant l'entrée en vigueur de la RPT. Cette solution n'est pas acceptable. Elle consiste à profiter de la RPT pour assainir les finances fédérales. Cette façon de faire est d'autant plus contestable que la Confédération calcule les effets 2008 de la RPT en prenant en considéra-

	tion les montants totaux de ses interventions, à savoir y compris les dépenses se rapportant aux engagements pris avant la mise en œuvre de la RPT. Les charges de la Confédération sont ainsi surestimées dans les prévisions 2008. Nous soulignons en particulier que l'Office fédéral de la topographie a indiqué aux services cantonaux du cadastre, par circulaire du 24.05.2006, qu'un moratoire allait être appliqué sur les contrats 2007 en réponse aux problèmes transitoires survenant dans le domaine de la mensuration officielle. En juin 2006, les Conseillers d'Etat compétents des cantons du Valais, de Neuchâtel, du Jura et de Fribourg ont indiqué par lettre au Chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports qu'ils s'opposaient au moratoire annoncé. Ils ont proposé une solution alternative reposant sur un étalement dans le temps des paiements initialement prévus pour 2007. Il s'agirait plus précisément de diminuer les paiements 2007, 2008 et 2009 de 60 % environ pour les reporter sans intérêt sur les années suivantes. Au-delà des deux chiffres indiqués dans le tableau 10 (p. 50, engagement ouverts à fin 2007 en vertu de l'ancien droit de 48 millions de francs, dont 22 millions de suppléments péréquatifs), cette problématique n'est pas traitée dans le Rapport final. Il s'agit-là d'un manque à combler dans le cadre du 3ème message. Nous demandons qu'une solution adéquate soit trouvée pour cette question.
SO	Der Kanton Solothurn schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
BS	Basel-Stadt schliesst sich hier der Stellungnahme der KdK an.
BL	Bei dieser Frage schliesst sich der Kanton Basel-Landschaft der Stellungnahme der KdK an.
SH	Der Kanton Schaffhausen schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
AR	Der Kanton Appenzell Ausserrhoden schliesst sich integral der Stellungnahme der KdK (Mehrheitsbeschlüsse) an.
AI	Der Kanton Appenzell Innerrhoden schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
SG	Der Kanton St. Gallen schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
GR	Der Kanton Graubünden hält fest, dass es sich hier um Restzahlungen des Bundes für Beiträge an Aufwendungen früherer Jahre handelt, die von den Kantonen vorfinanziert wurden. Die Kantone haben uneingeschränkt Anspruch auf die Schlusszahlungen.
TG	Der Kanton Thurgau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TI	Antrag: Der Bund soll seinen altrechtlichen Verpflichtungen auch im Bereich der Verkehrstrennung nachkommen. Begründung: siehe Antwort auf Frage 5.
VD	Il s'agit de montants déjà versés par les cantons aux bénéficiaires des prestations concernées. La Confédération s'acquitte ainsi simplement des montants dus aux cantons selon les diverses bases légales en vigueur. Concernant la réduction des primes d'assurance-maladie, le Canton de Vaud s'interroge sur les modalités d'exécution. Notamment, il veut savoir si la part fédérale du report de l'enveloppe de 2006 sur 2007 sera versée en 2008 et si le solde non dépensé de l'enveloppe 2007 sera versé par la Confédération en 2008. Le Canton de Vaud se demande également s'il sera possible de passer un transitoire sur la partie de l'enveloppe 2007 concernant les arriérés de primes antérieurs à 2008 et si la Confédération versera sa contribution sur le montant de cette provision. Par contre, le Canton de Vaud note que la question de la participation financière des cantons aux charges d'AVS/AI donnera lieu à un flux financier en 2008. Cette question n'est pas abordée dans le rapport final. En outre, il relève que les engagements de la Confédération en vertu de l'ancien droit seront résorbés au détriment des crédits de paiement des années suivantes (chapitre

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	1.2.7.2 du rapport final). La Confédération s'assure une neutralité financière du passage au nouveau système RPT dans les domaines en question, au détriment des cantons qui verront certainement les subventions fédérales diminuer dans ces mêmes domaines.
VS	Le Canton du Valais peut se rallier à la réponse de la CdC.
NE	La Confédération verse actuellement 77% de ses contributions dans l'année en cours et le solde de 23% l'année suivante. Les montants que la Confédération s'engage à verser en 2008 au titre de ce solde de 23%, évalués à 624 millions, correspondent à des prestations que les cantons ont déjà versées aux bénéficiaires des réductions de primes. Elle ne fait donc qu'honorer des engagements pris en vertu des dispositions légales en vigueur avant la transition à la RPT. Il en va de même pour les contributions concernant la vulgarisation agricole et les aides à la formation.
GE	Le canton de Genève n'a pas de remarque complémentaire à formuler par à la réponse de la CdC. Cependant, il constate que les engagements de la Confédération, en vertu de l'ancien droit, seront résorbés au détriment des nouvelles formes de financement de la RPT, lesquelles pourraient prendre du retard au début de l'introduction de la RPT. La Confédération s'assure ainsi une neutralité financière du passage à la nouvelle péréquation financière au détriment des cantons.
JU	Il s'agit de montants déjà versés par les cantons aux bénéficiaires des prestations concernées. La Confédération s'acquitte ainsi simplement des montants dus aux cantons selon les diverses bases légales en vigueur. Nous manquons par contre d'indications sur les modalités de versements.
ch gemeinden	Keine Bemerkungen.
SSV	Keine Bemerkungen.
SAB	Keine Bemerkungen.
FDP	Keine Bemerkungen.
CVP	Keine Bemerkungen.
SVP	Keine Bemerkungen.
SP	Mit dem Vorschlag, dass die von den eidg. Räten zur Verbilligung der Kinderprämien zusätzlich gesprochenen 200 Mio. in die Globalbilanz aufgenommen werden, ist die SP einverstanden. Die Kantone müssen sicherstellen, dass dieser Betrag tatsächlich in die Prämienverbilligung fliesst und nicht über Veränderungen bei den Einkommensgrenzen eingespart wird.
LPS	Pas de remarques.
EVP	Keine Bemerkungen.
economiesuisse	Approbation. Ici aussi, les doubles charges temporaires ne remettent pas en cause durablement l'objectif de neutralité budgétaire.
Arbeitgeber	Der Schweizerische Arbeitgeberverband schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme von economiesuisse an.
SBV	Keine Bemerkungen.
SGV	Ici aussi, les doubles charges ne remettant pas en cause durablement l'objectif de neutralité budgétaire, l'USAM peut accepter la solution proposée.
SGB	Keine Bemerkungen.
KV Schweiz	Keine Bemerkungen.
Wthur	Keine Bemerkungen.
StZH	Keine Bemerkungen.
CP	Pas de remarques.

FDK	Keine Bemerkungen.
ZWK	Die Zuger Wirtschaftskammer beantragt, dass die nachschüssigen Zahlungsverpflichtungen des Bundes nach den bisherigen Rechtsgrundlagen abzuwickeln und die Bundesbeiträge an die Prämienverbilligung für die bei Inkrafttreten der NFA pendenden Fälle vollumfänglich auszurichten sind.
ZTV	Antrag: Die nachschüssigen Zahlungsverpflichtungen des Bundes sind nach den bisherigen Rechtsgrundlagen abzuwickeln und die Bundesbeiträge an die Prämienverbilligung sind für die bei Inkrafttreten der NFA pendenden Fälle vollumfänglich auszurichten.
FER	Comme pour l'instant aucun accord n'a pu être trouvé avec les cantons dans le domaine de l'AI, on risque malheureusement de s'acheminer derechef vers une répartition des 420 mio dus par les cantons en fonction de leur capacité financière.
TCS	Pas de remarques.

2.7 Suite des travaux

(question 10 posée aux participants)

10. Avez-vous des suggestions pour la suite des travaux liés au troisième message sur la RPT?

Pour la *suite des travaux*, la CdC demande que la contribution consentie par la Confédération au-delà de la neutralité budgétaire soit augmentée au moins à concurrence du montant promis aux cantons dans le cadre des négociations du programme de stabilisation 1998 pour les concessions qu'ils ont faites à l'époque. Cette solution tiendrait mieux compte des cas de rigueur et des inégalités découlant du passage au nouveau système. La CdC avance comme argument que la Confédération a tout intérêt à ce que la mise en vigueur de la RPT se déroule autant que possible sans conflit.

Par ailleurs, les cantons et bien d'autres participants accordent une grande importance à l'amélioration de la qualité des données. A ce propos, la CdC, la CDF et la plupart des gouvernements cantonaux exigent la création d'un service d'inspection externe. Quand la RPT aura été introduite, il s'agira d'analyser, dans le cadre du rapport sur l'évaluation de l'efficacité, la dynamique du désenchevêtrement des tâches et du financement (contrôle de la neutralité budgétaire). En outre, la CdC et divers cantons exigent des estimations de l'indice des ressources de 2008, l'élaboration d'un modèle de prévisions pour l'assiette fiscale agrégée des années consécutives, ainsi que la communication rapide des montants compensatoires entrant dans les budgets et la planification financière des cantons. La CDF exige en outre d'étendre l'assurance-qualité, provisoirement limitée à l'indice des ressources, à tous les instruments de la péréquation financière au sens strict.

Divers cantons romands préconisent que les cantons valident encore l'extrapolation pour 2008, déterminante pour la dotation des instruments de la péréquation. Le PLS exige quant à lui une clarification, dans le troisième message, des écarts considérables entre les résultats du bilan global 2001/02 et ceux du bilan global 2004/05.

Enfin, diverses associations faîtières de l'économie en particulier déplorent la complexité des calculs du nouveau système de péréquation et invitent à le simplifier par la suite.

Tableau 10 Propositions concernant la suite des travaux

Participant	Proposition
KdK	Da mit der dritten NFA-Botschaft die Gesamtbeträge für die einzelnen Ausgleichsgefässe des Ressourcen-, Lasten- und Härteausgleichs sowie die von den Kantonen mitzufinanzierenden nachschüssigen Zahlungsverpflichtungen und abzugrenzenden Aufwandpositionen der IV definitiv festgelegt werden, ist es unabdingbar, die Qualität der entsprechenden Berechnungsgrundlagen sicherzustellen. Im Hinblick auf die Verbesserung der Akzeptanz der Vorlage sind die verschiedenen Unklarheiten bezüglich der Datengrundlagen unbedingt zu bereinigen. Es geht dabei insbesondere um die folgenden Positionen: - Hochrechnung der Globalbilanz Bund/Kantone insgesamt auf das Finanzplanjahr 2008: Hier sind die Kantone auf die Überprüfung der Daten durch die Eidg. Finanzverwaltung angewiesen. Die Grundlagen der Hochrechnung der Globalbilanz auf die Budgetjahre 2006/07 und das Finanzplanjahr 2008 sind offen zu legen. - Grundlagen für den Ressourcenindex a) als Basis für die Globalbilanz 2004/2005: Überprüfung durch die Projektgruppe "Qualitätssicherung", ev. In Zusammenarbeit mit externen Experten; b) als Basis für die definitive Aufteilung der Beträge auf die Kantone 2008: --> Antrag: Hier verlangen die Kantone die Einsetzung eines externen Inspektorats (vgl. auch Hinweis zur Verordnung zum FiLaG). In der dritten Botschaft sind die Ressourcenindizes 2007 sowie Schätzungen zu den Ressourcenindizes 2008 aufzuführen. Zudem ist die Einführung eines Prognosemodells für die kantonalen ASG's zu prüfen. Aufgrund der im Mai 2007 einsetzenden Budgetierung bei Kanton und Gemeinden ist es unerlässlich, dass der Bund bereits Anfang Mai 2007 einen ersten provisorischen Ressourcenindex 2008 vorlegt. Die Beschlussfassung zu den Ausgleichsbeträgen muss im ersten Halbjahr erfolgen, damit die Kantone rechtzeitig für den Budgetprozess über die wichtigsten Daten verfügen. --> Antrag: Die Botschaft ist mit einem Kapitel zu ergänzen, das die Dynamik der Aufgaben- und Finanzierungsentflechtung analysiert. Die effektive Entwicklung ist im Rahmen der alle vier Jahre zu erstellenden Wirksamkeitsberichte zu analysieren. Im ersten Wirksamkeitsbericht ist auch die Einhaltung der Haushaltsneutralität im Jahre 2008 aufgrund der Rechnung zu überprüfen. Sollten sich dabei grössere Abweichungen zeigen, sind diese bei der Festlegung der Dotierung der Ausgleichsgefässe für die folgende Vierjahresperiode zu berücksichtigen. Bezüglich der mit der Inkraftsetzung der NFA erwarteten Effizienz- und Effektivitätsgewinne ist in der Botschaft darauf hinzuweisen, dass insbesondere in den Bereichen "Bau- und Betriebsbeiträge an Wohnheime, Tagesstätten und Werkstätten" sowie "Sonderschulung", in welchen den Kantonen neu die alleinige Verantwortung übertragen wird, die Kantone die neuen Aufgaben nicht mit dem bestehenden Personalbestand bewältigen

	können und deshalb für sie die Leistungserbringung in diesen Bereichen nicht kostengünstiger werden wird. Eine Minderheit der Kantone stellt den Antrag, die Projektgruppe 14 nach der Auswertung der Vernehmlassung in die Bereinigung der 3. NFA-Botschaft einzubeziehen.
ZH	Analog der KdK verlangt der Kanton Zürich die Sicherstellung der Qualität der für die einzelnen Ausgleichsgefässe und die von den Kantonen mitzufinanzierenden nachschüssigen Zahlungsverpflichtungen und abzugrenzenden Aufwandpositionen der IV benötigten Berechnungsgrundlagen. Bezüglich Details dieses Antrags vgl. die Stellungnahme der KdK.
BE	Der Kanton Bern schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
LU	Der Kanton Luzern schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
UR	Der Kanton Uri schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
SZ	Der Kanton Schwyz schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnahme der KdK an.
OW	Keine Bemerkungen.
NW	Analog den Bemerkungen der KdK verlangt der Kanton Nidwalden - die Sicherstellung der Qualität der für die einzelnen Ausgleichsgefässe und die von den Kantonen mitzufinanzierenden nachschüssigen Zahlungsverpflichtungen und abzugrenzenden Aufwandpositionen der IV benötigten Berechnungsgrundlagen; - die Aufnahme der Ressourcenindizes 2007 sowie von Schätzungen zu den Ressourcenindizes 2008 in die dritte Botschaft. Im Sinne der Haltung der Geberkantone ist für die Folgejahre zudem die Entwicklung eines Prognosemodells für die kantonalen ASGs zu prüfen; - die Beschlussfassung zu den Ausgleichsbeträgen im ersten Halbjahr, damit die Kantone rechtzeitig für den Budgetprozess über die wichtigsten Daten verfügen. Analog den Geberkantonen wird zur Verbesserung der Planungssicherheit ferner verlangt, dass den Kantonen bezüglich ihrer Beiträge an den Ressourcenausgleich jeweils möglichst aktuelle Daten zur Verfügung gestellt werden (vgl. Stellungnahme Kanton Zug).
GL	Analog zum ersten Abschnitt und zu den ersten zwei Positionen aus Vernehmlassung der KdK.
ZG	Anträge: 1. In der dritten NFA-Botschaft sind die Ressourcenindizes 2007 sowie Schätzungen zu den Ressourcenindizes 2008 der einzelnen Kantone aufzuführen. 2. Für die Planung der Folgejahre ist die Entwicklung eines Prognosemodells für die kantonalen ASG's zu prüfen (unter Umständen durch ein geeignetes Wirtschaftsprognoseinstitut, z. B. BAK Basel Economics). 3. Die Beschlussfassung zu den Ausgleichsbeträgen (jährlich durch Bundesrat bzw. alle vier Jahre durch Bundesparlament) hat zudem jeweils im ersten Halbjahr zu erfolgen, so dass die Kantone rechtzeitig für den Budgetprozess über diese wichtigen Daten verfügen. Begründung: Während die Planbarkeit der Zahlungsströme bei der neuen Aufgabenteilung, den Lastenausgleichsgefässen und dem Härteausgleich aufgrund der vorgeschlagenen Beschlüsse bis zu einem gewissen Grad gegeben erscheint, bestehen bei der grössten Position für die Kantone, dem Ressourcenausgleich, noch erhebliche Unsicherheiten. Der Bundesrat legt zwar die Gesamtsumme des Ressourcenausgleichs aufgrund des Finanzplans des Bundes jeweils fest. Ein einzelner Kanton kann aber noch nicht aufgrund einer Abschätzung der Entwicklung des Ressourcenpotenzials im eigenen Kanton die Entwicklung seines Beitrages an den Ressourcenausgleich planen. Dazu muss vor allem auch die relative Entwicklung der anderen Kantone berücksichtigt werden. Die bisherige Modellierung der Dynamik der Ausgleichsinstrumente hat gezeigt, dass von Jahr zu Jahr

	relativ grosse Schwankungen auftreten können. Zur Verbesserung der Planungssicherheit sind den Kantonen deshalb möglichst aktuelle Daten zur Verfügung zu stellen.
FR	Le Conseil d'Etat partage les propositions majoritaires faites dans la réponse consolidée de la CdC. Le Conseil d'Etat demande de plus expressément que le bilan global 2004/2005 soit revu d'ici au 3ème message et corrigé en fonction des remarques formulées ci-dessous sous lettre C. Il est essentiel que les modalités de prise en compte dans le calcul des subventions aux organismes formant des spécialistes dans le domaine social et de la part cantonale aux bénéfices de la BNS soient reconsidérées dans le sens des propositions formulées ci-après.
SO	Der Kanton Solothurn schliesst sich der Stellungnahme der KdK an, dass die Qualität der Daten- und Berechnungsgrundlagen sichergestellt werden muss. Er fordert dabei aber, dass beim Aufwand die Verhältnismässigkeit gewahrt bleibt. Das Ziel, die NFA per 1. Januar 2008 in Kraft zu setzten, darf durch überrissene Qualitätsanforderungen nicht gefährdet werden. Ähnliches gilt für die Ausführungen hinsichtlich der Ressourcenindices 2007 und 2008 und der Beschlussfassung zu den Ausgleichsbeträgen. Die Ausführungen in der Vernehmlassung der KdK, welche die Effizienz- und Effektivitätsgewinne aufgrund von Mehraufwand zu relativieren versuchen, kann der Kanton Solothurn nicht nachvollziehen. Einerseits ist schon die Grundannahme falsch, wonach mehr Effizienz und Effektivität a priori eine kostengünstigere Leistungserbringung nach sich zieht. Andererseits muss darauf hingewiesen werden, dass das Kongruenzprinzip, welches mit der NFA in den erwähnten Bereichen eingeführt wird, nur dann eine Effizienz- und Effektivitätssteigerung mit sich bringt, wenn die entsprechende Organisation vorhanden ist. Die Forderung, wonach die Projektgruppe 14 in die Bereinigung der 3. NFA-Botschaft beizuziehen sei, lehnt der Kanton Solothurn ab. Die Verordnung über den Finanz- und Lastenausgleich, für welche die Projektgruppe 14 verantwortlich ist, ist nicht Gegenstand der vorliegenden Botschaft. Es gibt somit keinen sachlichen Grund, diese Gruppe in die Bereinigung der Botschaft mit einzubeziehen.
BS	Basel-Stadt schliesst sich hier der Stellungnahme der KdK an. Zusätzlich stellt Basel-Stadt folgende Anträge: - In der dritten NFA-Botschaft sind die Ressourcenindices 2007 sowie Schätzungen zu den Ressourcenindices 2008 der einzelnen Kantone aufzuführen. - Für die Planung der Folgejahre ist die Entwicklung eines Prognosemodells für die kantonalen ASG's zu prüfen. - Die Beschlussfassung zu den Ausgleichsbeträgen (jährlich durch Bundesrat bzw. alle vier Jahre durch Bundesparlament) hat zudem jeweils im ersten Halbjahr zu erfolgen, so dass die Kantone rechtzeitig für den Budgetprozess über diese wichtigen Daten verfügen. Begründung dieser Anträge inhaltlich analog der Konferenz der NFA-Geberkantone (vgl. Kanton Zug).
BL	Bei dieser Frage schliesst sich der Kanton Basel-Landschaft der Stellungnahme der KdK an. Zusätzlich wird auf die Wichtigkeit aufmerksam gemacht, dass die Kantone bis Dezember 2006 vom Bund möglichst konkrete Angaben in Bezug auf die NFA-bedingten finanziellen Auswirkungen erhalten; dies im Hinblick auf die Erstellung des Budgets 2008 und zugehörigem Finanzplan.
SH	Der Kanton Schaffhausen schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
AR	Der Kanton Appenzell Ausserrhoden schliesst sich integral der Stellungnahme der KdK (Mehrheitsbeschlüsse) an. Ausdrücklich unterstützt er die Forderungen der KdK nach Sicherstellung der Datenquali-

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	tät bzw. nach Bereinigung der Datengrundlagen, ebenso insbesondere die Forderung nach einer Ergänzung der Botschaft mit einem Kapitel zur Dynamik der Aufgaben- und Finanzierungsentflechtung sowie nach einer Überprüfung der Einhaltung der Haushaltsneutralität im ersten Wirkungsbericht.
AI	Der Kanton Appenzell Innerrhoden schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
SG	Der Kanton St. Gallen schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
GR	Grosse Unsicherheiten bestehen zur Zeit noch in Bezug auf die Programmvereinbarungen, die bei den verbleibenden Verbundaufgaben auszuarbeiten sind. Hierzu liegen für die meisten der betroffenen Aufgabenbereiche erst grundsätzliche und noch sehr theoretische Vorstellungen vor. Die erforderlichen Arbeiten sind koordiniert und mit Nachdruck voranzutreiben. Rein methodisch soll die NFA-Globalbilanz für den Bund und die Kantone die finanziellen Veränderungen durch die Einführung der NFA - und nur der NFA - aufzeigen und nicht auch noch die zusätzlichen Veränderungen, etwa jene aufgrund des Infrastrukturfonds. Im Vernehmlassungsbericht wird auf dieses methodische Argument nicht genügend eingegangen. Es entsteht im Gegenteil der Eindruck, dass der neue Verteilschlüssel grundsätzlich zu berücksichtigen wäre und nur wegen der beabsichtigten Wirkungen darauf verzichtet wurde. Der Text ist im Hinblick auf die Botschaftsvorlage entsprechend anzupassen.
TG	Der Kanton Thurgau schliesst sich vollumfänglich der Stellungnahme der KdK an.
TI	- Die Bedeutung der Datenqualität ist nicht nur bezüglich des Ressourcenindex, sondern auch bezüglich der Lastenindizes hervorstreichen. Mit Blick auf die definitive Fi-LaV sind in diesem Bereich noch klare Verbesserungen vorzunehmen. - Die Globalbilanz 2008 - Grundlage für die Dotierung der drei Ausgleichsfonds' - sollte von einem durch die FDK ernannten Organ detailliert nachgeprüft werden. Antrag: Die Ausbesserung der Indizes und die Entscheide bezüglich Dotierung und Finanzierung der Ausgleichsgefässe sollen noch vor Mitte 2007 erfolgen. Begründung: Die Kantone benötigen zur Erarbeitung ihrer Budgets möglichst rasch genaue Angaben. Verspätungen würden dazu führen, dass sie die für ihre Budgets nötigen Entscheidungen nicht fällen können.
VD	Suggestions: - calculer le bilan global 2008 pour chaque canton pris individuellement et faire valider ces chiffres par les administrations cantonales d'ici la fin de l'année 2006 ; - transmettre un tableau présentant les taux d'indexation prévus pour chaque domaine de tâche de l'annexe 1 du rapport final entre le budget 2006, le budget 2007 et le plan financier 2008. Ce tableau devrait être intégré à la version finale du 3ème Message RPT ; - livrer une validation ex post des calculs du bilan global. Lorsque les comptes 2008 seront connus, il s'agira de vérifier la neutralité de l'opération et l'adéquation des moyens mis dans les nouveaux fonds de péréquation sur la base de données effectives. Par ailleurs, le Canton de Vaud - regrette la volatilité du système et soulignons qu'il sera difficile pour les cantons de faire leur plan financier 2008-2010. - s'inquiète de la comparabilité des données statistiques entre les cantons, ainsi que de la disponibilité de ces données avant l'entrée en vigueur de la RPT. - suggère que l'on rende plus accessible le rapport technique dont il est fait mention au chapitre 1.2.3.2 en indiquant précisément le lien sur internet et/ou en l'intégrant au 3e Message RPT. - souhaite vivement que les traductions maladroites des expressions comptables « le principe du fait générateur » ou le « principe d'encaissement » soient remplacées par

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	l'expression communément admise du « principe d'échéance » et du « principe de caisse ». - signale également diverses petites erreurs : - p. 12, point 3 : trimestre et non semestre ; - p. 45 : construction des NLFA et non de la NLFA ; - p. 47 : la RPT et non la RTP. - remarque qu'il serait également utile de clarifier l'explication concernant le fonds d'infrastructure (chapitre 1.2.3.2 du rapport final), qui est incompréhensible.
VS	Parmi les points énoncés dans la réponse de la CdC, à laquelle le canton du Valais peut se rallier, les éléments suivants méritent d'être mis tout particulièrement en évidence: - la nécessité de disposer des données de qualité pour le calcul des indices et de la dotation des fonds de péréquation - la nécessité de disposer suffisamment tôt de données précises permettant aux cantons d'établir leur budget 2008 et leur planification financière 2009 - 2011. Dans le même ordre d'idée, il est impératif que les cantons soient informés suffisamment tôt des dispositions d'exécution (ordonnances). Ces informations sont indispensables tant pour les préparatifs budgétaires que pour l'élaboration des modifications de la législation cantonale. Par ailleurs, et dans une perspective plus large, l'évaluation de la mise en oeuvre de la réforme RPT devra démontrer la neutralité du passage à la RPT et préciser la nouvelle dynamique des dépenses et recettes. Le canton du Valais insiste sur l'importance toute particulière de l'évaluation des effets de la nouvelle péréquation. Celle-ci devra non seulement démontrer la pertinence des montants alloués à la péréquation et la pertinence des répartitions Confédération / cantons à fort potentiel / cantons à faible potentiel, mais également prouver que les instruments mis en place satisfassent aux objectifs de la réforme.
NE	Le canton de Neuchâtel rappelle ici les questions qui devraient trouver réponse avant la publication du troisième message: - Revoir le calcul du potentiel de ressources de manière à tenir compte des allègements fiscaux accordés conjointement par la Confédération et les cantons dans le cadre de la politique régionale en faveur des zones économiques en redéploiement (arrêté Bonny). - Garantir dans le troisième message l'application conséquente du principe d'échéance pour le versement des parts cantonales aux recettes fédérales (IFD, impôt anticipé, droits sur les carburants, bénéfice de la BNS), et compléter l'acte modificateur unique par les dispositions transitoires nécessaires pour assurer la répartition de ces parts conformément aux règles de la péréquation financière en vigueur en 2007. - Dans le cadre du bilan global 2004-2005, prendre en compte le bénéfice de la BNS effectivement distribué aux cantons durant la première période quadriennale, et adapter le calcul de la compensation des cas de rigueur. Régler dans l'arrêté concernant la dotation de la compensation des cas de rigueur le montant de cette dernière pour les années suivantes ou reprendre cette question dans le rapport d'évaluation dressé au terme de la première période quadriennale. - Affiner les projections financières faites pour le bilan global 2008 sous la forme de chiffres détaillés pour chaque canton et les soumettre à l'appréciation critique des cantons. - Charger les services fédéraux concernés d'évaluer de manière plus précise, pour le bilan global 2008, les charges de l'AI qui seront transférées aux cantons (prestations individuelles pour formation scolaire spéciale; prestations collectives aux ateliers, homes et écoles spéciales).
GE	Propositions: 1. Rapport d'efficacité: Le canton de Genève demande qu'une instance particulière soit

	mise en place, indépendante de l'administration fédérale et autonome dans ses démarches, analyses et décisions. En ce qui concerne la composition de cet organe, la parité entre cantons et Confédération ne doit pas constituer une priorité absolue, les cantons ayant des intérêts plus diversifiés que ceux de la Confédération, voire contradictoires. Pour la représentation cantonale, il faudrait viser à un équilibre entre les cantons contributeurs et bénéficiaires des indices des ressources et des charges, les cantons centres et périphériques et les cantons urbains et ruraux. Pour la rédaction du rapport, le groupe paritaire doit pouvoir s'appuyer sur une instance indépendante externe (par exemple un centre universitaire) mandatée conjointement par la Confédération et les cantons. 2. Inspectorat: Le canton de Genève estime que l'inspectorat proposé devrait être financé à la fois par la Confédération et les cantons, afin de lui assurer la plus grande indépendance possible. Par ailleurs, son cahier des charges doit encore être précisé. 3. Qualité des données: Le canton de Genève s'inquiète de la qualité des données statistiques servant de base à l'établissement du potentiel des ressources, s'agissant notamment des bénéfices des sociétés à statut fiscal privilégié, de l'imposition à la source (dans un canton) et des éléments relatifs à la fortune (dans plusieurs cantons). Par ailleurs, le canton de Genève s'inquiète de la disponibilité de ces données pour l'entrée en vigueur de la RPT. De manière générale, le canton de Genève se demande s'il ne serait pas judicieux de fonder les calculs de la péréquation des ressources et des charges sur des éléments plus facilement accessibles, moins détaillés et sophistiqués et, de ce fait, moins onéreux en terme de collecte, de vérification et de plausibilité. Le rapport coût/bénéfice s'en trouverait amélioré. 4. Echéance: Le canton de Genève est d'accord avec la proposition faite, de fixer au semestre la périodicité des versements à la péréquation des ressources, à la compensation des charges excessives et à la compensation des cas de rigueur (échéance à la fin du semestre). 5. Prolongement du délai d'exploitation des résultats de la consultation: Le canton de Genève demande que l'administration fédérale dispose de suffisamment de temps pour une évaluation qualitative des résultats conforme à l'importance de la RPT et aux dispositions de l'ordonnance sur les consultations de 2005. Le groupe de projet 14 doit, par ailleurs, pouvoir mettre ses compétences à profit pour l'élaboration définitive du 3^{me} message sur la RPT. 6. Inviter les offices fédéraux à communiquer le détail des évaluations du bilan global, en particulier les transferts de charges dans le domaine de l'AI: Par souci de transparence, les offices fédéraux concernés par le désenchevêtrement des tâches doivent mettre à disposition des cantons le détail des évaluations réalisées lors du bilan global 2004/2005. Il en ira de même pour les futures évaluations.
JU	Le canton du Jura formule les suggestions suivantes : - améliorer rapidement la base statistique (qualité des données) afin de limiter les débats à ce titre, l'assiette fiscale agrégée doit refléter la réalité de chacun des cantons (éviter de recourir à des facteurs standards aplanissant les diversités cantonales); - remédier à la volatilité (en franc et pas en %) à laquelle sont effectivement confrontés les cantons à faible potentiel financier, rendant toute planification et politique financière impraticables; - réduire le décalage temporel de deux ans entre les années de calcul et de référence afin d'éviter des effets procycliques indésirables; - clarifier la mise en oeuvre de la réforme dans le secteur routier (fonds d'infrastructures); - cadrer la négociation des conventions-programmes; - clarifier en détail les procédures de versements;

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	- fournir individuellement jusqu'en mai 2007 un bilan global 2008 à chaque canton à faire valider par les administrations cantonales ; - mettre en place le plus rapidement possible le groupe de suivi chargé d'analyser l'efficacité du nouveau système. Le soutien d'un expert neutre est indispensable. La parité entre représentants de cantons financièrement forts et faibles doit être assurée. Finalement, il n'est pour le canton du Jura guère envisageable de rendre la péréquation des ressources dépendante de la mécanique fédérale du frein aux dépenses. Le fédéralisme et la solidarité intercantonale ne peuvent être limités à ce titre.
ch gemeinden	Keine Bemerkungen.
SSV	Der SSV ist daran interessiert, dass die Grundlagen für die NFA qualitativ hohen Ansprüchen genügen. Dies gilt insbesondere für die Hochrechnung der Globalbilanz auf das Jahr 2008 sowie die Grundlagen für den Ressourcenindex. Entsprechende Überprüfungs- und Kontrollmechanismen sind deshalb sicherzustellen.
SAB	Keine Bemerkungen.
FDP	Keine Bemerkungen.
CVP	Angesichts der zentralen Bedeutung, die der Dotierung der einzelnen Ausgleichsgefässe sowie der Festlegung der übrigen Zahlungsströme zukommt, ist es unabdingbar, die Qualität der entsprechenden Berechnungsgrundlagen sicherzustellen. Dafür sind allenfalls externe Experten beizuziehen. Die CVP erachtet die NFA als ein Projekt mit hoher Priorität. Es ist alles daran zu setzen, dass die Reform auf den 1. Januar 2008 in Kraft treten kann. Eine Verzögerung wäre ein negatives Signal und könnte unter Umständen den ganzen Reformschwung zum Erlahmen bringen. Um dies zu vermeiden, ist ein ehrgeiziger Zeitplan erforderlich: Die Beratungen zur 3. Botschaft sind im ersten Quartal 2007 zügig an die Hand zu nehmen und in der Sommersession 2007 zu einem Abschluss zu bringen. Im Weiteren fordert die CVP, dass neben der NFA weitere Projekte, welche für eine Föderalismusreform von eminenter Bedeutung sind, ebenfalls konsequent an die Hand genommen werden müssen und verlangt vom Bund weiterhin eine aktive Rolle in der Unterstützung der Regionen bei ihrer Potentialausschöpfung. Die NFA vermag nicht sämtliche regionalpolitischen Probleme zu lösen, daher ist als Ergänzung weiterhin ein auf die NFA abgestimmtes regionalpolitisches Instrumentarium notwendig.
SVP	Siehe "Allgemeine Bemerkungen".
SP	Keine Bemerkungen.
LPS	Le PLS appelle de ses voeux une clarification des importantes variations intervenues depuis environ un an dans les simulations des flux financiers par canton. En effet, la comparaison des valeurs 2001-2002 et 2004-2005 fait apparaître des différences considérables dans le bilan global de la RPT pour chaque canton. Une clarification de ces différences et leur justification nous semble de nature à garantir une évolution favorable et sereine au projet de RPT.
EVP	Keine Bemerkungen.
economiesuisse	Pour assurer une application de la RPT conforme aux principes fixés, il importe que les données statistiques utilisées soient d'excellente qualité. De ces données dépendra en effet la dotation adéquate des instruments de péréquation tout comme la répartition correcte des moyens financiers entre les cantons. Il faudra également prendre garde à respecter le principe de neutralité budgétaire dans le cadre des engagements de la Confédération en vertu de l'ancien droit. Comme annoncé, la tenue des engagements hérités de l'ancien système devra être compensée par une réduction équivalente des crédits de paiement versés sous le nouveau régime.
Arbeitgeber	Der Schweizerische Arbeitgeberverband schliesst sich bei dieser Frage der Stellungnah-

RPT: résultats de la consultation relative à la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges et des cas de rigueur

	me von economiesuisse an.
SBV	Keine Bemerkungen.
SGV	Par souci de transparence, il faudrait réduire le nombre de paramètres et simplifier certaines formules de calcul prévues par les nouveaux instruments péréquatifs. En un mot, réduire à terme la complexité du système et ses dérives technocratiques afin que celui-ci reste compréhensible et maîtrisable.
SGB	Die Ausgleichsbeiträge für die einzelnen Kantone sollten bereits auf der Basis der Zahlen von 2006 bestimmt werden. Damit hätten die Kantone die Möglichkeit, ihre Finanzplanung frühzeitig anzugleichen und allfällige Rückstellungen vorzeitig vorzunehmen.
KV Schweiz	Keine Bemerkungen.
Wthur	Keine Bemerkungen.
StZH	Inhaltlich analoge Bemerkungen wie der Kanton Zürich.
CP	Pas de suggestion précise, sinon de garder la préoccupation constante de réduire à terme la complexité du système afin que celui-ci reste compréhensible et maîtrisable.
FDK	1. Die FDK erwartet, dass die Dynamik der verschiedenen NFA-Veränderungen im ersten Wirksamkeitsbericht analysiert wird und in der Folge Anpassungen vorgenommen werden, wo sich dies aufdrängt. In diesem Zusammenhang stellt die FDK fest, dass jene Aufgaben, die mit der NFA zu den Kantonen gehen, und jene, die dem Bund übertragen werden, etwa gleich gewichtig und ähnlich dynamisch sind, mit Ausnahme einer Position: Bei den Erträgen der direkten Bundessteuer ist die Dynamik ausserordentlich hoch. Das heisst, dass die Kantone einen grossen Teil bisher frei bestimmbarer Mittel über ihren 13prozentigen Anteil an der direkten Bundessteuer dem Bund abgeben und einen nur geringfügig höheren Teil aus dem Ressourcen- und Lastenausgleich erhalten. Eine Folge davon ist, dass insbesondere finanzkräftige Kantone nach der NFA über weniger zweckfreie Mittel verfügen als vorher, was bedauerlich ist und im Grunde den Zielsetzungen der NFA widerspricht. Alle Kantone sollten nach der NFA über eine grössere finanzielle Handlungsfreiheit verfügen, was durch frei verfügbare Mittel sichergestellt werden müsste. Es ist auch eine unterschiedliche Dynamik bei den künftigen Anpassungsmechanismen des Ressourcen- und Lastenausgleichs und bei der erwarteten Entwicklung des Ertrages aus der direkten Bundessteuer festzustellen. Der Bund passt den Ressourcen- und Lastenausgleich nach Formeln an, die weniger dynamisch sind als die Entwicklung und die Progressionswirkung des Tarifs der direkten Bundessteuer. Die FDK ist sich allerdings darüber im Klaren, dass der Bundesgesetzgeber mit Änderungen am DBG natürlich auch den Ertrag der direkten Bundessteuer beeinflussen kann. Dies betrifft dann aber auch den verbleibenden 17prozentigen Kantonsanteil. 2. Die Umsetzung der Programmvereinbarungen geht nach Ansicht der FDK nur schleppend voran. Weder auf Bundes- noch auf Kantonsseite sind die Vorbereitungsarbeiten so weit, dass erwartet werden kann, dass die neuen Instrumente in den 15 betroffenen Aufgabenbereichen am 1.1.2008 flächendeckend greifen können. Im kantonalen Recht müssen in den meisten Kantonen für die Programmvereinbarungen noch gesetzliche Anpassungen erfolgen. Dies braucht Zeit. Die FDK befürchtet, dass in vielen Bereichen, entweder flächendeckend oder für gewisse Kantone, das Instrument der Programmvereinbarungen bei Inkrafttreten der FDK noch nicht angewendet werden kann und in diesen Aufgabenbereichen für ein Jahr oder gar für zwei Jahre ein Stillstand eintritt. Im Bundesrecht gibt es ja ab 1.1.2008 die bisherigen gesetzlichen Bestimmungen für die Einzel-Aufwandsubventionierung nicht mehr. Diese Situation erachtet die FDK als problematisch. Finanziell wird der Bund 2008 Geld einsparen, da er keine altrechtlichen Beitragszusicherungen mehr vornehmen kann, die neuen Programmvereinbarungen aber noch nicht greifen. Einzelne Sachbereiche könnten

	Schaden erleiden, wenn die Aufgabenerledigung ein Jahr oder mehrere Jahre stillsteht. Nach Auffassung der FDK sollte dringend eine gemeinsame Task Force eingesetzt werden, welche das Instrument der Programmvereinbarungen formell und materiell aufbaut und möglichst rasch umsetzt. Gewisse Arbeiten müssen bereits im Jahr 2007 vorgenommen werden. 3. Die FDK hat zur Qualitätssicherung des Ressourcenpotentials eine Projektgruppe eingesetzt, in welcher auch das EFD vertreten ist. Zudem hat sie im Sinne eines Inspektors einen Auftrag an eine externe Unternehmung vergeben, welche vor Ort die notwendigen Kontrollen vornimmt. Die FDK legt auf die Qualitätssicherung des Ressourcenindex und der weiteren in der NFA verwendeten Parameter grösstes Gewicht. Die Daten müssen über jeden Zweifel erhaben sein, sonst ist die Akzeptanz der NFA gefährdet. --> Antrag: Die FDK beantragt, die Qualitätssicherung, die vorläufig auf den Ressourcenindex beschränkt ist, auf alle Instrumente des direkten Finanzausgleichs auszudehnen. Sie ist gerne bereit, bei entsprechenden Arbeiten mitzuwirken, wobei die Federführung aber beim Bund liegen müsste, gehört doch der Vollzug des FiLaG in den Aufgabenbereich der Exekutive des Bundes.
ZWK	Für die Kantone ist die langfristige Finanzplanung von grösster Wichtigkeit. Im Hinblick auf eine seriöse Budgetierung und Finanzplanung in den Kantonen müssen die Beiträge für den Ressourcenausgleich frühzeitig bekanntgegeben werden. Wichtig ist auch die Berechen- und Überprüfbarkeit der Finanzausgleichsleistungen. Unabdingbar sind eine verlässliche Datenbasis, verifizierbare kantonale Daten sowie Nacherhebungen im Falle fehlender oder nicht wieder verwertbarer kantonaler Daten. Jegliche Verunsicherung, insbesondere ausländischer Investoren, führt zu einer Schwächung der Wirtschaft in den attraktiven Geberkantonen, was für das ganze Land nachteilig wäre. Die Planbarkeit der künftigen Belastung ist deshalb mindestens ebenso wichtig wie deren Höhe. Der vorgesehene Inkraftsetzungszeitpunkt (1.1.2008) wird als verfrüht beurteilt; beantragt wird eine Verschiebung des Inkrafttretens auf den 1.1.2009. Dies ermöglicht, das Projekt auf eine seriösere Datenbasis zu stellen, was absolut unerlässlich erscheint.
ZTV	- Transparenz: Es ist aufzuzeigen, wie sich die Beitragszahl (Ressourcenausgleich) für die einzelnen Kantone berechnet. - Geprüfte Grunddaten: Jeder Kanton muss geprüfte Grunddaten präsentieren, welche plausibel und nachvollziehbar sind. - Planbarkeit: Die Geberkantone müssen ihren Beitrag in den Ressourcenausgleich frühzeitig kennen (keine Verunsicherung der Wirtschaft und der ausländischen Investoren). Eine maximale Belastungsobergrenze - für eine gewisse Zeitperiode festzulegen - ist sinnvoll und praktikabel - Steuerausschuss NFA: Dieser ist paritätisch mit gleich viel Geber- wie Nehmerkantonen zu besetzen. - Inkrafttreten der NFA: Für eine sorgfältige und seriöse Einführung der NFA ist der Inkraftsetzungstermin 1. Januar 2008 unrealistisch. Er ist frühestens auf den 1. Januar 2009 zu legen.
FER	Pas de remarques.
TCS	Pas de remarques.
FinDir BS/GE/ZH	Keine Bemerkungen.